

ÉDITIONS
LOISIRS
ET PÉDAGOGIE
apprendre

Pierre-Alain Rime

Édition 2020

LES MONDES ÉCONOMIQUES

GRANDS THÈMES ET PETITS INSTANTS
DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE



Addendum 2023

Table des matières

1	Introduction à l'économie politique	2
2	Principaux courants de la pensée économique	4
3	L'économie de marché	6
4	La monnaie	12
5	Les dérèglements monétaires	17
6	La croissance économique	21
7	Les coûts de la croissance	30
8	L'énergie	38
9	La démographie	43
10	L'économie suisse	48
11	Le travail	54
12	Les finances publiques	60
13	L'Union européenne	64
14	Les pays en développement	68
15	Le commerce international	73

- P.5 Pyramide de Maslow** Bien que référence partout citée, le modèle de la *pyramide de Maslow* souffre néanmoins de quelques biais, ou présente des fissures infligées par le passage du temps. Voici quelques critiques parfois entendues :
- Le modèle préconise qu'un besoin soit entièrement satisfait avant d'éprouver un besoin de niveau supérieur. Dans les faits, il est possible de « sauter » un niveau (par exemple, une personne de peu d'empathie peut se passer des liens sociaux pour satisfaire directement ses besoins d'estime).
 - Le modèle, élaboré au milieu du XX^e siècle, décrit les besoins des membres d'une société occidentale éduquée, développée et croquant à pleines dents la société de (sur)consommation. Cette classification ne convient pas forcément à des pays vivant une autre réalité économique et sociale.
 - La classification des besoins évolue : autrefois objet de prestige (voir deux paragraphes plus bas), un téléphone portable figure désormais pour certains dans la catégorie des besoins vitaux ou physiologiques ! À force de tapoter sur son mobile, certains dorment moins, voire en oublient de manger...

La pyramide de Maslow ne durera certainement pas aussi longtemps que celle de Chéops. Néanmoins, plus d'un demi-siècle après la mort de son architecte, on parle encore de sa fameuse théorie des besoins. Pas sûr qu'on parle encore de nous dans cinquante ans...

- P.6 Gratuité** Un homme (une femme ne ferait probablement pas ça) a créé un zoo et fait payer l'entrée 100 francs. Personne n'y est allé. À 50 francs non plus. Très peu de monde à 20 francs l'entrée. En rendant l'entrée gratuite, la fréquentation a soudain explosé. C'est là que notre individu eut l'idée de fermer les portes du zoo, de menacer de libérer les lions et d'exiger 100 francs pour autoriser les gens à sortir. Ce que tout le monde fit. Moralité : rien n'est gratuit dans la vie. Même une offre bon marché est souvent trop chère.

- P.8 Téléphonie mobile** Quelques repères historiques :
- 1973 : le 3 avril, Martin Cooper, ingénieur chez Motorola, passait le premier appel depuis un téléphone mobile (poids : 1 kg – autonomie : 25 minutes – prix : 5000 dollars !)
 - 1983 : commercialisation du 1^{er} téléphone portable, toujours par Motorola (33 cm – 794 g – 3995 dollars)
 - 1992 : premier SMS
 - 1999 : apparition de l'internet mobile grâce à l'appareil 7110 de Nokia
 - 2007 : Apple présente l'iPhone

En 2022, des dizaines de fabricants de smartphones ont vendu 1,2 milliard de téléphones neufs sur la planète. Si Apple ne réalise que 18 % des ventes, la firme californienne récolte 85 % des bénéfices de l'industrie de l'appareil de téléphonie mobile.

Au niveau mondial, selon l'*Union internationale des télécommunications* (UIT), 73 % des êtres humains âgés de plus de 10 ans possèdent un téléphone portable (95 % dans les pays riches, 45 % dans les pays en développement). En parallèle, 5,3 milliards de personnes (soit 2 êtres humains sur 3) utilisent internet ; 2,7 milliards de personnes n'y ont pas encore accès.

Les Suisses changent actuellement de téléphone portable en moyenne tous les 3 ans, et seulement 7 % de la population a acheté un appareil d'occasion.

P. 12 *Homo numericus*

Si le très hypothétique et controversé *homo economicus* visait, par des décisions rationnelles, à la plus grande satisfaction possible de ses besoins, il semble que le capitalisme nouveau est en train d'engendrer un *homo numericus* irrationnel et impulsif, et très facilement influençable par des technologies qui peuvent déterminer les choix des individus. L'avènement des géants du numérique (GAFAM) et de l'intelligence artificielle (IA) a fait pénétrer l'humanité dans une nouvelle ère.

* « *Homo numericus*.
La 'civilisation' qui vient »,
Albin Michel, 2022

C'est en tout cas la thèse développée par l'économiste français Daniel Cohen dans son nouvel ouvrage*. Émergence de l'IA, contrôle de la société par les géants de la tech, rôle moteur joué par les données privées (et surtout leur recherche, leur contrôle, voire leur vol), cette révolution technologique est censée améliorer les conditions d'existence des sociétés avancées. Il est parfois permis d'en douter. Exemples :

- des algorithmes qui vous font voir, lire ou entendre... uniquement ce que vous souhaitez voir, lire ou entendre ;
- la multiplication des cas de cybercriminalité ou de cyberharcèlement ;
- une surveillance généralisée par reconnaissance faciale ;
- des influenceuses et influenceurs qui font la promotion du futile, de l'inutile et du néfaste (cas de l'*hyper fast fashion* – mode super éphémère – par exemple) ;
- un multimilliardaire qui se paie un réseau social (Musk/Twitter) ;
- un vote sur le Brexit largement influencé par des réseaux sociaux ;
- un chef de meute qui lance ses loups sur le bastion de la démocratie (Trump/Capitole).

Tous ces éléments rappellent l'importance d'une large discussion avant qu'*homo numericus* n'intente davantage à lui-même.

« Avant de s'intéresser à l'intelligence artificielle, il faudrait peut-être régler le problème de la connerie naturelle. »

ANNE O'NIMM & CLAIRE VOILLANT

P. 21 Le Moyen Âge

Pouvoir religieux omnipotent et oppressant, guerres récurrentes, famines et épidémies, le Moyen Âge véhicule une image passablement ténébreuse, dont le trait est probablement un peu forcé. Certaines périodes donnèrent pourtant lieu à des avancées fantastiques. Entre 1275 et 1325, par exemple, cinquante années d'innovations vont marquer un tournant dans l'histoire de l'humanité. En un demi-siècle d'«état de grâce», on inventa l'horloge mécanique, les cartes marines, la peinture en perspective, la comptabilité en partie double et... les premiers canons.

P. 22 La Réforme

Après deux ans de travaux de rénovation, le *Musée international de la Réforme* (MIR) de Genève a rouvert ses portes en avril 2023. Consacrée bien évidemment à l'histoire du protestantisme, cette institution – par ses centaines d'objets, livres, manuscrits, tableaux et gravures – permet également au visiteur d'appréhender l'impact économique et social qu'aura eu Calvin sur son époque, et bien au-delà.

P. 25 Libéralisme... et et 33 Credit Suisse

Figures de référence du libéralisme, Adam Smith et Milton Friedman étaient conscients du rôle spécifique des banques dans l'économie, au point de mettre un peu d'eau dans leur dogme du laisser-faire... Comment auraient-ils apprécié l'effondrement puis le rachat précipité de Credit Suisse en mars 2023 ?

D'après un article d'Aline Bassin, *Le Temps*, 13 avril 2023

Gnome (déf.) : génie difforme chargé de conserver les trésors de la terre. En fait, tout l'inverse de ceux de Zurich, très distingués mais incapables de préserver un joyau vieux de plus de 150 ans...

En Grande-Bretagne, et notamment en Écosse, là où il vit, Adam Smith voit émerger à la fin du XVIII^e siècle une trentaine de banques destinées à financer le commerce avec les colonies britanniques. Plusieurs feront faillite, entraînant l'économie dans un sérieux marasme et provoquant la faillite et la désolation de nombreux petits épargnants. Ces crises conduiront Adam Smith à proposer des mesures pour encadrer les banques. Ce philosophe, devenu économiste, n'était pas l'icône des marchés libres que véhicule aujourd'hui son image. Il était en fait très critique par rapport à la spéculation et aurait certainement trouvé... *Shocking!* les agissements des «gnomes de la finance» zurichois (titre attribué en 1964 par Harold Wilson, premier ministre anglais, aux banquiers zurichois qui spéculaient alors contre la livre sterling).

Milton Friedman, lui, est un enfant de la Grande Dépression. Alors adolescent dans les sombres années 1930, il cherche désespérément du travail dans ce New Jersey qui l'a vu grandir. Il reprochera plus tard très sévèrement à la Fed (banque centrale américaine) son attentisme en 1929, soit son manque de soutien apporté aux banques en difficulté, précipitant ainsi le monde dans sa pire crise économique. Friedman, chantre de l'ultralibéralisme, très conscient des conséquences funestes des faillites bancaires, s'est plusieurs fois montré favorable à la recapitalisation de banques en difficulté avec des fonds étatiques. En 1984, le sauvetage de la banque Continental Illinois donne naissance à la fameuse expression *too big to fail* «trop grande pour faire faillite».

Par ailleurs, Friedman se montrait ouvertement favorable à un «coussin de fonds propres substantiel», soit à l'augmentation des fonds propres des banques. Le père du monétarisme pensait ainsi qu'une telle mesure «permettrait non seulement aux banques d'absorber les chocs, mais fournirait également d'amples incitations à éviter les risques excessifs». Toutes recommandations qu'on aurait bien aimé voir appliquer par les gnomes, trop longtemps donneurs de leçons, des bords de la Limmat.

P. 34 La pensée actuelle

En 1981, en déclarant que « l'État est le problème et non la solution », le président des États-Unis, Ronald Reagan, ouvrait une ère de quatre décennies de néolibéralisme. En diminuant les impôts, en baissant les dépenses gouvernementales, en libéralisant le marché afin de faire jouer la concurrence en plein, Reagan, Thatcher et d'autres pensaient que l'enrichissement des « premiers de cordée » (Macron, 2018) profiterait à l'ensemble de la société. À bas le keynésianisme moribond (relance par la stimulation de la demande), vive l'économie de l'offre qui va faciliter la tâche des patrons et des entreprises, et ainsi profiter à toutes les catégories sociales !

Théorie du ruissellement

Cet « effet de ruissellement » n'a jamais été validé par les travaux des économistes. Favoriser les contribuables les plus aisés entraîne en fait une hausse des inégalités et ne dope nullement les performances économiques. Au lieu de « ruisseler », les milliards gagnés restent bloqués dans les nuages de haute altitude et n'irriguent en aucun cas les sols arides des basses couches de la société. On sait aujourd'hui que les faveurs accordées par ces théories de l'offre ont généré des profits qui ont avant tout été placés dans la bourse et dans la pierre, faisant ainsi grimper les prix des actions et de l'immobilier, sans créer de nouvelles valeurs, donc sans soutenir la croissance et l'emploi.

« L'augmentation de la part des revenus des pauvres et de la classe moyenne stimule la croissance, tandis que l'augmentation de la part des revenus des 20 % les plus élevés entraîne une baisse de la croissance ; autrement dit, lorsque les riches s'enrichissent, les bénéficiaires ne se répercutent pas sur les autres. » FMI, 2015.

Retour en force de l'État

En matière de théorie économique, les choses sont cependant en train de bouger. L'État, par une politique d'investissements massifs, fait son grand retour sur le devant de la scène. Et c'est des États-Unis à nouveau que vient le vent de la réforme. En mai 2023, pour remettre des chevaux dans le moteur de l'économie américaine, le président Joe Biden prévoit de dépenser 6000 milliards (!!!) de dollars – l'équivalent pour la population suisse de 150 milliards de francs ! – dans un grand plan de relance qui vise à moderniser les infrastructures, aider les familles, la formation, la recherche, etc. Le financement se fera par une réforme fiscale : moins d'impôts pour la classe moyenne, plus d'impôts pour les entreprises et beaucoup plus d'impôts pour le 1 % des individus les plus riches du pays. Ronald Reagan, ancien acteur de cinéma, doit en avaler son chapeau de cow-boy ! Le plan, déjà admis en partie par le Congrès, doit encore être approuvé dans les prochains mois. On comprend mieux pourquoi Joe Biden a choisi le slogan « Finish the job » pour annoncer sa candidature pour un deuxième mandat.

La première puissance mondiale est consciente de son déclin relatif et se sent menacée de déclassement. Si Ronald voyait rouge (période de la guerre froide), Joe, lui, craint le péril jaune. Pour mieux contrer l'inexorable ascension de l'Empire du Milieu, Biden veut s'inspirer de la recette du succès chinois depuis un quart de siècle : le capitalisme d'État. Par des investissements massifs dans les infrastructures, les sciences, les technologies de l'information, l'intelligence artificielle, la Chine a non seulement rattrapé son retard, mais elle est en passe de prendre le leadership dans un certain nombre de secteurs qui feront l'économie de demain. Joe Biden explique que, pour répondre à ce défi, « seul le gouvernement est en position de faire les investissements nécessaires ». L'État n'est plus le problème, il redevient la solution. Et Ronald Reagan d'avaloir son ceinturon.

Le XX^e siècle a vu l'idéologie communiste s'opposer puis se fracasser contre la puissance capitaliste. Le XXI^e siècle pourrait bien voir s'affronter deux sortes de capitalisme d'État : l'un démocratique et libéral (États-Unis, Europe), l'autre autocratique et autoritaire, celui de Pékin.

« Xi Jinping pense que la démocratie ne pourra pas concurrencer les pouvoirs autocrates au XXI^e siècle car elle est trop lente à dégager un consensus. »

JOE BIDEN, président des États-Unis, 2023

La nouvelle guerre froide concerne donc bien désormais les États-Unis et la Chine. Souhaitons que les visées expansionnistes de Pékin sur Taïwan ne réchauffent pas ce statut...

P. 45 Économie planifiée

Parler de la disparition des économies planifiées ou de la mort du communisme peut sembler un peu radical au regard de ce qu'on observe dans certains pays. Qu'en est-il des partis « communistes » chinois et vietnamiens, de la république socialiste du Laos, de la situation de Cuba ou de celle de la Corée du Nord ? Autant de pays où semblent résonner encore les sirènes un peu désuètes du communisme.

Rien de communiste dans ces différents pays. En fait, le communisme – stade ultime de la révolution prolétarienne, ère d'abondance où le travail aura cessé d'être une contrainte (voir chap. 2) – n'a évidemment jamais existé. Tout au plus, certains pays « socialistes » se disaient en chemin vers le communisme. Les routes se sont avérées sinueuses et finalement obstruées... La chute du Mur puis l'implosion de l'URSS ont mis fin à l'utopie. Plus aucun pays n'applique un système de planification de l'économie. Les partis communistes ou révolutionnaires chinois, vietnamiens et laotiens ont certes conservé leur costume ou révolutionnaire, mais avancent au rythme du marché grâce à leur *capitalisme d'État*. Pour les Cubains, le parti au pouvoir démontre au quotidien que le communisme est bien une égale répartition de la misère. Pauvres cubains, sauf si vous faites partie de la classe dirigeante, *obviamente!* [évidemment!] Quant aux plus mal lotis, les Nord-Coréens, au lieu « d'une ère d'abondance et d'un travail qui aurait dû cesser d'être une contrainte », ils tentent de survivre au milieu des restrictions alimentaires, énergétiques et médicales, souvent contraints au travail forcé, tandis que Kim Jong-un – troisième génération d'un « communisme » loufoque et cruel – met toute son énergie à développer un arsenal nucléaire et un appareil répressif à la hauteur de son délire... ou de son génie, c'est selon. « Communiste », Kim ? Non, juste parfaitement mafieux et criminel.

P. 51 AOP – IGP

Si le nombre de produits suisses détenteurs de la certification AOP ou IGP est toujours fixé à 41 (voir *Addendum 2022*), une demande d'enregistrement a été déposée pour les spécialités agricoles suivantes : St. Galler Alpkäse (fromage) et Grappa Ticino (eau-de-vie) pour les AOP, et Absinthe du Val-de-Travers (« bleue » ou « fée verte ») pour l'IGP. À consommer ensemble ou séparément, mais avec modération.

P. 51 Monopole public

En instituant un monopole public, un État peut aussi avoir comme objectif la préservation d'une ressource (l'eau, le sol) ou le contrôle d'un secteur stratégique (nationalisation d'une mine de métaux rares ou de l'industrie de l'armement, voire du secteur nucléaire dans certains pays).

P. 52 Duopole Migros-Coop

Tout va bien pour Coop et Migros ! La preuve par les chiffres :

	Chiffre d'affaires	... dont commerce de détail	Nombre d'employés au 31.12.2022	... dont apprentis	Année de fondation
Migros	30,1 mia.	25,3 mia.	97 727	3754	1925
Coop	34,2 mia.	19,9 mia.	94 790	3417	1864

Les origines

Extrait du site officiel
www.coop.ch

C'est en 1864 que le fabricant de textiles Jean Jenny-Riffel fonda à Schwanden, dans le canton de Glaris, la première coopérative de consommation de Suisse, se réclamant des sept principes de la « Société des équitables pionniers de Rochdale ». De nombreuses autres sociétés coopératives virent le jour en Suisse dans les années qui suivirent. En 1890, plusieurs d'entre elles, dont la Société de consommation de Schwanden, fusionnèrent pour former l'Union suisse des sociétés de consommation (U.S.C.), posant ainsi la première pierre de l'édifice. En 1969, l'U.S.C. devint Coop Suisse.

Extrait du site officiel
https://history.migros.ch

En août 1925, les cinq premiers camions-magasins Migros prennent la route. À la fois locaux de vente, ambassadeurs de l'enseigne et supports publicitaires pratiques, ces véhicules de la marque *Ford T* sont, pendant les premières années, au cœur de l'activité de la jeune entreprise. Tel un mur d'affichage ambulante, ils peuvent faire office de panneau publicitaire pour des actions promotionnelles saisonnières. Les camions-magasins desservent 178 arrêts dans la ville de Zurich, chaque halte durant dix minutes. Qu'il vente ou qu'il neige, ils suivent un itinéraire et des horaires précis.

Polémiques actuelles

Migros et Coop ont été régulièrement épinglées ces derniers temps en raison des marges qu'elles s'octroient, notamment dans le secteur alimentaire. Ces marges semblent nettement supérieures à celles pratiquées par d'autres grandes enseignes du commerce de détail à l'étranger. Les deux géants orange se défendent en disant que non, que c'est pas vrai, que pas du tout. En attendant, les consommateurs suisses paient tout plus cher qu'ailleurs et les producteurs se plaignent d'être très mal rémunérés.

« *Qui combat pour les plus faibles a les forts comme ennemi.* »

GOTTLIEB DUTTWEILER, fondateur de Migros.
Avec les marges actuelles, l'ennemi semble partout...

En fait, pourquoi se gêner ? Quand on n'est que deux à se partager un immense gâteau (celui du juteux marché du commerce de détail d'un pays riche comme la Suisse), rien n'empêche de se fixer des marges élevées, de s'entendre un peu (ou beaucoup) avec son principal concurrent... et le tour est joué. L'absence de concurrence autorise tous les abus. Les deux géants orange se défendent – presque d'une seule voix – en rappelant régulièrement qu'ils jouent un rôle social important, en formant des milliers d'apprentis, et que les salaires ont été nettement revalorisés par rapport à ce qu'ils étaient il y a dix ou vingt ans.

« *Il ne peut pas y avoir deux tigres sur la même colline.* »

Deng Xiaoping, leader chinois dans les années 1980, à propos de
la future domination du monde entre Chinois et Américains

Entente ou pas ?

En appliquant la pensée éclairante du leader chinois, il ne peut pas y avoir *deux* leaders du commerce de détail en Suisse. Une lutte à mort est inévitable. Pas de doute, la guerre est déclarée, l'agent orange va décimer la concurrence, on va rogner sur les marges, le prix des articles va baisser, le consommateur pourra ressortir heureux de son passage à l'orange. À la Migros, ton franc est plus gros ! À la Coop, pour moi et pour toi ! *Dans tes rêves !!!*

À propos de la « bataille féroce » (!) à laquelle se livrent Coop et Migros pour tenter de porter un coup fatal à leur unique concurrent (marges écrasées, prix continuellement bas, publicité comparative agressive voire dénigrante – en fait tout ce qu'on constate au quotidien... hum... – lisez plutôt ceci :

Extrait du magazine
Coopération du
19 septembre 2022

« La première fois, on croit avoir la berlue. Sur la place de la Sallaz, à Lausanne, l'enseigne Migros touche celle de Coop sur le front de l'immeuble commercial. Depuis la rénovation du quartier en 2016, les deux grandes marques orange sont en effet collées l'une à l'autre au-dessus de la porte vitrée. Comme des jumelles. Même hall d'entrée, même escalator qui descend au rez inférieur où les clients Migros et Coop se scindent tout à coup en deux : les premiers tournant à droite et les seconds à gauche. » Entre Migros et Coop, on s'aime. On ne s'en cache même plus !

« *Migros et Coop forment un duopole câlin ; ils ne se font guère de mal.* »

PATRICK DÜMMLER, Avenir Suisse, NZZ, mai 2022

P. 53 Les biens communs

Qu'est-ce qui peut bien relier les bisons, les requins, les champignons ou l'air ? Ces ressources collectives ont pour particularité de n'appartenir à personne, c'est-à-dire d'appartenir à tout le monde. On parle de « tragédie des biens communs » pour décrire le sort que l'homme réserve à ces ressources en libre accès.

Dans les années 1870, des millions de bisons américains ont été tués, leur peau étant exportée en Europe tandis que leur viande pourrissait dans les grandes plaines. De nos jours, 100 millions (!) de requins sont exterminés chaque année, piégés par les filets de la pêche industrielle ou rejetés en mer une fois leur aileron découpé (mort assurée). Pour la qualité actuelle de l'air, inutile de faire un dessin.

La « tragédie des biens communs » nous enseigne que certains marchés ne peuvent pas fonctionner s'ils ne sont pas dûment réglementés, notamment par des restrictions d'accès efficaces.

P. 57 Action sociale limitée

En matière de santé, de nombreux exemples récents démontrent que l'économie de marché n'est pas toujours à la hauteur des espoirs placés en elle par des citoyens de plus en plus déçus, voire carrément choqués. Dans de nombreux pays pourtant développés, on s'alarme de la pénurie de médicaments, du manque de personnel qualifié, de la lenteur dans l'administration des soins, de l'apparition de « déserts médicaux » dans certaines régions périphériques, le tout allant généralement de pair avec une augmentation des primes d'assurance maladie. A contrario, les Cubains bénéficient généralement d'un excellent système de santé. Certes, ils ont d'autres problèmes.

PIRLS : étude menée en 2021 auprès de 400 000 élèves dans 57 pays, résultats publiés en mai 2023

Dans de nombreux pays, souvent les mêmes, on s'inquiète de la baisse des connaissances scolaires des élèves, du manque d'encadrement dans les écoles, de la pénurie d'enseignants, etc. L'étude internationale PIRLS sur la lecture (mesure périodique des progrès en lecture et compréhension de texte) montre que Singapour présente les meilleurs résultats, devant Hong Kong et la Russie (!) Meilleurs pays européens : Angleterre – Finlande – Pologne ; dans la moyenne : Pays-Bas et Allemagne ; en fin de classement : France, Serbie, Chypre et Belgique. La Suisse ne participe pas à cette étude.

P. 58 Montée des inégalités

Le *Rapport sur les inégalités mondiales 2022* montre que la situation sur le front des inégalités ne semble pas s'améliorer en général. Elles sont en fait aussi grandes qu'au début du XX^e siècle. Comparons ce que gagnent annuellement et ce que possèdent les 10 % les plus riches de la population mondiale avec les 50 % les plus pauvres :

	10 % les plus riches		50 % les plus pauvres	
	Part du total	Par individu	Part du total	Par individu
Revenus	52 %	87 200 €	8,5 %	2 800 €
Fortune	76 %	550 900 €	2,0 %	2 900 €

Les 10 % des gens les plus riches de la planète reçoivent 52 % des revenus et possèdent 76 % de la fortune mondiale, tandis que la moitié la plus pauvre se contente de 8,5 % des revenus et de 2 % de la fortune.

Évolution des inégalités

Le rapport démontre que les inégalités *entre* pays se sont légèrement amoindries au cours des dernières décennies, tandis que les inégalités *à l'intérieur* se sont creusées dans la plupart des pays. Extraits du *Rapport sur les inégalités mondiales 2022* :

«Au niveau mondial, il en résulte que le revenu moyen des 10 % des individus les plus riches était environ 50 fois plus élevé que celui des 50 % des pays les plus pauvres en 1980 et il est désormais un peu moins de 40 fois plus élevé.

Dans le même temps, les inégalités se sont accrues de manière significative *à l'intérieur* des pays : le rapport entre le revenu moyen des 10 % des individus les plus aisés et celui des 50 % les plus pauvres au sein des pays a presque doublé, passant de 8,5 à 15 (par exemple 7 en France et 29 au Brésil). Du fait de cette montée en flèche des inégalités intérieures, le monde reste aujourd'hui particulièrement inégalitaire, et ce malgré le rattrapage économique et la forte croissance des pays émergents. Cela signifie en outre que les inégalités intérieures pèsent aujourd'hui davantage que les inégalités entre pays, pourtant déjà considérables.»

La montée des inégalités *à l'intérieur* des pays explique en bonne partie la détérioration du climat social ainsi que la montée de l'intolérance et de la violence.

«Les inégalités ont créé des dommages politiques et sociaux considérables. Et ce que nous appelons le populisme est essentiellement une réaction à ce phénomène grandissant.»

ALAIN BERSET, président de la Confédération, Forum de Davos, 17 janvier 2023

La Suisse n'échappe pas au phénomène de montée des inégalités : en 2010 et 2018, le 1 % des personnes les plus riches a vu sa part de la fortune globale passer de 38 % à 44 %, selon le *Rapport sur la répartition des richesses* du Conseil fédéral de 2022.

P. 60 Les riches

Aucun problème de Covid, de guerre, de crise énergétique pour les plus riches. Leur fortune ne cesse de croître. Les bénéfices de l'industrie du luxe sont même insolents. À tel point que la fortune de Bernard Arnault (groupe LVMH) est passée de 108,6 milliards de dollars le 8 juillet 2020 à 233,9 milliards le 17 mai 2023, soit une croissance du patrimoine – sur un peu moins de trois ans – de 120 millions de dollars par jour, 3 millions et demi à l'heure, et presque 1000 dollars... à la seconde. *Olé!*

Plus grandes fortunes individuelles (au 28 août 2023)

1. Elon Musk	221	4. Larry Ellison	129	10. Mark Zuckerberg	104
2. Bernard Arnault	182	5. Bill Gates	127	13. Françoise Bettencourt	87
3. Jeff Bezos	157	6. Warren Buffett	119	72. Ernesto Bertarelli	22

Source : Bloomberg
Chiffres en mia. de dollars

À noter que, en 2021, avant la correction boursière due à la guerre en Ukraine, la fortune d'Elon Musk avait passé la barre des... 300 milliards de dollars. *Re-Olé!*

Les ultrariches

Selon le *Global Wealth Report de Credit Suisse* de 2022, le nombre d'ultrariches (possédant plus de 50 millions de dollars) est passé, entre 2019 et 2021 – en pleine pandémie ! – de 168 030 à 264 200. De même, le nombre de millionnaires sur la planète est passé, lui, durant la même période de 47 à 62,5 millions d'individus, accaparant ainsi 49 % de la fortune mondiale, contre 44 % deux ans plus tôt.

En France, le patrimoine cumulé des 500 plus grandes fortunes en 2023 a progressé de 17 % par rapport à 2022 pour atteindre le montant record de 1170 milliards d'euros. Pour faire partie du « club », il faut posséder 235 millions d'euros ; 65 millions suffisaient il y a dix ans. Qui a dit qu'il n'y a plus d'argent en France ?

Classement du magazine
Challenges, juillet 2023

Le plus célèbre des milliardaires

Le plus connu des milliardaires a fêté ses 75 ans il y a peu. C'est en effet le 1^{er} décembre 1947 qu'il apparaît dans les aventures d'un certain *Donald Duck* que le dessinateur Carl Barks publiait depuis 1942. Popularisé par les studios Disney, Balthazar Picsou, ou « Oncle Picsou », parti de rien, est devenu le plus célèbre hypermilliardaire. Et le plus avare aussi. Calculée par *Picsou Magazine*, sa fortune est évaluée à « 15 milliards de quadruplimilliards de fantastimilliards... et 16 cents ».

P. 60 Pauvreté dans le monde

Quelques chiffres :

- La moitié de la population mondiale vit avec moins de 6,85 dollars par jour, et une personne sur 4 vit avec moins de 3,65 dollars par jour (Oxfam, 2023).
 - 700 millions de personnes vivent sous le nouveau seuil de pauvreté de 2,15 dollars par jour, soit 9 % de la population mondiale ; 60 % sont des femmes (Banque mondiale, 2022).
 - Dans les pays en développement, un enfant de moins de 5 ans sur 5 vit dans l'extrême pauvreté.
 - Les dix hommes les plus riches de la planète possèdent plus que les 3,1 milliards d'individus les plus pauvres, enfants compris (40 % de l'humanité).
-

Pauvreté en Europe

Quelques chiffres :

- Selon le *Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie* (Credoc), 16 % des Français souffrent de précarité alimentaire et affirment ne pas manger à leur faim (mai 2023).
- Selon l'*Association caritative paritaire allemande*, 13,8 millions d'Allemands gagnent moins de 60 % du revenu net médian, et sont donc touchés de « pauvreté relative » ; ils gagnent moins de 1148 euros net par mois et représentent 18,8 % de la population, contre 14,4 % en 2006.
- Selon un rapport de l'*Institut national de la statistique*, 1 foyer grec sur 4 est menacé de pauvreté et d'exclusion sociale. Les salaires des fonctionnaires, souvent au SMIC local de 760 francs suisses brut, n'ont pas augmenté depuis quatorze ans, alors que l'inflation alimentaire s'élevait à 11,4 % sur un an en avril 2023.

« On assiste au gavage des uns et au sevrage des autres. »

FRANÇOIS RUFFIN, homme politique français, 8 février 2023, concernant les bénéfices records de TotalEnergies et l'impact de la hausse du prix de l'essence

P. 61 Pauvreté en Suisse

On estime qu'un demi-million de travailleurs en Suisse, soit 1 actif sur 10, gagnent moins de 4500 francs brut par mois. Le retour de l'inflation et l'augmentation incessante des primes d'assurance maladie pèsent fortement sur le porte-monnaie des ménages.

Enquête OFS publiée en mai 2023, chiffres 2021

Dans notre pays, 745 000 personnes sont touchées par la pauvreté en termes de revenu, soit 8,7 % de la population. L'OFS fixe ce seuil à 2289 francs par mois (après impôts, primes d'assurance maladie et cotisations sociales) pour une personne seule et à 3989 francs pour une famille de 4 personnes. Parmi elles, 157 000 sont actives professionnellement. Ces « working poor » représentent 4,2 % de la population active.

Le *risque de pauvreté*, lui, est une définition de l'Union européenne : il correspond au risque qu'encourt une personne qui gagne moins de 60 % du revenu disponible médian du pays. Pour la Suisse, les montants passent à 2515 et 5282 francs. Selon ce calcul, environ 1,3 million de personnes sont concernées par ce risque (14,7 % de la population).

Selon une étude de Pro Senectute d'août 2022, 14 % des plus de 65 ans en Suisse vivent sous le seuil de pauvreté et 300 000 sont pauvres ou menacés de pauvreté. Pour s'en sortir, la plupart puisent dans leurs économies. On estime que 46 000 retraités en Suisse se retrouvent dans une situation de « pauvreté extrême » ; ces gens disposent de moins de 2279 francs par mois et n'ont aucune réserve financière.

Notons que la pauvreté n'est pas uniquement une question financière; elle recèle souvent un caractère multidimensionnel. On parle alors de « grande pauvreté » pour décrire ces situations d'accumulation de non-logement, de non-travail, de non-participation citoyenne ou de non-formation. Rares sont les Suisses qui savent ce que les personnes concernées vivent réellement. Les personnes en situation de pauvreté sont en outre largement ramenées à leur responsabilité individuelle, « suspectées de ne pas avoir essayé ».

P. 63 Pourquoi le capitalisme subsiste-t-il?

Outre les raisons évoquées, il en est une autre qui explique pourquoi un système si inégalitaire et si peu performant dans certains domaines (social, environnement) perdure depuis plus de deux siècles. En fait, le capitalisme vend... du rêve. Il permet à chacun de rêver à une vie meilleure. Tout le monde n'aura pas forcément une vie meilleure, mais c'est déjà si bon d'en rêver. Le rêve adoucit les douleurs de la vie.

Le monde communiste s'est effondré (URSS, 1991) car les travailleurs soviétiques démotivés (salaires bas, magasins vides, pas de liberté, peu ou pas de perspectives) n'avaient plus de rêve. Le capitalisme subsiste parce qu'il sait être un puissant marchand de rêves.

P. 64 Vers l'éclosion d'une « autre économie »?

La montée des inégalités à l'intérieur des pays – et son corollaire, la montée du populisme – mettent à mal nos certitudes sur la solidité de nos systèmes démocratiques. Deux siècles d'économie de marché, et un souffle désormais un peu court.

Pour le penseur israélien Yuval Noah Hariri, auteur des best-sellers *Sapiens* et *Homo Deus*, il faut créer un « phénix » libéral pour l'idéologie théorisée par Adam Smith. En d'autres termes, il est grand temps que les démocraties libérales réinventent le capitalisme. Les menaces contemporaines qui pèsent sur l'actuel modèle s'appellent la montée des inégalités, le changement climatique et la société des données. Cette dernière est définie comme le spectre d'un capitalisme d'influence et de surveillance, à même de manipuler et de surveiller l'opinion publique. Agissons vite avant que le climat, les autocrates, les GAFAM, l'IA ne nous imposent un monde... différent.

« Nous vivons une époque dangereuse; l'homme domine la nature avant d'avoir appris à se dominer lui-même. »

ALBERT SCHWEITZER, 1875-1965 (!), médecin-philosophe franco-allemand

P.75 L'or

Valeur refuge par excellence, l'or a profité des récentes périodes de turbulences : pandémie, guerre en Ukraine, crise énergétique ont propulsé le métal jaune à des hauteurs records. Entre 2020 et 2023, l'or a navigué entre 1600 et 2000 dollars l'once (31,1 g), soit entre 50 000 et 60 000 francs le kilo. Mais l'or est aussi un indicateur avancé des tempêtes à venir. Son prix élevé traduit les inquiétudes relatives à de potentiels conflits (escalade de la guerre en Ukraine, invasion de Taïwan par la Chine, attaque « préventive » d'Israël contre l'Iran, etc.). La hausse du cours de l'or s'explique aussi par la bonne protection que ce métal offre contre l'inflation qui érode les valeurs monétaires.

En 2022, la demande mondiale d'or a été de 4750 tonnes : 2190 de la part de la bijouterie-joaillerie, 1136 par les banques centrales, 1100 par les particuliers et 324 pour l'industrie. Les mines ont fourni 3610 tonnes. Le solde, 1140 tonnes, provient du recyclage (joaillerie 90 % et matériel électronique 10 %). Le volume d'or extrait des entrailles de la terre en 2022 correspond à celui d'un appartement de 3 pièces d'environ 80 m². La rareté fait le prix...

P.75 Histoire de la banque

Les premières traces d'activité bancaire remontent à la haute Antiquité. Voici plus de 5000 ans, en Mésopotamie, des prêtres rassemblaient des dépôts d'argent et faisaient des prêts au souverain et aux marchands.

Dans la Grèce antique, comme chaque cité frappait sa propre monnaie, des activités de change, effectuées par les ancêtres de nos banquiers, existaient déjà.

Des activités bancaires beaucoup plus complètes ont été développées par les Romains. À l'époque, il était déjà possible d'y déposer ou retirer de l'argent, et même d'obtenir un prêt avec intérêt.

Au Moyen-Âge et jusqu'au premier millénaire, les activités « bancaires » se résument essentiellement aux opérations de change, tant sont nombreuses les diverses formes de monnaies métalliques alors utilisées dans toute l'Europe.

Le développement du commerce, dans la deuxième moitié du Moyen-Âge, va permettre aux banques de s'implanter un peu partout en Europe. On pense que la toute première banque « moderne » aurait été créée à Venise en 1151. Les Lombards et les Vénitiens furent très actifs dans le financement des échanges commerciaux naissants.

Mais c'est bien à partir de la Renaissance (vers 1450-1500) que sont jetées les bases de la banque moderne avec l'apparition des premières banques publiques et des premières bourses. L'activité de crédit, jusqu'alors réservée à la communauté juive, car interdite par la religion chrétienne, s'étend désormais à tous.

P.77 La monnaie de demain. Vers la fin du cash ?

Entre 2019 et début 2023, le nombre de distributeurs automatiques de billets (DAB) est passé en Suisse de 7200 à 6450. UBS fait état d'une baisse de 40 % du nombre d'opérations effectuées sur ses bancomats entre 2015 et 2022. Pandémie, essor des nouvelles technologies, problèmes de sécurité (nombreuses attaques à la voiture-bélier contre les DAB) ont considérablement incité les Suisses à réduire leur usage de pièces et de billets.

Cependant, seul un Suisse sur six vit sans argent liquide. Et le volume d'argent en circulation sous forme de billets a même doublé entre 2008 et 2022, passant de 41 à 91 milliards de francs ! Il faut y voir l'intérêt des Suisses pour la fonction « réserve de valeur » des billets (surtout celui de 1000 francs...). Au moment où les intérêts étaient très bas, voire négatifs, beaucoup plaçaient des billets de 1000 francs dans des coffres.

Enquête récente

Une enquête sur les moyens de paiement, publiée le 1^{er} juin 2023 par la BNS, confirme le recul du cash en Suisse. Alors qu'en 2017, 70 % des transactions étaient réalisées en liquide, elles étaient tombées à 36 % en 2022 (on peut y voir « l'effet pandémie »). Le nombre de transactions réalisées avec des applications de paiement a doublé depuis 2020 pour s'établir à 11 %. Les cartes de débit (33 %) et de crédit (15 %) permettent d'effectuer presque la moitié des transactions. En termes de volume (montant des paiements), la carte de débit arrive en tête des montants transférés (33 %), suivie du cash (20 %). Les *apps* arrivent bien après avec 8 % du total. L'étude démontre qu'on est encore loin d'une société sans cash : 96 % des personnes sondées en ont dans leur portefeuille ou à la maison pour les dépenses courantes. Les Suisses demeurent donc attachés à leurs billets, qui leur permettent de faire des paiements jusqu'à 100 000 francs sans laisser la moindre trace... Pour vivre heureux, vivons cachés !

P. 78 Les cryptomonnaies

L'année 2022 fut qualifiée de long « crypto winter » pour le monde des cryptomonnaies. De 3000 milliards de dollars en novembre 2021, la valeur boursière de ces instruments financiers est tombée à environ 1200 milliards une année plus tard. Effondrement des cours, faillites en cascade, « shitcoins » recalés, les détenteurs de cryptomonnaies ont vu leur muscle cardiaque vieillir de vingt ans en une année !

Passant d'environ 1 dollar à ses débuts en 2009, le bitcoin – bateau amiral de la flotte des cryptomonnaies – a vu sa valeur tutoyer l'Everest à 69 000 dollars en novembre 2021 avant de s'écraser sur un sommet jurassien à 15 500 dollars une année plus tard. Est-ce pour autant la fin de l'expérience ? Pas sûr.

Rappelons que les bitcoins sont des instruments de paiements purement digitaux qui ne sont pas gérés par des organismes officiels. Leur attrait provient d'une technologie complexe combinée au parfum anarchiste qui confère un sentiment de liberté. Les utilisateurs apprécient l'anonymat offert par ces nouvelles technologies, loin du regard des banques étroitement surveillées (peut-être pas assez pour le Credit Suisse...) par les autorités.

Tout cela est formidable par beau temps. Quand gronde l'orage, les choses changent. À qui me plaindre que la valeur de mes bitcoins a été divisée par 4 en douze mois ? Comment récupérer mon argent dans la faillite de la plateforme FTX (l'une des plus grandes sociétés qui gérait les échanges de cryptomonnaies – perte sèche de 8 milliards de dollars) ? Sans protection légale, les cryptomonnaies ne vous laissent que les yeux pour pleurer.

Problème d'image

Par ailleurs, il faut bien admettre que les cryptomonnaies sont bien peu utilisées comme moyen de paiement. Leurs échanges servent surtout à financer des activités illégales (trafics en tous genres, paiement de rançons ou contournement de sanctions internationales). Leur réputation, dès le départ sulfureuse, se confirme. Sur ces marchés, les gentils anarchistes romantiques côtoient les criminels de la pire espèce.

Avenir possible

Le développement des cryptomonnaies passera par une meilleure protection des usagers, de même que par un blason redoré en matière d'image (lutte efficace contre la criminalité économique). Il conviendra de mettre en place une réglementation et une supervision auxquelles sont soumises les institutions financières. Lors du Forum du WEF à Davos en janvier 2023, les décideurs ont mis l'accent sur la nécessité de réglementer l'industrie des cryptomonnaies. Peut-être qu'un jour ces dernières ressembleront à s'y méprendre aux monnaies officielles... Ou pas. Toute technologie, pour être adoptée, nécessite de passer par des cycles. Après le long « crypto winter », verra-t-on un hot « crypto summer » ? *Wait and see!* Le dégel du printemps semble profiter au bitcoin dont la valeur évoluait aux alentours de 29 000 dollars (un peu plus de 25 000 francs suisses) au milieu de l'été 2023... mais plus que 23 000 à fin août !

Bitcoin et climat

La consommation d'électricité associée au « minage » (production) des bitcoins est équivalente à celle d'un pays comme les Pays-Bas. Les émissions annuelles de CO₂ générées par cette industrie sont d'environ 23 mégatonnes, soit l'équivalent de ce qu'un pays comme la Jordanie ou le Sri Lanka rejette dans l'atmosphère chaque année.

Zoug et sa Crypto Valley

Pour répondre à la demande des nombreuses entreprises et particuliers actifs dans le domaine des cryptomonnaies, le canton de Zoug autorise le paiement des impôts jusqu'à 100 000 francs en cryptomonnaies. En deux ans, environ 150 transactions de ce type ont été effectuées en bitcoins et en ethers pour près de 2 millions de francs.

P. 81 L'intérêt

Avec un taux d'inflation proche de 10 % en 2022, beaucoup de Britanniques ont contracté un emprunt, généralement à court terme, pour simplement être en mesure de payer les factures courantes. Cela a provoqué l'émergence de plusieurs milliers de firmes proposant des crédits à hauts coûts. Pour obtenir un prêt, généralement de quelques centaines de livres, il suffit de remplir un court questionnaire en ligne; l'argent apparaît quelques heures plus tard sur son compte en banque. Soupçonnant quelques abus, la *Financial Conduct Authority* a introduit des limites sur la pratique de ces potentiels usuriers. L'intérêt est plafonné ainsi à 24 livres – par mois! – pour 100 livres empruntées, ce qui correspond à un taux d'intérêt annuel de... 1221%. C'est vrai qu'un institut de crédit avait osé demander 1400 %. *Good Lord!* Il y a des limites à ne pas dépasser.

P. 82 Les pièces

La pièce suisse de 5 francs – où trône le portrait de profil d'un berger vêtu d'une chemise à capuche et aux cheveux bouclés (souvent assimilé à Guillaume Tell) – est la championne du monde en matière de pouvoir d'achat. Aucune autre pièce de monnaie courante n'a autant de valeur. Il en est d'ailleurs de même du billet suisse de 1000 francs. Quant à la plus ancienne pièce de monnaie en circulation dans le monde, il s'agit de notre pièce de 10 centimes; le profil inchangé de la déesse *Libertas* y figure depuis... 144 ans.

Les billets

Rappelons que les billets de banque suisse sont imprimés par la maison Orell Füssli, libraire et imprimeur en ville de Zurich. L'entreprise – qui revendique 504 ans d'existence! – imprime aussi des billets de banque pour d'autres banques centrales (dont l'identité reste inconnue); elle produit également les passeports suisses. Orell Füssli est la plus ancienne société cotée en bourse du pays. Elle a publié les œuvres de Luther et Zwingli au XVI^e siècle (!) et imprime depuis 1911 les billets de banque suisses pour le compte de la Banque nationale.

P. 83 La dette des Suisses

Les Suisses sont bien les gens les plus endettés du monde! À fin 2022, la dette des ménages résidant en Suisse représentait 228 % de leur revenu net disponible, contre « seulement » 124 % en France ou 101 % chez ces Américains-qui-vivent-à-crédit!

Au pays de la location – moins de 40 % des Suisses sont propriétaires, contre 70 % en moyenne européenne – la dette hypothécaire représente pourtant environ 95 % de la dette privée en Suisse. Cet endettement de plus de 1000 milliards de francs équivaut à environ une fois et demie le PIB. On va donc dire que *certain*s Suisses se sont beaucoup endettés, essentiellement pour l'achat de leur bien immobilier.

« Il est désorientant d'apprendre que si on veut avoir de l'argent devant soi, il faut commencer par en mettre de côté. »

Un petit Suisse tout désorienté...

P. 84 La BNS

Le travail de la BNS a fortement évolué au cours des dernières années. Longtemps appliquée – par une politique de relance – à lutter contre le ralentissement économique et son possible cortège de baisse des prix (déflation), c’est depuis 2021 l’inflation qui nourrit les cauchemars des dirigeants de la Banque nationale (voir *Addendum 2022*, p. 9).

La politique désormais restrictive qu’elle applique l’a conduite – par le truchement de la hausse des taux d’intérêt, qui rend l’argent plus cher – à freiner l’expansion de la masse monétaire, voire à la réduire, dans le but de dissuader la consommation, et ainsi à freiner l’inflation.

Traduction : relever de façon préventive les taux d’intérêt pour empêcher l’apparition de bulles spéculatives et de tensions inflationnistes.

« Le rôle du banquier central consiste à retirer le bol de punch juste au moment où la fête commence à s’animer. »

WILLIAM MCCHESENEY, président de la banque centrale américaine de 1951 à 1970

Après l’avoir considérée comme un phénomène passager, la plupart des banques centrales admettent que l’inflation est désormais bien installée dans le paysage économique et qu’il conviendra de « faire avec » pendant quelques années (cf. chap. 5).

P. 85 Reprise de Credit Suisse par UBS

Au printemps 2023, la Suisse a vécu un véritable psychodrame bancaire. Fondé en 1856, Credit Suisse, moteur du développement économique de la Suisse au XIX^e siècle, fleuron du savoir-faire bancaire helvétique au XX^e siècle, se voit racheté en un week-end par le grand concurrent UBS.

« Notre marque est fantastique, elle s’appuie sur une histoire de plus de 150 ans et nous allons à nouveau prospérer. »

AXEL LEHMANN, président de Credit Suisse, novembre 2022 (!)

Impliquée dans divers scandales, plombée par d’importantes pertes, le destin de la banque s’est vu scellé par une crise de confiance – faillite de la Silicon Valley Bank aux États-Unis – alors même que les fondamentaux de la banque helvétique (ratio de fonds propres, notamment) semblaient sains. La déroute est en fait venue d’une accumulation d’informations négatives, reflets des défaillances de la gestion de la banque et du modèle d’affaires. Dans les salons feutrés de la Paradeplatz, à Zurich, on avait juste oublié qu’aucun actif bancaire n’est aussi précieux que la confiance des clients.

En Français : ne pas être à la hauteur et avoir les yeux plus gros que le ventre.

Une commission d’enquête parlementaire (CEP) – la cinquième seulement de toute l’histoire de la Suisse moderne, depuis 1848 – tentera d’établir les responsabilités et jugera de la pertinence du rachat de Credit Suisse par l’UBS, ainsi que du rôle joué par la BNS.

Une banque centrale chahutée

« Résoudre le changement climatique n’est pas mon job. »

THOMAS JORDAN, président de la BNS, à la réunion annuelle des banquiers centraux de Jackson Hole, USA, septembre 2022

Cette petite phrase de Thomas Jordan a été très mal reçue auprès de ceux qui accusent la BNS de continuer à investir massivement dans des entreprises qui portent gravement atteinte à l’environnement. Cette critique s’ajoute à celles qui évoquent le manque de diversité au sommet de l’institution (la seule femme s’en va, tous les dirigeants ont à peu près le même parcours), le manque de transparence quant aux actions qu’elle entreprend et l’absence de débats ouverts. Bref, une attitude un peu « jupitérienne » à la direction de la BNS.

« Des vautours volent au-dessus de son toit, des loups sont à ses portes et des rats tentent de pénétrer dans ses caves. »

JEAN STUDER, président du Conseil de banque de la Banque nationale suisse de 2012 à 2019, au sujet des bénéfices de la BNS réclamés par tous

P. 87 Taux négatifs

Payer quelqu'un pour lui prêter de l'argent, ou, à l'inverse, recevoir de l'argent pour emprunter, voilà ce qu'implique une politique de taux négatifs. En théorie, cette mesure est une aberration. Elle aura pourtant duré près de huit ans en Suisse, avant que la BNS n'y mette fin en septembre 2022 en relevant les taux d'intérêt en territoire positif.

Après la crise financière de 2008, certaines banques centrales (Suède, Danemark, Japon et zone euro) ont mis en place une politique de taux négatifs pour lutter contre la dépression économique et un risque important de déflation (baisse des prix).

Effets positifs

Difficile d'établir un bilan à la fin de cette période, car il faudrait en effet pouvoir comparer avec ce qui se serait passé si la politique n'avait pas été mise en place... Néanmoins, les taux négatifs ont probablement permis de soutenir la croissance et d'éviter la déflation, via davantage de prêts aux entreprises et aux particuliers, qui ont entraîné une augmentation des dépenses, soutenant ainsi la création d'emplois. Par ailleurs, des taux négatifs sur le franc suisse ont empêché son appréciation trop forte, permettant ainsi à notre industrie d'exportation de continuer à performer malgré des prix et des salaires élevés en Suisse.

Effets négatifs

Bien sûr, certaines conséquences de cette politique sont moins reluisantes. Des taux d'emprunt très bas ont fait flamber les prix de l'immobilier. Les taux de rémunération de l'épargne sont tombés pratiquement à zéro. Les taux négatifs ont contribué au creusement des inégalités : les investisseurs aisés ont placé leur argent (et en ont gagné beaucoup) dans l'immobilier et en bourse, tandis que le petit épargnant voyait ses intérêts ne même plus couvrir ses frais !

L'outil des taux négatifs est controversé, mais il restera probablement dans l'arsenal des banques centrales. Même si, avec le niveau actuel d'inflation – et la hausse des taux d'intérêt y relative – il n'est pas prêt de revenir sur le devant de la scène.

P. 89 La guerre des monnaies

Le Brésil et l'Argentine songent à abandonner le *réal* et le *peso* au profit d'une monnaie commune – le « sur », soit *sud* en espagnol – et, ensuite, de le proposer aux 33 autres nations de la Communauté des États latino-américains et caribéens, donc tout le continent sauf les États-Unis et le Canada. L'objectif est de s'affranchir des contraintes liées à l'usage du dollar, de créer une vaste zone de libre-échange et d'encourager le commerce régional. L'affaire n'est cependant pas pour demain. Avec une inflation de 100 % en Argentine en 2022 et une grosse instabilité politique au Brésil, le dollar a probablement encore de beaux jours devant lui dans toutes les Amériques.

L'idée de « sortir du dollar » germe aussi à l'intérieur des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Pour ne pas risquer de voir leurs économies bloquées en raison d'un embargo sur le dollar, et pour éviter que leurs importations ne renchérissent à chaque fois que leur monnaie s'effondre face au dollar, le président brésilien Lula a demandé, en avril 2023, au président chinois Xi Jinping d'accélérer la mise en place d'un système international de paiement en yuans. Affaire à suivre.

P. 89 Le franc fort

Stabilité politique, bonne marche de l'économie, inflation relativement contenue, il n'en faut pas plus pour que notre franc continue à inspirer confiance et à jouer encore pleinement son inamovible rôle de « valeur refuge ». Et le franc suisse de continuer de s'apprécier, notamment face à l'euro et au dollar.

À sa création en 1999, 1 € coûtait 1,60 CHF, c'est-à-dire que 1 CHF ne permettait d'acheter que 0,625 euro. À l'été 2023, avec un euro à 0,96 CHF, 1 CHF permet d'acheter 1,04 euro. Le franc suisse est beaucoup plus fort qu'avant face à l'euro puisque, avec 1000 CHF, je me procure 1040 euros, contre seulement 625 il y a vingt-cinq ans.

Cette situation semble vouloir perdurer. Tout parle en faveur d'une poursuite de l'appréciation du franc. Un défi supplémentaire pour notre industrie d'exportation, qui a cependant montré jusqu'à maintenant qu'elle avait remarquablement su s'adapter à ces contraintes monétaires. A contrario, auront évidemment le sourire ceux qui importent en Suisse des marchandises de l'étranger, et vous-même lors de votre prochain séjour en zone euro ou en zone dollar.

P. 99 Coucou me voilà!

Après une somnolence de deux décennies, l'inflation s'est déchaînée en Europe et dans le monde en 2022.

« La stabilité des prix est le vrai *fondement de l'économie*. »

JEROME POWELL, président de la Réserve
fédérale américaine, septembre 2022

P. 100 Inflation et renchérissement réel

L'inflation est mesurée en Suisse par les variations de l'indice des prix à la consommation. Or, les dépenses de consommation ne représentent en gros *que* 60% des dépenses totales des ménages (voir p. 264), le reste étant composé des dépenses incompressibles – impôts et assurances, dont surtout l'assurance maladie – qui ne sont donc pas prises en compte pour mesurer la hausse des prix. Or, ce sont bien ces dépenses, dites *de transfert*, qui ont considérablement augmenté au cours des dernières années.

L'indice des prix à la consommation permet certes de mesurer l'inflation (des produits de consommation), mais n'informe pas de façon précise sur le renchérissement réel. La hausse du coût de la vie peut donc être perçue – et avec raison – comme élevée par les ménages, alors que les statistiques et certains politiciens vous démontreront que la hausse des prix est assez modérée.

P. 101 Les chiffres de l'inflation

	2020	2021	2022	7.22 – 6.23		
Suisse	-0,7	0,6	2,8	1,7		
Allemagne	0,4	3,2	8,7	6,4		
France	0,5	2,1	5,9	4,5		
Grande-Bretagne	0,9	2,6	9,1	7,3		
États-Unis	1,3	4,7	8,0	3,0		
Japon	0,0	-0,2	2,5	3,3		
Sources : FMI/OCDE						
Autres pays européens Chiffres 2022	Portugal	8,1	Croatie	10,7	Rép. tchèque	15,1
	Espagne	8,3	UE-27	10,6	Lettonie	17,3
	Zone euro	9,2	Pays-Bas	11,6	Lituanie	18,9
	Belgique	10,3	Slovaquie	12,1	Estonie	19,5
Autres pays Chiffres 2022	Russie	13,8	Éthiopie	33,9	Argentine	72,4
	Nigeria	18,9	Sri Lanka	46,4	Soudan	138,9
	Ukraine	20,2	Iran	49,0	Zimbabwe	193,4
	Moldavie	28,6	Turquie	72,3	Venezuela	200,9

Les causes du retour de l'inflation

Voir aussi *Addendum 2022*

Plusieurs éléments se sont succédé et cumulés pour mettre à nouveau sur orbite la dévastatrice fusée de l'inflation. Les voici brièvement rappelés :

- forte émission de monnaie par les États et les banques centrales entre 2008 et 2020 (inflation par l'offre de monnaie, voir p. 104) ;
- grave crise sanitaire qui perturbe les circuits d'approvisionnement et renchérit les produits ;
- stimuli fiscaux, sous forme de baisses d'impôts, notamment aux États-Unis ;
- forte reprise de la consommation en 2021 après le confinement de 2020 (inflation par la demande, voir p. 102) ;
- marché du travail tendu, chômage au plus bas, poussant les salaires à la hausse ;
- guerre en Ukraine qui entraîne l'explosion des coûts des matières premières, des produits énergétiques et du blé (inflation par les coûts, voir p. 103).

Plusieurs chocs

Entre 2008 et 2020, les banques centrales américaines et européennes ont cherché avant tout à éviter que leurs pays connaissent le même sort que le Japon : la déflation (baisse durable des prix, stagnation voire baisse des salaires). Et ce, en approvisionnant largement le marché en liquidités. Deux chocs exogènes, pandémie et Ukraine, les obligent à changer leur fusil d'épaule. La combinaison d'un choc sur l'offre (forte hausse des prix des produits) et d'un choc de la demande (forte reprise de la consommation en 2021) ont laissé les angoisses de la déflation au placard pour mieux faire ressortir celles de l'inflation, qui ne s'est pas fait prier pour jaillir de sa boîte.

Qualifiée de passagère par les banques centrales en 2021-2022, l'inflation semble s'installer sur la durée. Avec une guerre en Ukraine qui s'éternise et un marché de l'emploi toujours tendu (fortes hausses de salaire réclamées pour des raisons de pouvoir d'achat perdu), il est à craindre que l'inflation s'impose tout en haut de l'agenda économique pendant encore quelques années.

Nouvelles craintes

Pour recruter une main-d'œuvre rare ou pour éviter de graves troubles sociaux, il est possible que de forts rattrapages aient lieu sur les salaires ces prochaines années aux États-Unis et en Europe. Plus d'argent gagné entraînera plus de dépenses de consommation et plus de charges pour les entreprises, phénomènes qui ne manqueront pas d'entraîner une nouvelle hausse des prix, que les travailleurs voudront compenser par de nouvelles hausses des salaires. Et voilà une inflation qui s'autoalimente. Le réveil de la *spirale prix-salaire* fait trembler jusqu'aux colonnes romaines du fronton de la Fed (banque centrale américaine) à Washington.

La «greedflation»

À mi-2023, on fait le constat amer suivant : les chaînes d'approvisionnement ne subissent plus de ruptures, les prix de l'énergie ont nettement baissé... et pourtant l'inflation demeure élevée. C'est peut-être qu'elle a trouvé un nouveau moteur : l'avidité de certaines grandes entreprises (qui réalisent des résultats mirobolants), qui profitent du contexte ambiant pour relever leurs tarifs. Le phénomène est baptisé *greedflation*, il mêle les notions d'avidité (rechercher du gain maximal, *greed* en anglais) et de hausse des prix.

La Banque centrale européenne (BCE) a estimé que deux tiers de l'inflation de 2022 en Europe s'expliquent par un gonflement des profits des entreprises. Les entreprises augmentent leurs prix car leurs coûts de production ont progressé, ou parce qu'elles pensent que ce sera le cas à l'avenir, ou alors simplement parce qu'elles peuvent le faire. En effet, les consommateurs, abreuvés de nouvelles sur le renchérissement s'attendent à ce que la hausse se poursuive... et ne tiquent pas plus que ça. Certaines entreprises en viennent à pratiquer l'*excuseflation* (on parle aussi d'*effet d'aubaine*), c'est-à-dire qu'elles font appel à n'importe quel élément de l'actualité pour exploiter l'inflation dans le but de gonfler leurs profits.

Inflation en Suisse

2022 : 10 % d'inflation en Europe (env. 6 % à mi-2023), mais seulement 2,8 % en Suisse (pic à 3,5 % en août 2022 et chute à 1,6 % en juillet 2023). Une fois de plus, notre pays fait figure d'exception. Plusieurs éléments permettent d'expliquer cette modération dans la hausse des prix que nous subissons.

Grâce à notre pouvoir d'achat élevé, la part de la composante « transports et énergie » dans le calcul de l'indice des prix est nettement plus faible que chez nos voisins. Or, c'est cette tranche-là de gâteau qui a considérablement augmenté.

Comme le franc suisse s'est renforcé, jouant pleinement son rôle de valeur refuge en période de crise, les hausses de prix sur les achats à l'étranger (notamment l'énergie) nous ont moins impactés que nos voisins.

**Hausses pas
si anodines**

Pourtant, dans certains secteurs, l'inflation est aussi très forte dans notre pays. Au rayon alimentaire, par exemple, la margarine, les graisses et les huiles comestibles coûtaient 19,9% de plus au printemps 2023 qu'au printemps 2022, le sucre a augmenté de plus de 17%, le beurre 12,2%, le lait, le fromage et les œufs 8,5% et l'entrecôte 7%. Dans le secteur de l'énergie, le prix du gaz a flambé de 80%, celui du mazout s'est réchauffé de 40% et celui de l'électricité s'est excité de 28%. Les billets d'avion se sont envolés de 20% à 30% et les CFF annoncent une hausse moyenne de 4,3% dès décembre 2023. Le train-train quotidien.

Si l'inflation semblait somnoler en Suisse durant les chaleurs de l'été 2023 (1,6% en juillet en rythme annuel), d'autres sources de hausse des prix émergent : suite au relèvement général des taux, une partie importante des loyers vont augmenter d'ici à la fin de l'année 2023 et une forte hausse des tarifs de l'électricité est annoncée pour 2024. Sans parler des primes d'assurance maladie pour laquelle on annonce une hausse substantielle. On prévoit une inflation de 2% à 2,5% en Suisse pour 2024.

*« Ce n'est pas la fin, ni même le commencement de la fin,
mais peut-être la fin du commencement. »*

WINSTON CHURCHILL, premier ministre anglais,
Deuxième Guerre mondiale

**2023 : baisse de
l'inflation... et
craintes pour
la croissance**

Par rapport à 2022, l'inflation de l'année 2023 est sérieusement orientée à la baisse, en Suisse, en Europe et aussi dans le reste du monde. Plutôt que d'y voir les premiers effets de la hausse des taux (qui se mesurent en fait 12 à 18 mois plus tard), ce sont bien la baisse des prix de l'énergie et la fin des goulets d'étranglement (ruptures d'approvisionnement) qui sont à la base de cette désinflation.

Avec la remontée des taux la plus rapide de l'histoire (passage en gros de 0% à 5,5% pour la Fed et de 0% à 3,5% pour la BCE en deux ans), les taux d'intérêt sont au plus haut depuis 2001. À mi-2023, on commence à voir l'économie se contracter, et on voit pointer la crainte d'une croissance très faible voire d'une récession pour les prochains trimestres (voir chap. 6). Les banques centrales ont-elles agi trop tard et trop fort? On est toujours plus intelligent après.

**Baisse des
salaires réels**

Avec des prix en hausse de 2,8% en moyenne en 2022 et des salaires nominaux (fiche de paie) en progression nettement inférieure, à 0,9%, les salaires réels ont donc baissé de 1,9% dans notre pays.

Globalement, l'inflation a des conséquences plus lourdes pour les personnes à faible revenu qui dépensent une grande partie de leur revenu disponible pour des biens et des services essentiels, dont les prix augmentent généralement davantage que ceux des produits non essentiels.

Cette diminution du pouvoir d'achat affecte plus les femmes (- 2%) que les hommes (- 1,7%). Cette baisse des salaires réels est encore plus marquée dans les secteurs où les salaires sont les moins élevés. Elle est ainsi de 2,1% dans l'industrie-restauration ou de 2,4% dans la construction. À l'inverse, grâce à de fortes hausses de salaire, le pouvoir d'achat (salaires réels) a augmenté de 1,2% pour les travailleurs de la branche « Cokéfaction et raffinage, industries chimique et pharmaceutique », secteurs bénéficiant déjà de salaires très confortables. On voit donc que l'inflation accroît les inégalités et qu'il convient donc de tout faire pour en limiter les ravages.

**Bataille en vue
sur les salaires**

Entre mai 2020 et mai 2023, l'ensemble des prix ont augmenté de près de 6% (et les primes d'assurance maladie davantage), tandis que les salaires n'ont progressé que d'environ 3%. En termes réels, les salariés ont moins d'argent qu'en 2020 ; leur pouvoir d'achat est amputé en moyenne de 2500 francs par année. Les syndicats réclament un rattrapage et exigent, à l'été 2023, une hausse des rémunérations de 5% pour 2024. Les patrons s'étouffent et rappellent sans cesse que leurs coûts ont aussi augmenté. L'automne sera chaud et la perspective des élections fédérales d'octobre ne va pas calmer les ardeurs.

P. 106 Intervention des banques centrales

Pour lutter contre la hausse des prix, les banques centrales ont choisi l'approche classique (politique restrictive) qui consiste à freiner la frénésie d'achat ou simplement à dissuader la demande en rendant l'accès à l'argent plus cher. La hausse des taux d'intérêt a ainsi pour but de ramener l'inflation aux alentours de 2%. C'est ainsi que, en dix-huit mois, les taux directeurs de la Fed ont passé en gros de 0% à 5% et que ceux de la BNS ont évolué de -0,75% à 1,5%. Objectif: poursuite du processus de désinflation et retour de l'inflation sous la barre des 2%.

Cette politique de lutte contre l'inflation (visant avant tout à décourager la demande) vaut aux banques centrales un certain nombre de critiques. En effet, la hausse des taux directeurs entraîne la hausse des taux hypothécaires et celle des crédits accordés aux entreprises et aux privés. En décourageant la consommation, on prend le risque de freiner l'économie, de réduire la croissance et même de provoquer une récession. Les banques centrales font le pari qu'une récession « douce » est un risque à prendre pour tuer l'inflation.

*« Une **récession** est inévitable et pourrait durer plusieurs semestres. Elle est même nécessaire en théorie. » [Pour éviter le déclenchement de la spirale prix-salaire].*

JEAN-PIERRE DANTHINE, ancien vice-président de la BNS, *Bilan*, janvier 2023

Par ailleurs, en rendant l'accès au crédit plus onéreux, les autorités monétaires prennent le risque que les entreprises qui empruntent reportent la hausse des intérêts qu'elles paient sur le prix de vente de leurs produits. On assisterait ainsi à une augmentation de l'inflation, alors que le but est exactement inverse. Pas facile le métier de banquier central. Réfléchissez à deux fois si on vous le propose.

P. 109 Retour de la stagflation?

Le coup de frein inévitable à la croissance que la hausse des taux va entraîner (surplace de l'économie, voire récession), conjugué avec une hausse des prix qui va probablement se poursuivre, pourrait réveiller un dérèglement monétaire longtemps assoupi, la stagflation, parfois décrite comme une récession avec inflation. C'est la double peine! L'activité économique recule et l'inflation s'installe sur la durée. Les risques s'appellent alors montée du chômage, baisse du pouvoir d'achat, réduction des recettes fiscales et baisse des dépenses publiques (moins d'argent pour les hôpitaux, les transports, l'enseignement, etc.). Heureusement, le pire n'est jamais sûr...

P. 110 La déflation

À l'ère de la mondialisation, tout le monde s'aligne! En 2022, aucun pays du monde n'affichait une baisse moyenne de ses prix à la consommation. L'inflation s'est répandue jusqu'aux derniers recoins de la planète. Longtemps redouté (de 2008 à 2020), le spectre de la déflation a ainsi été relégué au rang des séismes économiques, pour l'instant, peu probables. Hors événement grave...

P. 126 Le PIB en chiffres

Le PIB de la Suisse s'est élevé à environ 770 milliards de francs en 2022 ; il devrait avoisiner les 800 milliards en 2023. Quant à celui de l'Indonésie (et ses 285 millions d'habitants), il va passer la barre des 20 millions de milliards (bon, d'accord, des roupies indonésiennes), puisque le compteur est resté bloqué à 19 588 455 600 000 000 IDR en 2022, montant certes pharaonique voire extraterrestre, mais qui correspond à moins de deux fois le PIB de notre pays.

P. 127 PIB par pays

Chiffres 2022

* y c. Hong Kong

Source: FMI World Economic Outlook April 2023, en milliards de dollars

PIB chiffres nominaux

1	États-Unis	25464
2	Chine*	18461
3	Japon	4233
4	Allemagne	4075
5	Inde	3386
6	Royaume-Uni	3071
7	France	2784
8	Russie	2215
9	Canada	2140
10	Italie	2012
20	Suisse	807

PIB à parité de pouvoir d'achat

1	Chine	30724
2	États-Unis	25464
3	Inde	11855
4	Japon	6138
5	Allemagne	5347
6	Russie	4771
7	Indonésie	4037
8	Brésil	3837
9	Royaume-Uni	3714
10	France	3704
34	Suisse	740

P. 128 PIB par habitant

Chiffres 2022

* Rang de la Chine : vers la 65^e place. La Chine occupait la 130^e place du classement en l'an 2000.

PIB chiffres nominaux

1	Luxembourg	127 580
2	Norvège	106 328
3	Irlande	103 176
4	Suisse	92 371
5	Qatar	84 424
6	Singapour	82 807
7	États-Unis	76 349
8	Islande	73 998
9	Danemark	66 516
	France	42 409
	Russie	15 443
	Chine*	12 814
	Inde	2 379

PIB à parité de pouvoir d'achat

1	Luxembourg	117 038
2	Irlande	113 309
3	Singapour	108 036
4	Qatar	97 434
5	Suisse	71 701
6	Émirats a. u.	70 909
7	Norvège	66 405
8	États-Unis	64 661
9	Danemark	60 067
10	Brunei	59 707
11	Hong Kong	58 567
12	Taïwan	58 565
13	Autriche	56 729

P. 131 Manifestations sportives internationales et PIB suisse

La Fédération internationale de football (FIFA), le Comité International Olympique (CIO) et l'Union des associations européennes de football (UEFA) ont tous leur siège en Suisse. Lorsqu'elles organisent leur Coupe du monde, Jeux olympiques ou Championnat d'Europe, ces grandes fédérations sportives génèrent des activités économiques qui se chiffrent en milliards de francs. Selon le *Système européen des comptes nationaux et régionaux*, la valeur ajoutée des entreprises et organisations sises en Suisse alimente le PIB de notre pays. Ces activités – certes comptabilisées et gérées depuis la Suisse, mais sans impact direct sur notre économie nationale – peuvent donc faire varier sensiblement le PIB de la Suisse (essentiellement par les droits de télévision encaissés), sans qu'elles reflètent la réelle évolution de l'activité économique nationale.

C'est ainsi que le PIB de la Suisse augmente à intervalles réguliers de 0,2 % à 0,4 % (tous les quatre ans, deux manifestations ont lieu la même année) en raison de grands événements sportifs à l'étranger, sans que cela entraîne un surcroît d'activités économiques dans notre pays (les fédérations n'engagent pas plus de collaborateurs durant les années concernées).

Depuis 2018, le Seco calcule le PIB « corrigé des grandes manifestations sportives » afin de rendre une image claire de la situation conjoncturelle, « débarrassée » de l'influence des fluctuations régulières dues aux grandes manifestations d'effusion de larmes de joie... ou de dépit.

P. 133 Obésité et corruption

Pavlo Blavatsky, professeur d'économie à la *Montpellier Business School* (MBS) a été distingué en 2021 par un prix lors de la remise des *IgNobel* qui récompensent les études scientifiques les plus loufoques et improbables. Partant du principe que le moyen le plus simple de soudoyer un homme politique est de l'inviter au restaurant et que, quand quelqu'un est souvent invité au restaurant, il a tendance à prendre du poids, le professeur d'origine ukrainienne se lance dans une grande étude internationale. Il cible 15 pays connus pour le « risque de corruption », récolte les photos de 299 ministres, analyse l'évolution de leur morphologie sur plusieurs années... et en tire des conclusions.

Son constat est que, dans ces pays, un tiers des ministres souffrent d'obésité sévère, avec un indice de masse corporelle (IMC) compris en 35 et 40, alors qu'un indice de 18 à 25 est recommandé. L'autre résultat notable est qu'il y a effectivement une forte corrélation entre le surpoids des dirigeants et la corruption perçue dans leur pays. Au Turkménistan par exemple (168^e sur 180 nations selon *Transparency International* qui fait un classement des pays les plus « propres » de la planète en matière de corruption), les dirigeants ont un IMC médian de 34 à 35 contre 26,5 pour le reste de la population.

P. 133 Économie souterraine

Trois ans après celle proposée dans le livre, une étude réalisée en 2021 par l'Université autrichienne de Linz confirme le taux de 5,8 % comme part de l'économie souterraine dans le PIB de la Suisse. Autres pays mentionnés par l'étude : Turquie 32 % – Italie 20,2 % – France 13,1 % – Allemagne 10 % – Japon 8,8 % – États-Unis 6,6 %.

P. 134 Un indicateur très contesté

Contesté, controversé, consternant, contrefait, contre-intuitif, contre-indiqué, c... tout court – pour les moins polis! – le PIB essuie des avalanches de critiques qui semblent l'affecter autant que l'eau sur les plumes du canard.

« Le PIB est borgne quant au bien-être économique, aveugle au bien-être humain, sourd à la souffrance sociale et muet sur l'état de la planète. »

TIMOTHÉE PARRIQUE, chercheur en Économie écologique
à l'Université de Lund (Suède)

P. 137 Qualité de vie

Il existe de nombreux classements sur la qualité de vie des grandes villes du monde. Celle du livre est menée chaque année par le cabinet new-yorkais *Mercer*. Voici les résultats d'une autre enquête menée en 2023 par le journal britannique *The Economist*.

1 Vienne	4 Sydney	7 Calgary
2 Copenhague	5 Vancouver	8 Genève
3 Melbourne	6 Zurich	9 Toronto

Ce classement consacre Vienne avant tout pour ses infrastructures ainsi que pour son offre éducative et médicale. Autres villes et fin du classement :

24 Paris	69 New York	171 Alger
43 Stockholm	165 Kiev	172 Tripoli
46 Londres	170 Lagos	173 Damas

P. 137 Développement humain

Le rapport 2021 du *Programme des Nations unies pour le développement* a confirmé les craintes liées à la pandémie de Covid-19 : 87% des pays du monde ont vu leur *Indice de développement humain* baisser. Fondé sur trois composantes (santé – éducation – revenus), l'indice avait été en progression constante depuis sa création en 1991. La mauvaise nouvelle vient du rapport 2022 qui indique que plus de la moitié de ces pays n'avaient pas amorcé de rebond. Dans son développement, le monde est globalement revenu en arrière de cinq ans, à un niveau de 2016. L'Amérique latine, les Caraïbes, l'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud souffrent toujours, tandis que les pays les plus développés ont déjà surmonté l'épreuve.

Les crises successives du Covid et de la guerre en Ukraine, ainsi que la résurgence de l'inflation, ont appauvri des centaines de millions de personnes et amplifié les inégalités mondiales. Le PNUD mentionne que – situation inédite ! – la moitié de la population mondiale pense que sa situation s'est détériorée par rapport à celle de ses parents. L'organisation onusienne se dit inquiète de voir que cette incertitude mène une partie de la population à accroître son hostilité envers d'autres groupes perçus comme menaçants et à privilégier des solutions politiques extrêmes. La traduction de ce langage diplomatique signifie brutalement : montée du populisme, du racisme et de l'intolérance, et érosion de la démocratie. Pas bon.

La Suisse championne

Du côté des bonnes nouvelles – et très égocentriquement – la Suisse gagne le titre de « pays le plus développé du monde ». Troisième avant la pandémie, derrière la Norvège et l'Islande, la Suisse a décroché la première place mondiale en raison du retour rapide à la normale après une petite chute de l'espérance de vie. Ce qui ne fut pas le cas des autres pays. Autres positions au classement du PNUD : États-Unis 21^e, France 28^e, Chine 79^e, Inde 132^e. Ferment la marche : le Niger, le Tchad et enfin le Soudan du Sud.

P. 139 Classement du bonheur

Le classement 2023 du *World Happiness Report* montre que les pays nordiques sont ceux qui se disent le plus heureux (1. Finlande – 2. Danemark – 3. Islande). Petit coup de moins bien pour notre pays qui passe de la 4^e à la 8^e position. Ce recul s'explique peut-être par la retraite de Roger Federer, à moins qu'il ne s'agisse du décès du chat du frère d'une célèbre influenceuse thurgovienne.

Suicide : mise au point

On entend souvent dire que la place de la Suisse dans le classement du bonheur est surfaite, et que cet indicateur ne tient pas compte du nombre élevé de suicides des jeunes dans notre pays. Il est temps d'en finir avec les idées reçues.

Autre statistique : 11,6 cas en 2021 selon l'Observatoire suisse de la santé

Selon *Stop Suicide*, avec 10,4 cas pour 100 000 habitants, notre pays se situe en dessous de la moyenne européenne de 11,7 cas (en tête de ce macabre classement, le Lesotho, petit pays d'Afrique australe, avec 87,5 cas). Cela dit, avec 138 cas en Suisse en 2020, le suicide reste la première cause de mortalité chez les 15-29 ans. Mais pas plus qu'ailleurs.

P. 142 Les chiffres de la croissance

Taux de croissance annuelle du PIB (en %) des années Covid, post-Covid et guerre en Ukraine.

Sources : OCDE, FMI.
Les taux de croissance sont souvent réajustés une année ou deux après.

	2020	2021	2022		2020	2021	2022
Allemagne	-3,7	2,6	1,8	UE	-5,6	5,4	3,5
France	-7,8	6,8	2,5	Suisse	-2,4	4,2	2,1
Royaume-Uni	-11,0	7,6	4,1	Chine	2,2	8,5	3,0
États-Unis	-2,8	5,9	2,1	Inde	-5,8	9,0	6,8
Japon	-4,3	2,2	1,9	Monde	-3,2	6,0	3,5

En 2020, pandémie et confinement ont conduit la planète entière à une *Grande Récession*. Ce choc économique extrêmement brutal fut heureusement de courte durée. L'action des gouvernements et des banques centrales a permis un redressement économique spectaculaire en 2021, année post-confinement. Les taux de croissance improbables de 2021 doivent cependant être modérés : ils traduisent l'évolution du PIB par rapport à la terrible année 2020 et sont donc presque exagérément élevés. L'année 2022, malgré l'éclatement de la guerre en Ukraine et le réveil de l'inflation, présente des taux de croissance souvent confortables, qu'on ne retrouvera probablement pas en 2023...

Prévisions pour 2023-2024

L'année 2023 est caractérisée par le maintien de deux facteurs de tension qui pèsent sur la croissance économique : la guerre en Ukraine et l'inflation. Alors qu'on les croyait tous deux de courte durée, le conflit s'enlise en Ukraine et l'inflation s'est installée dans le paysage économique. Les incertitudes liées aux fournitures d'énergie et d'autres composants vitaux pour l'économie (circuits électroniques, médicaments, métaux rares), ainsi que l'action des banques centrales pour contrer l'inflation (hausse massive des taux d'intérêt), renforcent les craintes de fort ralentissement économique, voire de récession. Les années 2023 et 2024 seront probablement des années à croissance économique nulle ou molle. À mi-2023, on envisage une croissance de 0,5 % à 1 % pour notre pays.

Prévisions FMI, juillet 2023

	2023	2024		2023	2024
Allemagne	-0,3	1,3	Italie	1,1	0,9
France	0,8	1,3	Russie	1,5	1,3
Royaume-Uni	0,4	1,0	Chine	5,2	4,5
États-Unis	1,8	1,0	Inde	6,1	6,3
Japon	1,4	1,0	Monde	3,0	3,0

Avec un tel degré d'incertitude (guerre en Europe, regain d'activités militaires belliqueuses entre la Chine et Taïwan, tensions permanentes au Proche et Moyen-Orient), on peut se demander s'il est bien raisonnable de se lancer dans la prévision économique. La sculpture sur nuages donne parfois de meilleurs résultats. Il faut néanmoins se garder de tout pessimisme exagéré. Le pire n'est en effet jamais sûr. Malheureusement, le meilleur non plus.

Prévision pour le canton de Vaud

En janvier 2023, l'institut CREA, en collaboration avec la BCV et la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI), annonce une hausse du PIB vaudois de 2,7 % pour 2022 et en envisage une de 1,3 % pour 2023. Comme on n'est jamais trop prudent en pays de Vaud, la prévision s'accompagne d'une mise en garde relative à un degré d'incertitude élevé « en raison des tensions géopolitiques, de la hausse des prix et des taux d'intérêt, ainsi que du risque de crise énergétique qui reste présent ».

« On risque bien d'avoir une jolie **croissance**, mais on peut tout aussi bien se prendre une sacrée secouée! »

Prévisions économiques vaudoises.

P. 148 Nouveau risque

Aux risques déjà cités qui pourraient déstabiliser l'économie, il convient désormais de rajouter celui de *bank run* ou « panique bancaire ». Le 9 mars 2023, 42 milliards de dollars étaient retirés de la Silicon Valley Bank, aux États-Unis, par des clients paniqués en raison d'une rumeur de risque d'insolvabilité de leur banque. Trois jours plus tard, la banque faisait faillite. Une semaine après, pour les mêmes raisons et malgré des fondamentaux semble-t-il bons (notamment en matière de fonds propres), le Credit Suisse fermait boutique. L'objectif des autorités politiques et monétaires helvétiques – sous grande pression internationale! – était là aussi d'éviter que la faillite d'un établissement phare n'entraîne une panique généralisée. Dans un monde de plus en plus interconnecté, la moindre rumeur peut être amplifiée de façon exponentielle et donner lieu à des comportements irrationnels capables de déstabiliser les marchés. Un jour, dans un théâtre, quelqu'un a crié « Au feu! », ce qui a provoqué une panique causant de nombreux morts, alors même que personne n'avait vu la moindre volute de fumée. La panique peut aussi mettre le feu au monde de la finance.

P. 149 Les indicateurs conjoncturels

Parmi les indicateurs avancés servant à nourrir la boule de cristal de la prévision conjoncturelle, l'*indice du climat de consommation* est certainement l'un des plus fiables. Créé en octobre 1972, cet indice résulte d'une enquête menée auprès des ménages privés. Ces derniers sont interrogés sur leur situation financière, leurs perspectives de revenus, leurs intentions de dépenses (gros achats, vacances, etc.), de même que sur leur perception des prix et du marché du travail. Les mouvements de l'indice se sont avérés particulièrement pertinents pour anticiper l'évolution à court terme de la situation économique. Un assombrissement du climat de consommation est souvent le signe avant-coureur d'une situation conjoncturelle qui se péjore. A contrario, il est autorisé de se réjouir pour les prochains trimestres lorsque l'indice s'oriente à la hausse.

P. 151 Les BRICS

En 2001, lors de l'invention du concept, les cinq pays formant les « BRICS » ne formaient qu'un ensemble hétérogène d'économies émergentes. Depuis, le groupe a progressivement gagné en cohérence politique, au point de devenir aujourd'hui une sorte de « contre-G7 ». En mettant de côté leurs importantes différences, les BRICS espèrent peser politiquement et économiquement face aux puissances occidentales.

	PIB nominal		PIB à parité de pouvoir d'achat		
* dont USA : 58,2%	G7	43780*	100,0 %	49690	100,0 %
° dont Chine : 69,5%	BRICS	26030°	59,4 %	51630	103,9 %

En mia. de dollars
Source : FMI

G7 : USA – JPN – ALL – FRA – UK – ITA – CAN
BRICS : BRE – RUS – IND – CHI – RSA

Si le PIB nominal des BRICS ne représente encore que 60 % de celui des membres du G7, leur PIB calculé à parité de pouvoir d'achat lui est désormais supérieur.

Réuni à Johannesburg à fin août 2023, le groupe des BRICS a conclu sa réunion annuelle en acceptant 6 nouveaux pays. Viennent ainsi renforcer le front anti-occidental l'Argentine et 5 pays à régime autoritaire : l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Une quarantaine d'autres pays aimeraient suivre cette même voie à l'avenir, renforçant ainsi ce nouveau « Sud global » signe de la polarisation croissante du monde entre le bloc occidental et des pays en développement incités à redéfinir l'ordre mondial sous l'impulsion de la Chine.

P. 152 La Chine

	2020	2021	2022	2023*	
*Prévision FMI, juillet 2023	Taux de croissance	2,2	8,4	3,0	5,2
	Taux d'inflation	2,5	0,9	1,9	2,0
° Calculé seulement dans les zones urbaines, pas représentatif de l'ensemble du pays.	Taux de chômage°	4,2	4,0	4,2	4,1
	Population				1 412 000 000

Politique

Timonier (déf.) : personne ou animal (souvent cheval attelé à côté du timon d'un carrosse ou d'une charrue) chargé de diriger ou de tirer un véhicule. Par analogie, leader politique.

Le XX^e congrès du Parti communiste chinois (PCC), en octobre 2022 à Pékin, a permis à Xi Jinping de s'assurer les pleins pouvoirs pour une durée illimitée (à la Poutine...). Depuis son accession au pouvoir en 2013, Xi n'a eu de cesse d'écraser toute forme d'opposition politique. Comme son illustre prédécesseur Mao (qui régna d'une main de fer sur la Chine de 1949 à 1976), il accède au statut de « Grand Timonier ».

C'est en 1957 que le régime chinois est devenu totalitaire suite à la critique des intellectuels chinois face à la collectivisation des terres et à la mise au pas des ouvriers dans les usines. En 1991, la disparition soudaine de l'Union soviétique effraie le PCC ; depuis lors, toute son action est dictée par la peur de subir le même sort. Dans un document de 2012, Xi Jinping ordonne à tous les membres du parti de combattre, partout et toujours, les « valeurs occidentales » (séparation des pouvoirs, liberté, droit et justice). Le pouvoir se sait condamné si la démocratie se développe à l'intérieur de ses frontières (écrasement brutal de la démocratie à Hong Kong en 2021) ou à ses portes (probable mise à pied de Taïwan dans un futur proche qui permettrait à Xi d'entrer dans l'histoire).

« Il faut combattre et freiner résolument toutes les tentatives séparatistes prônant l'indépendance de Taïwan. »

XI JINPING, 20^e congrès du PCC, octobre 2022

Social

En matière sociale, le 100^e anniversaire de la création du PCC en 2021 a permis de célébrer l'avènement d'une société de « petite aisance » avec l'éradication de la pauvreté extrême. On estime que 600 millions de Chinois vivent encore dans une forme de pauvreté relative. En 2049, pour le centenaire de la République populaire (prise du pouvoir par les communistes de Mao), la Chine espère fêter l'établissement d'une « grande puissance socialiste moderne ». Tous les opposants, qu'ils soient tibétains, ouïgours ou de tout autre minorité contestataire, doivent s'aligner ou disparaître. Parmi les défis à relever, celui de la démographie ne sera pas des moindres. Depuis les années 1960, la population chinoise a doublé, passant environ de 0,7 à 1,4 milliard d'individus. En raison du vieillissement rapide de sa population (voir chap. 9), elle pourrait bien faire le chemin inverse avant 2100. Un casse-tête pour le gouvernement de Xi qui sait comment museler des millions d'opposants, mais qui reste impuissant (!) à convaincre les femmes (et leur mari ou compagnon ou leur compagne...) à avoir plus d'enfants.

Économie

Depuis la prise de pouvoir de Xi Jinping, le Parti communiste chinois (PCC), fort de ses 96 millions de membres, a considérablement renforcé son emprise sur une sphère économique qui, jusque-là, opérait de façon plutôt indépendante. Mais les acteurs économiques, amassant de grandes richesses (Jack Ma pour Alibaba, par exemple) risquaient de faire de l'ombre au parti. Comme tout régime autoritaire, le PCC a choisi sa propre survie plutôt que l'efficacité économique. Même si la Chine s'est, depuis plusieurs décennies, largement convertie aux recettes capitalistes, on assiste sous l'ère Xi à un retour de l'État dans l'économie. En 2000, 6 % des entreprises privées chinoises étaient pourvues d'une section du parti communiste. En 2017, elles étaient 70 %. L'intérêt du parti (et donc sa survie) prime ainsi sur les intérêts économiques. En bridant volontairement son économie, et en se rendant très dépendante de la bonne santé du monde occidental (importance vitale des exportations), la Chine a vu sa croissance se réduire considérablement. Son intransigeante politique « zéro Covid » en 2022 l'a amenée à un taux de croissance de 3 % (contre les 5,5 % espérés), soit son deuxième plus bas niveau depuis 1970. Pour 2023, le gouvernement table sur une croissance – qui n'a plus rien de « chinoise » – de 5 %. Autre sujet de préoccupation pour les autorités chinoises : le chômage des jeunes a atteint 21 % en juin 2023. À mi-2023, la chute des exportations, une demande intérieure anémique, des finances publiques exsangues (dette publique supérieure à 100 % du PIB) après des années de développement tiré par l'investissement public, la Chine peine sérieusement à se relever après ses trois années de politique zéro Covid.

« L'histoire continuera à prouver que le PCC est un parti qui travaille au bonheur du peuple chinois et au progrès de l'humanité dans son entier. » [Alléluia, amen !]

WANG SHIHTING, le bien-nommé, ambassadeur de Suisse en Chine, au lendemain du XX^e congrès, 24 heures, 25 octobre 2022

P. 154 L'Inde

*Prévision FMI,
juillet 2023

	2020	2021	2022	2023*
Taux de croissance	-5,8	9,1	7,2	6,1
Taux d'inflation	6,2	5,5	6,7	4,9
Population	1 436 000 000			

Politique

Au pouvoir depuis 2014, le parti du premier ministre indien Narendra Modi prône une « démocratie ethnique hindouiste ». Le terme de démocratie semble bien usurpé dans ce pays où les droits des minorités religieuses (musulmanes, notamment) se réduisent au fur et à mesure que monte la violence du nationalisme hindou. Les élections générales de mai 2024 seront scrutées avec intérêt. En attendant, l'année 2023 s'annonce faste pour l'Inde : elle présidera le G20 en septembre à New Delhi et assumera durant un mois – comme la Suisse en mai – la présidence du Conseil de sécurité de l'ONU.

Les idées ultranationalistes du président Modi ne manquent pas d'inquiéter. Il ne rate pas une occasion pour marteler la supériorité de l'hindouisme et pour appeler à « débarrasser l'Inde de sa mentalité coloniale ». Dans le domaine des sciences, il remet en cause les théories occidentales de façon étonnante. Narendra Modi est convaincu que l'Inde hindoue a inventé, dès l'Antiquité, plusieurs innovations technologiques actuelles :

« Nous vénérons le dieu [à la tête d'éléphant] Ganesh. À son époque, il existait de toute évidence une chirurgie plastique qui a permis de greffer une tête d'éléphant sur un corps humain. »

NARENDRA MODI, premier ministre indien,
devant un panel de médecins, Mumbai, 2014

Démographie

Le 30 avril 2023, l'Inde est devenue officiellement le pays le plus peuplé du monde. De 360 millions d'habitants recensés en 1951, l'Inde a accueilli – depuis plus de septante ans – 40 000 nouveaux habitants supplémentaires par jour !!! Avec 1,6 milliard d'habitants en 2050, la population indienne sera plus de dix fois supérieure à celle cumulée de la France et de l'Allemagne.

Social

Malgré un développement économique réjouissant, qui a permis à 415 millions de personnes de sortir de la pauvreté en l'espace de quinze ans, l'Inde demeure la terre des contrastes : un nombre croissant de privilégiés riches et bien éduqués côtoient un océan de pauvreté composé d'individus bénéficiant de services de mauvaise qualité (santé et éducation, notamment). La violence envers les femmes reste une plaie pour un pays connu justement pour son action non violente qui renvoya les Anglais sur leur île. L'intégration des femmes dans le monde du travail représente un immense défi pour cette société patriarcale : seules 24 % des femmes en âge de travailler ont aujourd'hui un emploi. On estime par ailleurs que 40 % des jeunes de moins de 25 ans seraient sans emploi. De plus, le défi climatique s'annonce particulièrement aigu en Inde, qui fera partie des régions qui subiront prochainement les plus fortes hausses de température.

« S'il n'y a pas de développement humain, il ne peut pas y avoir de croissance économique durable. »

ASHOKA MODI, économiste indien,
Le Temps, 1^{er} avril 2023

Économie

Après avoir très mal négocié la crise du Covid (longtemps niée par un gouvernement peu inspiré), les années 2021 et 2022 ont permis à l'Inde d'afficher à nouveau des taux de croissance très élevés (6 % à 7 % pour 2022-2023). L'Inde profite beaucoup des tensions géopolitiques entre Pékin et l'Occident pour accueillir un nombre grandissant d'entreprises internationales cherchant à déplacer leur appareil industriel vers des cieux plus apaisés, stratégie de diversification appelée « Chine +1 ». Apple, Airbus, Boeing, EDF, Amazon, etc., investissent massivement dans la désormais 5^e puissance économique mondiale. L'injonction du président Modi « Make in India » porte ses fruits. L'Inde produit des sous-marins, des médicaments, de l'informatique de pointe, pose un module sur la Lune... mais reste incapable d'éteindre le feu dans la grande décharge de Ghazipur (la bien-nommée...), qui brûle depuis 1992 dans la banlieue de Delhi.

La Russie

* Prévision FMI,
juillet 2023

	2020	2021	2022	2023*
Taux de croissance	- 2,7	5,6	- 2,1	1,5
Taux d'inflation	3,4	6,7	13,8	7,0
Taux de chômage	5,8	4,8	3,9	3,6
Population				143 204 000

L'économie russe n'a pas énormément souffert des sanctions internationales. Le contournement des embargos grâce à des « pays amis » est affaire courante en Russie.

De plus, le prix élevé du gaz et du pétrole, ainsi que leurs nouveaux débouchés (Chine et Inde, notamment) ont continué à rapporter 500 millions de dollars par jour (!) dans les caisses de l'État russe. De quoi faire durer la guerre encore un moment.

« Ils mentent, ils savent qu'ils mentent, ils savent que nous savons qu'ils mentent, et ils continuent à mentir. »

PASCAL COUCHEPIN, ancien conseiller fédéral, au sujet de la volonté de Poutine de « dénazifier » l'Ukraine

Le Brésil

* Prévision FMI,
juillet 2023

	2020	2021	2022	2023*
Taux de croissance	- 3,3	5,0	2,9	2,1
Taux d'inflation	3,2	8,3	9,3	5,1
Taux de chômage	14,2	11,1	7,9	8,2
Population				215 157 000

Le retour au pouvoir de Luiz Inácio Lula da Silva, dit « Lula », au début de l'année 2023, a apporté un vent d'espoir pour un renouveau démocratique au Brésil. Les défis qui attendent l'ancien syndicaliste sont énormes : croissance en berne, inflation et chômage élevés, inégalités croissantes, services sociaux défailnants et climat social très tendu. Ou quand le trio « soleil, samba, football » ne suffit plus.

P. 158 La « polycrise » et la « permacrise »

La dernière décennie a été caractérisée par une succession de crises tout à fait inédite : depuis 2010, la crise de la dette en Europe, le Brexit, les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine, le Covid, la rupture des chaînes d'approvisionnement, la crise énergétique, la guerre en Ukraine et maintenant les risques de récession, voire de stagflation, la crainte de nouveaux conflits armés et les conséquences déjà visibles du réchauffement climatique. Il semble que nous soyons entrés dans une ère économique de volatilité et d'incertitude où les disruptions se multiplient et s'accroissent. On parle de *polycrise* pour définir cette situation complexe de crises entremêlées et interdépendantes, dont l'impact global semble plus élevé que la somme de leurs impacts isolés. On utilise aussi le terme de *permacrise* qui décrit bien cette situation de crise devenue permanente. Espérons qu'un jour une embellie économique accompagnée d'une accalmie politique nous permette de ranger au placard ces néologismes inquiétants.

« La seule chose que nous savons en économie, c'est qu'il y a des cycles. Malheureusement, on ne sait pas quand ils commencent, combien de temps ils durent et quand ils se terminent. »

RAYMOND BARRE (1924 - 2007), économiste, démographe
et ancien premier ministre français

P. 163 Épidémies

Pire épidémie de l'histoire de l'humanité – on parle de 50 à 100 millions de morts – la grippe espagnole de 1918-1919 fut bien plus meurtrière que la Première Guerre mondiale. En Suisse, 2 millions de personnes furent infectées et 25 000 y laissèrent la vie.

P. 164 Craintes et espoirs

Les trois décennies qui ont suivi la fin de la guerre froide (chute de l'URSS en 1991) ont été marquées par une alternance de périodes de forte croissance économique entrecoupées par différents types de crise (monétaires, géopolitiques, sanitaire). La réduction de la menace militaire avait fait émerger le sentiment que libéralisme économique et démocratie retrouvée allaient ruisseler sur la planète entière, pour le plus grand bonheur – économique et social – de tous. Depuis quelques années, nous sommes contraints de déchanter.

Des superpuissances économiques et militaires (Chine, Inde, Russie) ainsi que des puissances régionales (Turquie, Iran, Arabie saoudite) remettent en cause l'ordre économique mondial. On assiste à une opposition croissante entre sphères d'influence et blocs politiques. Les objectifs économiques semblent remplacés par des objectifs de pouvoir politique. Les priorités de la Chine, de la Russie et d'autres autocraties sont désormais d'ordre géostratégique. La montée du nationalisme et de la loi du plus fort représente un grand danger pour l'équilibre mondial et la paix, puisqu'elle met sous pression le droit international et la coopération entre les nations. L'économie et les secteurs sociaux ne sortiront pas gagnants de ces bouleversements. Quand les budgets militaires enflent, c'est moins d'argent pour les transports, l'écologie, la santé, l'éducation, etc.

Le plus pessimiste

À ceux qui pensent que ces dernières lignes sont très (trop?) pessimistes, lisez plutôt ceci. L'économiste américain Nouriel Roubini, célèbre pour avoir anticipé la crise globale de 2008 – et d'ailleurs surnommé depuis *Dr Doom* (Docteur Catastrophe) – a intitulé son dernier livre sorti à fin 2022 «*Mégamenaces*». Il y décrit dix dangers qui mettent en péril notre avenir et comment leur survivre. Au-dessus des risques bien identifiés que sont le vieillissement de la population, le dérèglement climatique, les tensions géopolitiques, etc., cet intellectuel place la mère de toutes les menaces, à savoir l'endettement mondial, qui a atteint la somme pharaonico-stratosphérique de 300 000 milliards de dollars (voir chap. 12). Dans une interview accordée au journal *Le Temps* durant le Forum économique de Davos (WEF) à fin janvier 2023, il décrit ainsi la situation actuelle :

«Aujourd'hui, nous avons le pire des années 1970, avec des chocs persistants sur l'offre, et le pire de la crise financière de 2008, car la dette est encore plus élevée qu'il y a quinze ans. Nous avons par-dessus le marché une dépression géopolitique comme dans les années 1930, avec un certain nombre de puissances qui remettent en question l'ordre établi par les États-Unis. En résumé, nous avons le pire des années 1930, 1970 et 2008.»

Pour rassurer, on peut mentionner que toutes les prévisions de Nouriel Roubini ne se sont pas forcément avérées exactes par le passé...

P. 173 Le progrès

Au XVIII^e siècle, un mouvement européen place les connaissances intellectuelles et scientifiques au-dessus des croyances et superstitions imposées par le Clergé. Ce *Siècle des Lumières* voit émerger la notion de « progrès » qui s'oppose à l'obscurantisme des autorités religieuses et politiques de l'époque. Le progrès, matériel et social, a accompagné tout le XIX^e siècle et une grande partie du XX^e. Ce n'est qu'à partir de 1970 qu'émerge un soupçon : la notion de progrès ne contiendrait-elle pas en elle-même les germes d'une crise écologique en devenir ? Aujourd'hui, le progrès acquis est souvent perçu comme l'agent destructeur du cadre de vie de ces humains dont il promettait l'épanouissement.

P. 175 Le stress

Un riche homme d'affaires américain déguste un poisson dans un petit village de la côte mexicaine. Le pêcheur lui raconte qu'il ne pêche que quelques heures par semaine pour passer l'essentiel de son temps avec ses enfants, prendre le soleil et faire la sieste. Le milliardaire s'étonne : « Mais vous pourriez rester plus en mer, pêcher plus de poissons, puis acheter d'autres bateaux et, en vingt ans, vous pourriez devenir riche ! » Le pêcheur lui demande à quoi ça lui servirait. Le milliardaire répond : « Alors vous pourriez prendre votre retraite, jouer avec vos petits-enfants, prendre le soleil et faire la sieste. »

P. 175 Enquête suisse sur le stress

Promotion Santé Suisse a publié en 2022 son *Job Stress Index*, indicateur du stress au travail et de ses conséquences sur la santé et la productivité des personnes actives en Suisse. On peut y lire que 28,2 % des travailleurs (24,8 % en 2014) sont « significativement affectés par le stress au travail » et se trouvent dans une zone de stress critique pour la santé. Par ailleurs, la part de personnes actives se sentant « émotionnellement épuisées » dépasse pour la première fois la barre des 30 %, avec 30,3 % (24 % en 2014). Selon cette étude, le stress professionnel coûte chaque année près de 6,5 milliards de francs à l'économie, principalement en raison de l'absentéisme et du présentéisme (fait d'être physiquement présent mais mentalement absent) générés par le stress au travail.

Malheureusement, le stress commence déjà dès le plus jeune âge. Une enquête de *Pro Juventute* de 2021 révèle que 33 % des enfants et des jeunes interrogés présentaient des symptômes élevés de stress. Le niveau de stress augmente avec l'âge. Alors que 26 % des enfants jusqu'à 11 ans sont stressés, 45 % des enfants de 14 ans et plus le sont, soit près de la moitié. Le niveau de stress des filles est significativement plus élevé que celui des garçons. Les sources principales de stress pour les enfants sont l'école (examens, devoirs mais aussi querelles en classe et mobbing) ainsi que le milieu familial (mauvaise ambiance à la maison, pression permanente ou, au contraire, désintérêt).

P. 176 Bullshit jobs

Exercer un « job à la con » semblait essentiellement dû jusqu'alors à de mauvaises conditions de travail ou à un sentiment d'aliénation ressenti par le travailleur déçu. Une étude de l'Université de Zurich, publiée en juillet 2023, montre en fait qu'un salarié sur cinq ne voit aucune utilité sociale objective à son travail. Les branches professionnelles où les employés ont le moins le sentiment de « fournir une contribution positive à la société » sont les secteurs de la finance, de la vente et du management. La part des employés jugeant leur job inutile est plus élevée dans le secteur privé que dans le public ou dans les organisations à but non lucratif.

Obésité

Les chiffres de l'obésité et du surpoids continuent de s'alourdir. Près de 760 millions de personnes dans le monde souffrent d'obésité (diagnostiquée par un indice de masse corporelle au-delà de 30). En Europe, 59% des adultes sont en surpoids (IMC supérieur à 25). Dans son *Atlas mondial de l'obésité 2023*, la Fédération mondiale de l'obésité estime que 51% de la population mondiale vivra avec un surpoids ou sera obèse vers 2035, si la prévention et les traitements ne s'améliorent pas. Le taux d'obésité des adultes dans le monde pourrait ainsi passer de 15% aujourd'hui à 25%. Le nombre d'enfants obèses, lui, devrait exploser, passant de 140 à 380 millions.

Alors que l'obésité est souvent perçue comme un problème des pays riches, l'étude démontre que ce sont désormais les pays à faibles revenus qui sont confrontés à des augmentations rapides de prévalence de l'obésité. Sur les 10 pays avec les plus fortes augmentations attendues du taux d'obésité, 9 sont situés en Afrique ou en Asie. La pauvreté et la malbouffe n'ont pas fini de faire des dégâts.

P. 178 Les conséquences sur l'environnement

Trop tard! Eh oui, il est trop tard pour atteindre l'objectif assigné par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques signées en 1992 : éviter toute « perturbation anthropique (due à l'être humain) dangereuse du système climatique » ; ça, c'est foutu ! Par contre, il n'est pas trop tard pour lutter contre le dérèglement climatique et ses désormais inévitables conséquences.

P. 178 Émissions globales de GES

Entre 1990 et 2019, les quantités annuelles de gaz à effet de serre ont augmenté de 50% au niveau mondial. Celles de 2022 ont encore crû de 1% par rapport à 2021. Malheureusement, rien n'indique la fin de la pente ascendante, alors qu'il est plus qu'urgent de « passer au sommet du col », de changer de braquet et d'attaquer la descente à tombeau ouvert.

Entre 2000 et 2019, plus de 600 milliards de tonnes de CO₂ ont été émises, soit, sur deux décennies, 40% de toutes les émissions rejetées dans l'atmosphère depuis la révolution industrielle. Il faut remonter à plus de deux millions d'années pour retrouver une telle concentration de CO₂ sur la planète.

P. 179 Émissions mondiales de CO₂

* à l'exception d'une « opération spéciale » en Ukraine...

2020	année Covid :	- 5,2%
2021	année de reprise économique :	+ 6,0%
2022	année « normale* » :	+ 0,9%

Le « pic » des émissions est attendu pour... bientôt. Bien trop tard pour atteindre certains objectifs en matière de hausse des températures.

Émissions par pays

Dans la plupart des pays développés, les émissions de GES ont tendance à baisser légèrement, même si le rythme est encore trop lent. Elles augmentent, même parfois fortement, dans les pays émergents et en développement en raison de leur croissance de population et de leur aspiration à une vie meilleure. Ne perdons cependant pas de vue que les pays développés émettent au moins dix fois plus de CO₂ par habitant que les pays en développement.

De plus, il faut bien comprendre que si les émissions des pays riches stagnent, voire diminuent légèrement, c'est bien parce que ces pays ont délocalisé une bonne partie de leurs activités polluantes dans les pays pauvres (extraction minière, fabrication industrielle, production énergétique et agricole). Voir plus loin le cas de la Suisse.

L'empreinte carbone du numérique

D'après une étude de l'Université de Zurich de 2022, le numérique génère 3% du CO₂ émis en moyenne dans le monde, soit autant que le transport aérien.

L'énergie électrique nécessaire à la diffusion en streaming de la chanson *Despacito* (en français « Lentement »!) – 4,6 milliards de téléchargements – a conduit en un an à des rejets de CO₂ supérieurs à ceux dus à la consommation électrique cumulée du Tchad, de la Guinée-Bissau, de la Somalie, du Sierra Leone et de la République centrafricaine. « Lentement », certes, mais sûrement.

P. 180 Ultrariches = mégapollueurs

Source : World Inequality Report

Vous avez une grosse voiture (essence), une grande maison (mazout ou gaz), vous passez votre vie entre avions, restaurants et boutiques de luxe : vous êtes un ultrariche (tant mieux pour vous) mais aussi un mégapollueur (tant pis pour nous tous !). Si les Suisses émettent entre 5 et 15 t de CO₂/hab./an selon la méthode de calcul, les 10 % les plus riches en émettent plus de 50 t et les ultrariches encore bien davantage. L'idée – compliquée à mettre en place – d'une taxation en fonction de ses revenus et/ou de ses émissions fait son chemin...

P. 181 Le réchauffement climatique

Année la plus chaude, été le plus chaud, hiver le plus doux, les anomalies et records de température se succèdent à un rythme effréné. Depuis 2018, le climat a commencé à basculer : vagues caniculaires à répétition, sécheresses sans précédent, feux dévastateurs, inondations meurtrières, etc. L'été 2022 a été le plus chaud jamais enregistré en Europe. On a frôlé la barre des 50 °C (plus de 48 °C à Madrid ou en Sicile) ! Les mois de juin et de juillet 2023 ont été les plus chauds jamais enregistrés. La canicule tardive du mois d'août restera elle aussi dans les mémoires.

Au début de l'année 2023, on pouvait dresser le tableau suivant de l'augmentation des températures par rapport à l'ère préindustrielle :

Monde	Europe	Suisse
+1,2 °C	+2,3 °C	+2,4 °C

Il faut être réaliste : l'objectif de la COP21 de Paris en 2015 de contenir la hausse des températures à +1,5 °C à l'horizon 2100 est mort. Pour y parvenir, il faudrait réduire de 50 % les émissions de GES d'ici à 2030 – alors qu'elles ne font qu'augmenter – et atteindre le « net zéro » (pas plus d'émissions que la Terre est capable d'en absorber) – en 2050. Aussi probable que de voir une présidente homosexuelle d'Arabie saoudite demander à sa première ministre transgenre de rédiger un décret exigeant que la famille royale défile en string sur un char lors de la prochaine Gay Pride de Ryad.

La synthèse de neuf années de travaux du GIEC (des milliers d'études produites par des milliers d'experts) montre que le réchauffement climatique atteindra +1,5 °C probablement vers 2030 déjà. Pour l'instant, tout concourt à une hausse des températures proches de 3 °C à la fin du siècle. Scénario apocalyptique devant lequel il est cependant interdit de baisser les bras. Voici pourquoi.

Nouvelle version de *Highway to Hell* – AC/DC 1979

« Nous sommes sur l'autoroute vers l'enfer climatique, avec le pied toujours sur l'accélérateur. »

ANTONIO GUTERRES,
COP27, novembre 2022

Est-ce à dire qu'il n'y a rien à faire ?

« Non, les marches conduisant à l'enfer sont nombreuses et chaque dixième de degré gagné épargne une grande quantité de souffrances. »

DOMINIQUE BOURG, philosophe et professeur honoraire
à l'Université de Lausanne

Une étude publiée en mai 2023 par l'Université d'Exeter (Royaume-Uni) montre qu'une hausse de 1,5 °C des températures mondiales exposerait 5 % de la population à un « risque existentiel ». Pour chaque dixième de degré de réchauffement additionnel (+0,1 °C), environ 140 millions de personnes supplémentaires seraient exposées à une chaleur dangereuse. La trajectoire actuelle du réchauffement menace donc 2 milliards d'individus (22 % de l'humanité) de chaleurs extrêmes et potentiellement mortelles. Si les « scénarios du pire » se concrétisaient (+3° à +4 °C), c'est la moitié de l'humanité qui pourrait craindre pour sa survie. L'Inde, le Nigeria et l'Indonésie sont les grands pays les plus menacés. Heureusement, le pire n'est jamais sûr. Le meilleur non plus, d'ailleurs.

« Si nous agissons maintenant, nous pouvons toujours assurer un futur viable pour tous. Malheureusement, nous marchons alors que nous devrions courir. »

HOESUNG LEE, président
du GIEC, mars 2023

Craintes pour 2023-2024

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), les huit dernières années (2015 à 2022) ont été les plus chaudes jamais recensées. Les années 2023 et 2024 pourraient faire exploser tous les records et être déjà – pour 2024 – la première année du dépassement de la limite de 1,5 degré de réchauffement climatique. Le retour du phénomène *El Niño* devrait en être la raison. Il se traduit par une hausse des températures de surface des eaux du Pacifique et constitue la cause la plus importante de la hausse des fluctuations météorologiques dans différentes parties du monde. En 2021 et 2022, *La Niña* (phénomène inverse, refroidissement) n'avait pas pu empêcher les températures de grimper déjà fortement. Donc, pour 2024, chaud devant ! Avec *La Niña*, on cuisait déjà ; avec *Le Niño*, va faire encore plus chaud !

« L'ère du réchauffement climatique est terminée, place à l'ère de l'ébullition mondiale. »

ANTONIO GUTERRES, secrétaire général
de l'ONU, 27 juillet 2023

Pays « coupables »

Une équipe internationale menée par le climatologue Matthew Jones, publiée en mai 2023, a classé les pays selon leur niveau de responsabilité en matière de réchauffement climatique. De 1850 à 2021, ont le plus contribué au réchauffement climatique :

1. États-Unis	17,6%	6. Indonésie	3,5%
2. Chine	12,5%	7. Allemagne	2,9%
3. Russie	6,2%	8. Royaume-Uni	2,4%
4. Brésil	4,9%	9. Japon	2,1%
5. Inde	3,8%	10. Canada	2,1%

En 170 ans, les émissions de GES de la Suisse sont responsables de 0,12% du réchauffement global. Attention, les chiffres se réfèrent aux émissions basées sur la production, donc générées au sein du pays ; les émissions étrangères liées aux importations ne sont pas prises en compte, en raison du manque de données historiques.

P. 182 Les conséquences du réchauffement

La hausse du niveau des mers, qui pourrait atteindre 1 m d'ici la fin du siècle, touchera 300 à 650 millions de personnes dans le monde (GIEC, 2023), en raison d'inondations permanentes ou temporaires.

D'ici à 2030, au moins 300 milliards de dollars seront nécessaires chaque année pour s'adapter aux changements climatiques (ONU, 2023).

P. 183 La situation de la Suisse

Entre 1990 et 2020, les émissions de GES de notre pays ont baissé de 20%. Les 42 millions de tonnes de CO₂ émises par la Suisse en 2021 (0,1% des émissions mondiales) placent notre pays au 71^e rang des nations. Les 4,8 tonnes *par habitant* nous amènent au 88^e rang mondial. Ces chiffres pourraient donner l'image d'une Suisse vertueuse. En prenant en compte les émissions nécessaires à la production de nos importations, on arrive à 14 t de CO₂/hab., ce qui nous place au 15^e rang mondial, dans le peloton des plus gros émetteurs de CO₂. La Suisse n'est donc pas un petit contributeur en matière d'émissions. Elle se doit donc, en vertu de son statut de pays riche, de donner l'exemple pour réduire le niveau de ses émissions. Si la Suisse ne le fait pas, qui le fera ? Si le pays le plus riche et le mieux éduqué de la planète ne parvient pas à faire cette transition, qui se donnera la peine d'essayer ?

Le 18 juin 2023, le peuple suisse a accepté (à 59%) d'entrer dans la loi l'objectif de neutralité carbone d'ici à 2050. Le remplacement des chauffages fonctionnant au mazout, au gaz ou à l'électricité sera encouragé (subventions) et un soutien financier sera accordé aux entreprises innovantes.

Les pires entreprises Selon plusieurs études scientifiques, 108 entreprises sont responsables d'environ 70 % de l'ensemble des émissions industrielles de CO₂ produites jusqu'à aujourd'hui. Ces entreprises, qualifiées de « carbon majors » portent une grande responsabilité dans le réchauffement climatique mondial.

Parmi eux, le groupe suisse Holcim, basé à Zoug, premier producteur de matériaux de construction dans le monde, a produit plus de 7 milliards de tonnes de ciment entre 1950 et 2020 et généré presque la même quantité de CO₂. Cela représente 0,42 % des émissions industrielles mondiales de CO₂ depuis 1750.

Justice climatique La montée des eaux due au réchauffement climatique met quelques États insulaires dans une situation dramatique qui les pousse à brandir l'arme de la justice climatique. C'est ainsi que certains habitants de l'île indonésienne de Palau Pari ont engagé une procédure contre le cimentier Holcim. En tant que « carbon major », ils attendent qu'Holcim prenne ses responsabilités et participe aux coûts des mesures nécessaires pour protéger l'île des changements climatiques (reboisement des mangroves et construction de digues de protection contre la montée des eaux).

P. 184 Les températures en Suisse 20 °C à Delémont le 1^{er} janvier 2023. Dans la grande salle du bistrot de la Croix-Blanche ? Non, sur la terrasse, Banane !

Voici quelques faits qui attestent que grand-papa a raison quand il raconte que, de son temps, il y avait plus de neige :

- depuis 1961, le nombre de jours de gel en plaine a baissé de 60 % ;
- la durée d'enneigement a été réduite de 40 jours par an entre 1970 et 2016 ; les jours de neige en dessous de 800 m ont baissé de 50 % depuis 1970 ;
- les pluies hivernales, par contre, ont augmenté de 20 % à 30 % depuis 1864 ;
- la fonte des glaciers est de plus de 60 % depuis 1850 ; en 2022, les glaciers ont perdu 6 % de leur volume de glace en une seule année ;
- l'isotherme de 0 °C est montée en moyenne de 300 à 400 m depuis 1961 ;
- l'ensoleillement est aujourd'hui supérieur de 20 % à ce qu'il était en 1980.

La hausse des températures en deux siècles a été de 2,4 °C. Au rythme actuel, on prévoit une hausse supplémentaire de 2 à 4 degrés d'ici à 2060. Les sols, les cultures, les forêts, la flore, la faune, les activités sportives et touristiques, tout va changer.

P. 187 COP28 à ... Dubaï! La 28^e COP, *Conférence internationale de l'Organisation des Nations unies sur les changements climatiques*, se déroulera du 30 novembre au 12 décembre 2023 à Dubaï, aux Émirats arabes unis. Elle sera présidée par Sultan Ahmed al-Jaber, patron de la compagnie pétrolière nationale... Les Émirats sont parmi les plus grands exportateurs mondiaux de gaz et de pétrole et leurs émissions de CO₂/hab. sont environ 300 fois supérieures à celle des Nigériens. Où est le problème ? On sait déjà que l'Arabie saoudite va organiser les Jeux asiatiques d'hiver (!) en 2029. Lorsque les vaches d'Hérens auront trop chaud pour combattre, le Valais organisera peut-être les Championnats du monde de courses de chameaux...

P. 189 La compensation carbone On s'en doutait un peu, mais cette fois on sait que, très majoritairement, la compensation carbone est une immense foutaise. L'idée était séduisante : permettre à une entreprise d'équilibrer son bilan CO₂ en finançant des projets de capture du carbone ou de protection de l'environnement, et de s'afficher ensuite « neutre en carbone ».

De récents scandales ont montré que le monde des crédits carbone est un Far West ouvrant de nombreuses possibilités d'écoblanchiment. Au début 2023, *The Guardian* et *Die Zeit* ont révélé que plus de 90 % des crédits carbone liés à la déforestation (l'entreprise paie pour protéger une forêt tropicale) étaient probablement des « crédits fantômes » et ne représentaient pas de réduction réelle des émissions.

Une étude parue en août 2023 dans le magazine *Science* confirme les doutes. L'impact réel de ces projets serait trois fois moins important qu'annoncé et ceux-ci serviraient essentiellement à verdir l'image des utilisateurs de ces crédits fantoches.

Enfants du Bon Dieu vs canards sauvages = gens intelligents et honnêtes vs volatiles supposés peu malins

Un peu gênées par ces annonces, Nestlé, Easyjet et Gucci ont décidé d'abandonner ces mécanismes comme moyen d'atteindre la neutralité carbone. Des plaintes ont même été déposées par la *Fondation pour la protection des consommateurs* (SKS) contre Swisscom, Coca-Cola Suisse et 6 autres sociétés pour «allégations trompeuses en matière de neutralité carbone». S'il ne faut pas prendre les enfants du Bon Dieu pour des canards sauvages (Rousseau), il ne faut nous prendre, nous, pour des c... anards sauvages non plus.

Engagement du peuple

*allusion à la campagne conservatrice qui mettait l'accent sur le coût à la charge de la population

Comme mentionné précédemment, le 18 juin 2023, à une large majorité de 59,1 %, les Suisses ont accepté d'inscrire noir sur blanc dans la loi l'objectif de neutralité carbone pour 2050. Bel engagement que celui d'un peuple de vouloir atteindre le «zéro émission nette». Reste plus qu'à s'y mettre... et à convaincre 4 Suisses sur 10 que si la fin du mois est certes importante*, la fin du monde ne l'est pas moins. Quant aux 6 Suisses sur 10 qui ont approuvé le projet, ils devront vite comprendre que la technologie ne sera qu'une partie de la réponse; le succès de la démarche ne pourra venir que d'un changement radical des modes de comportement et de consommation. Et ça, c'est plus contraignant que de glisser un bulletin dans l'urne...

P. 191 Les autres coûts de la croissance

Il eût été agréable d'apporter quelques bonnes nouvelles pour clore ce chapitre déprimant. Il est possible de trouver quelques km² de forêt désormais protégés ou une rivière qui retrouve son espace naturel. Certes. Mais comme les mauvaises nouvelles semblent voler en escadrilles, poursuivons notre inventaire des conséquences de notre folle course à la croissance. Dans le désordre – de toute façon, l'ordre des désastres importe peu – quelques nouvelles grappillées récemment :

- Plus de la moitié des espèces d'insectes sont en danger ou potentiellement menacées en Suisse.
- Les eaux du Rhin se sont réchauffées de 2 degrés depuis 1960 ; 2 autres degrés sont attendus avant 2040.
- La déforestation de l'Amazonie, l'un des poumons de la planète, se poursuit au rythme d'un terrain de football toutes les 7 secondes.
- Depuis trente ans, 4,2 millions de km² de surface forestière ont disparu dans le monde, soit exactement la superficie actuelle de l'Union européenne, affectant l'habitat de 75 % des amphibiens, des oiseaux et des mammifères. La déforestation participe au «réveil» des virus: lorsque les forêts, principale barrière aux infections animales, sont appauvries, le canal de la propagation est ouvert.
- Les feux de forêts qui ont sévi au Canada pendant de longs mois en 2023 ont détruit près de 4 fois la superficie de la Suisse. Ces brasiers géants ont émis à eux seuls l'équivalent de plus d'un milliard de tonnes de CO₂, soit autant que le Japon, cinquième plus gros émetteur du monde.
- Le désir de pouvoir et de conquête conduit à un véritable écocide en Ukraine. Les émissions de CO₂ générées par la guerre (essentiellement dues aux véhicules militaires) sont supérieures à celles d'un pays comme la Suisse. Les gens souffrent et meurent. La nature aussi. La pollution générée par la guerre imprégnera les terres et les cours d'eau pendant des dizaines d'années.

P. 193 L'effondrement de la biodiversité

L'IPBES – *Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques*, sorte de GIEC pour la biodiversité – a tenu sa COP15 à Montréal en décembre 2022. Avec 1 million d'espèces animales et végétales menacées sur les 8 millions que compte la planète, il y a urgence à agir. Les pays ont convenu de réduire de moitié, d'ici à 2030, les risques liés aux pesticides, les excès de nutriments (engrais) et le gaspillage alimentaire. Des promesses qu'il s'agira de mettre en application...

Pesticides

Selon l'*Atlas des pesticides 2023*, la quantité de pesticides utilisés dans le monde a augmenté de 80 % depuis 1990, pour atteindre un chiffre d'affaires de 53 milliards d'euros en 2020 (soit à peu près l'équivalent du poids de l'industrie horlogère dans le monde). Quatre entreprises se partagent 70 % des ventes : Syngenta (CH), Bayer (D), BASF (D) et Corteva (USA – résultat de la fusion de Dow Chemical et DuPont en 2019).

P. 193 Le plastique, la plaie

La production mondiale de plastique a doublé entre 2000 et 2020 et devrait encore doubler dans les vingt prochaines années. C'est surtout l'augmentation des plastiques à usage unique qui explique cette explosion de la production. On estime que 80 % de tous les plastiques produits depuis 1950 se retrouvent abandonnés dans l'environnement ou dans des décharges, moins de 10 % sont recyclés, le reste est incinéré.

La majeure partie des matériaux plastiques sont des dérivés du pétrole; leur production contribue pour 3 % des émissions globales de gaz à effet de serre, autant que le secteur de l'aviation.

Si nous voulons éviter qu'il y ait plus de plastique que de poissons dans les océans en 2050 (tendance actuelle), il convient d'agir rapidement pour encourager l'usage d'autres matériaux, interdire les plastiques à usage unique, contraindre les fabricants au recyclage, etc.

Littering : déchets sauvages laissés par des sauvages

En Suisse, un million de tonnes de déchets plastiques sont produits annuellement, soit environ 130 kg par habitant ou 350 g par jour (10 % sont recyclés et 90 % sont incinérés). Environ 15 000 t finissent dans l'environnement sous forme de macro et microplastiques (usure des pneus, littering, etc.).

Le plastique contamine la terre, l'eau et également... l'air, surtout à l'intérieur des bâtiments. De minuscules particules de plastique se détachent en permanence des canapés, des chaises de bureau, des brosses à dents ou des semelles de chaussures. Tous les êtres vivants absorbent ce plastique par la respiration. Même les plantes absorbent les minuscules particules par leurs racines. Pratique le plastique, mais torture pour la nature.

P. 195 Les limites de la croissance

En dehors de toute pensée idéologique, le modèle actuel de croissance semble de toute façon condamné, et ce en raison de limites *quantitatives* et *qualitatives*.

La croissance économique repose en grande partie sur l'exploitation de matières premières (minerais, énergies fossiles, engrais, etc.). Les *quantités* à disposition ne sont pas illimitées et agiront bientôt comme un plafond de croissance. L'empreinte écologique mondiale (voir p. 192) est actuellement de 1,75. Il faut aujourd'hui donc presque deux planètes pour répondre à la demande des êtres humains en ressources environnementales, ou comment vivre à crédit au détriment des générations futures.

Les limites *qualitatives* qui hypothèquent le modèle de croissance ont trait aux conséquences écologiques qui lui sont immanquablement liées. Un grand nombre de « limites planétaires » (voir *Addendum 2022*, p. 26) semblent déjà atteintes, voire nettement dépassées.

La décroissance

Source : « Ralentir ou périr. L'économie de la décroissance »

Timothée Parrique, chercheur en Économie écologique à l'Université de Lund, 2022

Les grands axes d'un modèle de décroissance peuvent s'articuler ainsi :

- réduction de la consommation (notion de sobriété) ;
- réduction des pressions environnementales (notamment par une baisse de la production) ;
- augmentation du bien-être (réduction du temps de travail, diminution des trajets, vie plus simple) ;
- réduction des inégalités (notamment par une progressivité accrue des taux d'imposition et une meilleure redistribution).

« Le GIEC ne parle plus de transition mais de **transformation radicale** de toutes les structures économiques, sociales et énergétiques pour réduire les émissions de CO₂. »

JULIA STEINBERGER,
prof. Université de Lausanne

Les décroissants « éclairés », pas trop *démagos* ou *colapsos*, ne souhaitent pas un régime d'amputation. Ils sont bien conscients du chaos qui en résulterait. Leur souhait est de planifier démocratiquement le ralentissement, de sorte que certains secteurs avancent et d'autres freinent.

Pour passer de la théorie à la pratique, un modèle a besoin d'un socle, d'une base solide, d'un guide sur lequel s'appuyer. Et c'est bien le problème de la décroissance. Pour l'instant, il y a foison d'idées, généreuses, ambitieuses, alarmistes, parfois contradictoires. Pour réussir, la décroissance devra trouver l'aval de tous les pays (collaboration au niveau fiscal par exemple) et l'assentiment d'une majorité de citoyens prêts à changer profondément les habitudes de consommation. La sobriété – encore trop souvent perçue comme une perte de confort plutôt qu'une qualité de vie réinventée – s'imposera (ou sera imposée) au fur et à mesure de la montée des périls. En attendant, les atteintes à l'environnement peuvent être limitées en appliquant le triptyque suivant : « Éviter – Réduire – Compenser ». Et dans cet ordre ! Malheureusement, par facilité, on va trop souvent directement vers une compensation – souvent très aléatoire, *greenwashing* – de ses actes de consommation portant atteinte à l'environnement. Un moyen aussi de se donner bonne conscience.

« Croissance ou décroissance, là n'est plus le débat. Nous avons besoin d'une décroissance de l'excès et d'une croissance de l'efficience. »

BERTRAND PICCARD,
psychiatre, président de Solar Impulse, Infrarouge, 13 avril 2021

P. 195 Solastalgie ou éco-anxiété ?

Vous souffrez de *solastalgie* si vous ne pouvez retenir vos larmes en évoquant les paysages disparus de votre enfance, les plages ou les forêts où vous jouiez autrefois. Vous éprouvez une détresse en prenant conscience qu'un endroit que vous aimez a été abîmé ou détruit. La solastalgie est donc liée à des transformations avérées.

Elle se rapproche de *l'éco-anxiété* qui, elle, génère une autre forme de détresse, mais liée aux événements à venir. L'éco-anxiété peut aller d'une simple inquiétude à un état paralysant.

Une enquête de décembre 2021, publiée dans *The Lancet Planetary Health*, montre que 45 % des jeunes disent souffrir d'une éco-anxiété qui affecte leur vie quotidienne, 75 % jugent même le futur « effrayant » et 56 % pensent que « l'humanité est condamnée ». À croire qu'à leur âge ils ont déjà tous suivi un cours d'économie politique...

Il ne convient en aucun cas de nier ces problèmes d'éco-anxiété. Ils peuvent cependant être combattus en se rapprochant du problème : s'engager, rejoindre une association, se sentir utile, sortir de la passivité et de la culpabilité, voilà quelques pistes pour mieux vivre dans un monde... compliqué.

« La pathologie, c'est l'inaction, pas l'éco-anxiété. »

BERTRAND PICCARD

Perso

Et toi, l'auteur de ces lignes déprimantes, optimiste ou pessimiste ?

« J'ai le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté. »

ANTONIO GRAMSCI (1891-1937),
philosophe, écrivain et théoricien politique italien

P. 203 Histoire de l'énergie	C'est dans les années 1880 que Thomas Edison a inauguré à Londres la première centrale à charbon pour générer de l'électricité. Cette source d'énergie a favorisé l'essor industriel de tous les pays développés.
P. 204 Bilan énergétique mondial	<p>Chiffres 2021 (AIE) : pétrole 29,3 % – charbon 26,4 % – gaz naturel 23,4 % (total des énergies fossiles : 79,1 %) – nucléaire 4,8 % – énergies renouvelables 16,1 %.</p> <p>Malgré la croissance régulière et réjouissante des énergies renouvelables, près des quatre cinquièmes de l'énergie totale consommée sur la planète proviennent encore des énergies fossiles, polluantes et émettrices de gaz à effet de serre.</p>
P. 206 Production indigène d'énergie	<p>En % de l'énergie primaire utilisée en 2022 :</p> <p>Force hydraulique 11,8 % – Ordures et déchets industriels 5,7 % – Bois 3,9 % – Autres énergies renouvelables 5,0 % ; Total : 26,4 %.</p> <p>Dépendance énergétique de la Suisse : 73,6 %.</p>
P. 207 Consommation finale d'énergie	<p>Chiffres 2022 (OFEN) : produits pétroliers 45,4 % – électricité 26,8 % – gaz 13,3 % – bois 5,4 % – chaleur à distance 2,8 % – ordures et déchets industriels 1,6 % – charbon 0,5 % – autres énergies renouvelables 4,2 %.</p> <p>Entre 1990 et 2020, la population de la Suisse a augmenté de 28,7 %. La consommation d'énergie, elle, a diminué de 5,9 %. En une génération, un habitant de la Suisse consomme environ 27 % d'énergie en moins. Ce résultat est dû à une meilleure efficacité énergétique (isolation des bâtiments, meilleurs systèmes de chauffage, moteurs de voiture plus efficaces), à un effet porte-monnaie d'une énergie plus chère, à la délocalisation d'activités polluantes sous des cieux moins regardants, et – espérons-le quand même – à une conscience écologique un tantinet plus aiguë...</p> <p>En 2022, la Suisse a consommé 3,9 % d'énergie en moins qu'en 2021. Aux motifs déjà mentionnés, on peut ajouter des conditions climatiques particulièrement clémentes.</p>
P. 208 Le pétrole	Aucun ralentissement n'est constaté en matière d'usage de l'or noir. L'Agence mondiale de l'énergie table, pour 2023, sur une consommation mondiale moyenne de 101,7 MB/j (millions de barils par jour), record absolu, soit exactement 2 litres de pétrole par jour pour chaque habitant de la planète.
P. 209 Le charbon	<p>En 1860, l'Angleterre produit à elle seule plus de charbon que le reste de l'humanité. Plus grande agglomération du monde avec ses trois millions d'habitants, la ville de Londres est régulièrement plongée dans l'obscurité en raison de la suie issue de la combustion du charbon. Ces « ténèbres que l'on peut toucher », selon <i>The Times</i>, provoquent une hécatombe sanitaire, notamment parmi les enfants et les (rares) personnes âgées.</p> <p>L'Angleterre d'autrefois</p> <p>L'Asie d'aujourd'hui</p> <p>Actuellement, environ 8500 centrales à charbon sont en activité dans le monde. Elles génèrent plus du tiers de la production mondiale d'électricité. En Chine, en Inde et en Indonésie, c'est 60 % de l'électricité qui est issue des centrales à charbon.</p> <p>La baisse de la consommation de gaz à cause de la guerre en Ukraine a été compensée par un usage accru du charbon. Résultat : nouveau record absolu de consommation mondiale en 2022 avec 8 milliards de tonnes (72 % de plus qu'en 2000), soit exactement une tonne pour chaque Terrien.</p> <p>Énergie sale par excellence, le charbon pourrait un jour produire de l'électricité sans émettre de poison dans l'air. On est encore très loin du <i>clean coal</i> mais la recherche, paraît-il, progresse.</p> <p>La Suisse et le charbon</p> <p>Même s'il représente moins de 0,5 % de la consommation totale d'énergie en Suisse, le charbon est cependant très présent dans notre pays. En effet, 40 % du commerce mondial de charbon sont gérés par des sociétés domiciliées en Suisse. Notre pays compte 245 sociétés actives dans le charbon ; les plus grands groupes miniers de la planète sont installés à Zoug, à Genève ou au Tessin.</p>

P. 212 L'énergie nucléaire	Douze ans sans catastrophe majeure, et voilà l'énergie nucléaire qui retrouve des supporters, notamment dans l'optique de la transition énergétique. À l'origine de 10 % de la production électrique mondiale (20 % aux États-Unis et au Royaume-Uni, entre 30 à 35 % selon les années en Suisse), c'est surtout en Asie que poussent les nouvelles centrales nucléaires. La Chine envisage la construction d'une centaine de réacteurs d'ici à 2035. Actuellement 32 pays sont dotés de telles centrales, mais 19 autres planifient leur première centrale ou sont déjà en train de la construire (Pays-Bas, Pologne, Argentine, Brésil, Égypte, Inde, Arabie saoudite, etc.).
	En Suisse, la construction de nouvelles centrales paraît peu probable. D'une part parce que notre pays a voté pour sortir du nucléaire, d'autre part parce que toute nouvelle construction prendrait entre quinze et vingt ans, délai trop long pour être vraiment utile en matière de transition énergétique. À moins qu'un consensus émerge sur les SMR, <i>small modular reactors</i> , modèles plus petits, moins puissants mais plus vite construits.
P. 216 Électricité Monde Année 2021, AIE	Origines de la production électrique: charbon 36 % – gaz naturel 23 % – pétrole 2 % (total énergies fossiles: 61 %) – nucléaire 10 % – renouvelables 29 % (dont solaire 4 %, éolien 7 %).
Énergies renouvelables	La part des énergies renouvelables dans la production mondiale d'électricité atteignait 29 % en 2022. On l'annonce à 35 % en 2025.
2022	En 2022, la consommation d'électricité dans le monde s'est accrue de 2 %, un taux de croissance légèrement inférieur à ceux des années qui ont précédé la pandémie.
Problèmes dans le monde	On a parlé de crise énergétique pour l'Europe en 2022. Pourtant, aucune pénurie d'électricité et très peu de coupures ont eu lieu sur le continent. Il en va différemment ailleurs dans le monde. Des pays asiatiques comme le Pakistan, le Sri Lanka, l'Inde, le Bangladesh ont connu de nombreuses coupures d'électricité pouvant aller jusqu'à 24 heures. Au Brésil ou au Nigeria, les coupures sont de plus en plus fréquentes. En Afrique du Sud, on a dénombré 208 jours marqués par des pénuries d'électricité, contre 54 en 2020. En 2022, 775 millions de personnes (principalement en Afrique) ont subi des coupures d'électricité. La situation est plus simple pour les 675 millions de personnes (1 personne sur 12 dans le monde) qui continuent à vivre sans électricité...
Suisse Année 2022, OFEN	Origines de la production électrique: hydraulique 52,8 % – nucléaire 36,4 % – autres 10,8 % (dont 6,1 % pour le solaire et 0,2 pour l'éolien, ce qui est très peu en comparaisons internationales). En 2022, la consommation d'électricité en Suisse a baissé de 1,9 % (hiver doux et prix élevés).
Problèmes en Suisse	À l'année, la Suisse produit plus ou moins de quoi satisfaire sa consommation d'électricité. Le problème réside dans la gestion des pics et des creux. Au printemps et en été, les barrages et les centrales au fil de l'eau fonctionnent à plein régime, la Suisse peut alors exporter de l'électricité. En hiver par contre, en raison d'une production d'énergie hydraulique ralentie (moins d'eau dans les barrages, surtout à la fin de l'hiver), la Suisse est dépendante des importations d'électricité produite par ses voisins, en particulier l'Allemagne et la France. D'où la nécessité de continuer à entretenir de bonnes relations avec ces deux partenaires d'intérêt stratégique, et d'éviter à tout prix qu'il leur vienne l'idée saugrenue – si crise il devait y avoir un jour – de garder leur électricité pour eux.
Subventions aux énergies fossiles	Au lieu de diminuer (promesse faite à la COP26 de Glasgow en 2021), les subventions étatiques aux énergies fossiles n'arrêtent pas d'enfler. La crise énergétique provoquée par la guerre d'agression russe en Ukraine a incité beaucoup de pays à soutenir ces énergies polluantes à hauteur de 1400 milliards de dollars en 2022, principalement sous forme de subventions (baisse des taxes sur l'essence, notamment). Quand on met trois fois plus d'argent pour soutenir les énergies fossiles que pour encourager les énergies renouvelables, on ne donne pas forcément le meilleur signal pour atteindre les objectifs climatiques... Si «le cœur a ses raisons que la raison ne connaît point» (Pascal), la politique a ses raisons que le climat connaît trop bien.

P. 217 La transition énergétique

En matière de transition énergétique, certaines nouvelles ne sont pas bonnes. Mais d'autres donnent de l'espoir. Petit florilège de douze mois d'observation.

Mauvaises nouvelles

En 2002, jamais l'humanité n'a consommé autant de pétrole et de charbon. Plusieurs pays en développement espèrent en des jours meilleurs grâce à l'exploitation de nouvelles ressources pétrolières (Sénégal, par exemple).

* Expression du capitaine Haddock dans *Les Aventures de Tintin*. Le sabord désigne une ouverture dans le flanc d'un navire, par laquelle passent les fûts de canons.

On continue à subventionner massivement la production et la consommation d'énergies fossiles. En 2022, ces subventions ont même doublé, passant de 500 à 1000 milliards de dollars. Eh oui ! Mille milliards de mille sabords* ! Ces milliards représentent des aides gouvernementales pour réduire la facture énergétique des consommateurs (blocage du prix de l'essence, aides aux utilisateurs de gaz ou d'électricité, bref toutes sortes de plafonnement des prix ou d'allègement de factures). Mille milliards de dollars, c'est le double de la somme investie en 2022 dans les énergies renouvelables dans le monde. On se dit que la fin des énergies fossiles n'est pas encore pour demain... Bon, les pays du G7 ont promis de supprimer toute subvention à des énergies fossiles d'ici à 2025. *Wait* et surtout *see*...

Bonnes nouvelles

A contrario, on trouve énormément de raisons de se réjouir. En voici quelques-unes qui laissent espérer que le passage d'une économie totalement dépendante des énergies fossiles à une économie décarbonée est sur les bons rails :

- les énergies fossiles atteindront probablement leur pic de consommation entre 2025 et 2030. Ensuite, la consommation de pétrole, de charbon et de gaz devrait sérieusement baisser ;
- politiquement, les choses bougent : les États-Unis ont adopté un plan qui prévoit des milliards pour le développement des énergies renouvelables ; l'un des pires climatosceptiques de la planète, le Brésilien Jair Bolsonaro, a quitté le pouvoir à fin 2022 ; l'Union européenne s'est aussi fixée des objectifs ambitieux (interdiction des voitures à essence ou diesel d'ici à 2035). Les événements géostratégiques (guerre en Ukraine, fâcherie avec l'Arabie saoudite, instabilité permanente des prix des hydrocarbures) semblent avoir convaincu les principaux consommateurs d'investir davantage dans l'autonomie énergétique, qui passe obligatoirement par le développement des énergies vertes ;
- il est nettement moins cher de produire des énergies renouvelables. En deux ou trois décennies, les énergies solaires et éoliennes ont vu leur coût de production être divisé par un facteur 5, voire 10 ;
- en 2022, l'éolien et le solaire ont produit 22 % de toute l'électricité consommée sur le territoire de l'Union européenne, contre 20 % pour le gaz et 16 % pour le charbon. Une première !

La transition énergétique en Suisse

Malgré la très grande dépendance étrangère de notre pays en matière énergétique (plus de 70 % de notre consommation) et le coût exorbitant de nos achats d'énergie à l'étranger (5,6 milliards en 2020 mais 22,3 milliards en 2022 !!!), la transition vers des énergies propres *made in Switzerland* avance au pas du montagnard... fatigué. La traditionnelle méfiance vis-à-vis de toute politique industrielle, la « recourite » aiguë des riverains et des organisations environnementales, les freins administratifs (innombrables formulaires à remplir) ainsi que la pénurie de personnel qualifié (pour les installations solaires, notamment) placent la Suisse à la traîne en matière de transition énergétique.

Le solaire

Même si son taux de croissance est de 40 % sur les trois dernières années, l'énergie solaire ne représente que 6 % de la production électrique en 2023 (et 1,3 % de la consommation totale d'énergie en 2021). Seuls 6 % des toits sont équipés de panneaux solaires en Suisse. D'importants projets fleurissent pour le solaire alpin (fourniture d'énergie en hiver, quand la Suisse en a besoin). Mais fleurissent aussi les oppositions des défenseurs de l'environnement...

L'éolien

L'éolien n'a fourni que 0,06% de l'énergie totale consommée en Suisse en 2021. En un seul jour de mai 2021, les 1300 éoliennes d'Autriche ont généré la moitié de la production annuelle de nos 41 installations suisses! Les Suisses semblent plus sensibles que les Autrichiens à la protection du paysage. «*Not in my backyard!*», «*Pas d'ça chez nous!*» Dommage, car l'éolien complète bien le solaire en hiver, quand le soleil est moins abondant et que des vents soutenus balaient le territoire.

2050

Le 18 juin 2023, le peuple suisse a adopté la *loi sur le climat*. Pour atteindre l'objectif de «zéro émission nette» à l'horizon 2050, il va falloir investir des milliards dans des énergies renouvelables capables de produire l'électricité nécessaire. L'Office fédéral de l'énergie table sur des besoins en électricité supérieurs de 30% à 50% à ceux d'aujourd'hui. Le changement des systèmes de chauffage ou le remplacement des moteurs à essence se fera en effet par une consommation d'électricité nettement accrue. On peut certes augmenter un peu la hauteur des barrages (gains de 10%), mais pour le reste, il va falloir accepter certains compromis: pose de panneaux solaires un peu partout, forêts d'éoliennes au milieu de forêts de sapins, etc. Une étude d'Axpo de juillet 2023 montre que la Suisse aura besoin de 800 éoliennes (41 actuellement) et d'une surface de panneaux solaires équivalente à la moitié du lac de Neuchâtel! L'acceptation par la population est loin d'être acquise...

À moins qu'émerge une société de la «sobriété collective» où tout est mis en place pour réduire considérablement la consommation d'énergie (moins de déplacements, rapide isolation des bâtiments, moins de téléchargements d'images de chats qui se mordent la queue, etc.). Qui commence? Ou qui va l'imposer?

« Si les efforts de sobriété sont laissés à la responsabilité individuelle, l'histoire récente nous enseigne qu'ils resteront, comme les serments d'amour, une promesse d'ivrogne. »

YVES PETIGNAT, *Le Temps*,
24 septembre 2022

P. 218 Proportions

Part des énergies renouvelables dans la consommation totale

Suède	62,6%	Suisse	28,0%	Allemagne	19,2%
Finlande	43,1%	UE-27	21,8%	Monde	16,1%
Portugal	34,0%	France	19,3%	Luxembourg	11,7%

Source: Eurostat,
chiffres 2021

Plusieurs pays d'Europe produisent déjà plus d'un tiers de leur consommation à l'aide des énergies renouvelables. Grâce à son hydroélectricité, la Suisse occupe une position assez favorable dans ce classement (et un peu trompeuse en regard des nouvelles énergies renouvelables).

La croissance moyenne de l'usage des énergies renouvelables par rapport à la consommation totale dans les pays de l'UE n'est que d'environ 1% par année. Pas sûr que le climat s'accommode de ce rythme de sénateur à la sieste.

Le paradoxe chinois

Les Chinois produisent déjà plus d'énergie solaire que le reste du monde réuni et environ 40% de l'énergie éolienne sur terre. Dans les trois prochaines années, la capacité de production d'énergies renouvelables de la Chine va encore doubler! Parfois le dirigisme a du bon (parfois, seulement!)

Paradoxalement, la Chine est aussi le premier émetteur de gaz à effet de serre, avec environ 30% des émissions mondiales. La Chine annonce un pic de consommation des énergies fossiles vers 2030 et une neutralité carbone vers 2060. D'ici là, le fleuve Jaune a le temps de changer de couleur.

Le cas indien

La trajectoire énergétique de l'Inde nous concerne tous. D'ici à 2040, la première puissance démographique mondiale va augmenter sa consommation d'énergie de 70%. Pour le bien de la planète, il faut que l'Inde réduise sa dépendance au charbon, développe ses énergies renouvelables, électrifie ses transports terrestres et ferroviaires et développe des méthodes d'agriculture durable. Un immense défi qui nécessitera un financement massif.

P. 222 Erratum!

Contrairement à ce qu'on vous annonce en bas de page, l'hydrogène existe bel et bien à l'état naturel! C'est la découverte stupéfiante faite récemment en divers endroits de la planète, et notamment en France voisine, en Lorraine, dans une mine de charbon, où les quantités découvertes semblent très prometteuses (des recherches ont aussi lieu durant cet été 2023 en Valais). L'hydrogène est un gaz très puissant dont les molécules contiennent trois fois plus d'énergie que le pétrole. Ces découvertes pourraient avoir des conséquences aussi révolutionnaires que le forage des premiers puits de pétrole dans l'Amérique des années 1860. Nous en sommes aux premiers balbutiements et la route est encore longue pour l'hydrogène *blanc*, ou naturel.

« L'hydrogène naturel, c'est le pétrole de demain, en mieux, parce que cette énergie est parfaitement propre. »

ERIC GAUCHER, géologue et professeur
à l'Université de Berne, 24 heures, 5 juillet 2023

L'hydrogène *vert*, produit à partir d'eau et d'énergies renouvelables, offre aussi d'intéressantes promesses. Sa production en mer, grâce à des éoliennes *off shore*, pourrait contribuer substantiellement à l'accélération de la transition énergétique.

P. 227 Population mondiale

L'explosion démographique mondiale est le phénomène le plus spectaculaire de l'histoire de l'humanité. Plus de monde, c'est plus de production, plus de prélèvements sur les ressources naturelles, plus d'échanges, plus de déchets, plus de pollution de l'air, de l'eau, du sol, plus d'impact sur la biodiversité, moins de place pour la nature, moins d'animaux sauvages, moins de forêts tropicales... Mais, plus de monde, c'est aussi plus de rencontres, plus d'échanges culturels, plus de génies, plus de grands artistes. Malheureusement, plus de monde, c'est aussi plus de haine, plus d'intolérance, plus de murs, plus de frontières, plus de rejets. Plus de monde, c'est des fois bien, mais ça pourrait bien, cette fois, devenir moins bien.

« *Croissez et multipliez!* »

Bible, Genèse 1:28

C'est bon, c'est fait. Peut-être que le Créateur eut dû préciser quand lever le pied...

Croissance de l'humanité (chiffres arrondis)	Événements	Époques	Population	Croissance
	De la grippe espagnole au Covid	De 1920 à 2020	2 mia. → 8 mia.	× 4
	Du babyboom au papyboom	De 1950 à 2050	2,5 mia. → 10 mia.	× 4
	De Napoléon à Trump Jr	De 1800 à 2050	1 mia. → 10 mia.	× 10
	De Khéops au KO (?)	De -2500 à 2050	10 mio. → 10 mia.	× 1000!!!!

Croissance démographique de 1960 à 2021	Source: Banque mondiale	Éthiopie	+ 453%	États-Unis	+ 84%	Allemagne	+ 14%
		Nigeria	+ 380%	Suisse	+ 63%	Croatie	- 6%
		Inde	+ 218%	France	+ 45%	Lettonie	- 11%
		Chine	+ 118%	Italie	+ 18%	Bulgarie	- 13%

P. 228 10 milliards d'êtres humains, quand?

En 2054, d'après *World Population Prospects 2022* des Nations unies. Sauf qu'en trente ans, il peut se passer plein de choses... Dès le milieu du siècle, la population stagnera ou déclinera dans toutes les régions du monde, sauf en Afrique subsaharienne qui sera alors presque l'unique moteur de la croissance démographique.

P. 229 Population par pays

En mio. d'habitants.
Estimation ONU
au 1.1.2024

Inde	1435	Brésil	217	Philippines	118
Chine	1425	Bangladesh	174	Égypte	114
États-Unis	341	Russie	144	RD Congo	104
Indonésie	279	Mexique	129	Vietnam	99
Pakistan	243	Éthiopie	128	Iran	89
Nigeria	227	Japon	123	Turquie	86

Chine

En 2022 – pour la première fois depuis 1960-1961 (famine qui fait des dizaines de millions de morts à cause d'un dictateur peu éclairé) – la Chine a vu sa population baisser, d'environ 850 000 personnes. Même si les Chinois sont autorisés à avoir 3 enfants depuis 2021, la natalité continue de s'effondrer. On pense que la population chinoise pourrait retomber à 700 millions d'habitants en 2100, niveau qu'elle avait en 1960.

« *Sept cents millions de Chinois* »

Et moi, et moi, et moi... »

Intro du tube *Et moi et moi et moi*
de Jacques Dutronc, 1966

Inde

Avec 1,5 milliard d'Indiens annoncés pour 2029, l'Inde a déjà ravi à la Chine la position de première puissance démographique. Un quart de la population indienne a moins de 15 ans. La population en âge de travailler augmente de 10 millions de personnes par année. Ce qui devrait être un avantage pour un pays ne l'est pas forcément en Inde où règne le sous-emploi chronique. Beaucoup de jeunes n'ont que des boulots à temps partiel, mal payés. Seul un tiers des femmes travaillent. Économiquement, le tigre indien peut continuer à rugir, il est encore loin de sauter au cou du dragon chinois.

Raisons de la croissance

Pourquoi la population mondiale continue-t-elle d'augmenter (au rythme de 75 à 80 millions de personnes par année), alors que – dans tous les pays du monde – on fait nettement moins d'enfants depuis quelques décennies ? Trois raisons :

- la transition démographique n'est pas terminée : pour de nombreux pays, elle s'achèvera dans la 2^e partie du siècle ;
- l'espérance de vie augmente : plus de gens qui vivent plus longtemps, c'est plus de gens tout court ;
- la mortalité infantile diminue : les enfants en bas âge meurent heureusement moins et contribuent ainsi davantage à la croissance de population.

P. 231 Taux de fécondité

Tous les pays connaissent tendanciellement une chute du taux de fécondité (nombre d'enfants par femme). Elle est moindre en Afrique, mais importante en Europe, et tout à fait spectaculaire dans certains pays d'Asie. Malgré cette baisse, l'humanité devrait atteindre les dix milliards d'habitants au milieu du siècle.

« On a plus d'enfants quand ils apportent quelque chose et moins quand ils deviennent une charge. »

PHILIPPE WANNER, professeur de démographie, UNIGE

Nombre moyen d'enfants par femme

ONU, chiffres 2021

Niger	6,82	Monde	2,32	Russie	1,49
Nigeria	5,24	Inde	2,03	Italie	1,28
Éthiopie	4,16	France	1,79	Chine	1,16
Égypte	2,92	Suisse	1,52	Corée du Sud	0,88

P. 234 Vieillesse généralisée

La population mondiale vieillit. La part de la population âgée de 65 ans et plus devrait passer de 10 % en 2022 à 16 % en 2050. Les seniors seront 1 milliard en 2030 déjà.

Europe vieillissante

Avec un taux de fécondité de 1,48 (enfant par femme en 2021), l'Europe est entrée depuis longtemps dans une phase de vieillissement et de déclin démographique. En fait, l'Europe se trouve en phase de « dépopulation » mais pas encore de dépeuplement. Sa population continue à augmenter légèrement, mais uniquement en raison d'une immigration parfois importante et, à certains endroits, de moins en moins bien acceptée.

Cas de l'Italie

Avec un taux de fécondité de 1,24 enfant par femme en 2022, l'Italie est le pays d'Europe où les femmes ont le moins d'enfants. Précarité, difficulté pour les femmes de concilier maternité et vie professionnelle, le gouvernement a beau doper les primes de naissance, rien n'y fait ! En Sardaigne, le taux de fécondité est même tombé à 0,95 enfant par femme, un des taux les plus bas du monde. À ce rythme, la population italienne sera divisée par deux dans un demi-siècle.

« La dénatalité est un tremblement de terre silencieux et invisible, mais qui dévastera notre pays. »

ALESSANDRO ROSINA,
prof. de démographie, Université de Milan

P. 235 Une Suisse à 9 millions d'habitants

La population suisse devrait franchir le cap des 9 millions d'habitants à la fin de l'année 2023. Le solde migratoire attendu pour cette année, ainsi que l'intégration des dizaines de milliers de requérants d'asile (majoritairement des Ukrainiens présents depuis plus d'une année sur notre territoire) vont un peu affoler les compteurs cette année. Les octogénaires de notre pays peuvent dire qu'au cours de leur vie, la population suisse a plus que doublé (4,5 millions d'habitants en Suisse à la fin de la Seconde Guerre mondiale).

Personne n'imaginait un tel scénario en 1985. La Suisse comptait alors 6,5 millions d'habitants, le taux de fécondité était déjà aussi faible qu'aujourd'hui (1,5 enfant par femme), et les perspectives démographiques prévoyaient une population suisse entre 4,9 et 6,7 millions d'habitants pour 2040! Avec, à l'époque, une balance migratoire nulle, on imaginait que la Suisse allait perdre un million d'habitants tous les vingt ans et que le dernier descendant des Waldstätten éteindrait la lumière dans le courant du XXII^e siècle...

Tout a changé à partir de la fin des années 1990. Les accords bilatéraux avec l'Union européenne favorisent la transformation de l'économie suisse qui attire une forte population étrangère possédant un niveau de qualification souvent élevé. Depuis 2002 et l'introduction de la libre circulation, le nombre d'habitants a augmenté de 1,4 million. Il n'est plus question de savoir qui éteindra la lumière, mais bien qui allumera la mèche du feu d'artifice – ou plutôt qui donnera le départ de l'envol de drones lumineux, plus écologiques – célébrant le 10 millionième habitant de ce petit bout de terre d'Europe.

Évolution de la population entre 2001 et fin 2021
En mio. d'habitants

Suisse	7,2 → 8,7	+ 21%
France	59,1 → 67,8	+ 15%
Autriche	8,0 → 8,9	+ 11%
Italie	57,0 → 59,0	+ 3,5%
Allemagne	82,3 → 83,2	+ 1%

Une Suisse à 10 millions d'habitants ?

La barre des 10 millions d'habitants se profile à un horizon de plus en plus rapproché. Dans un communiqué du 24 août 2023, l'OFS choisit comme « scénario de référence » – le plus probable – celui qui décrit une Suisse atteignant les 10 millions d'habitants en 2040. Le débat démographique, notamment en lien avec l'immigration, promet donc d'être vif dans notre pays. L'UDC en fait déjà un argument politique en lançant une initiative populaire afin d'éviter d'arriver à ce chiffre symbolique.

Certains voient dans cette forte croissance démographique un indicateur réjouissant de bonne santé économique. D'autres décèlent au contraire des risques importants en matière d'occupation du territoire, de logement, de mobilité, d'atteintes à l'environnement, etc. Certains milieux conservateurs évoquent le risque de dilution de l'identité nationale dans ce grand « brassage des populations ». Il est vrai qu'aujourd'hui 40% de la population résidente de plus de 15 ans, avec ou sans passeport suisse, sont issus, à un titre ou à un autre, de l'immigration. Le spectre de la « surpopulation étrangère » – qui amena plusieurs fois la population suisse aux urnes dans les années 1970 – pourrait bien réapparaître dans les prochaines votations.

P. 236 Données démographiques récentes

Chiffres 2022

° 1,29 pour les Suissesses et 1,64 pour les femmes étrangères

* dont deux hommes devenus femmes dans la tranche d'âge 75-79 ans. Jamais trop tard pour être en accord avec soi-même.

Population	8 865 270 (au 31 mars 2023)
Naissances	82 371
Décès	74 425
Accroissement naturel	7 946
Solde migratoire	81 345 (équivalent de la ville de Lucerne)
Nombre d'enfants par femme	1,39 (1 femme sur 4 n'a pas d'enfant)
Âge moyen des mères au 1 ^{er} enfant	31,2 ans
Âge moyen des mères à la maternité	32,3 ans
Mariages	37 900 (sexe différent) + 800 (même sexe)
Divorces	16 200
Changement de sexe	1 200 personnes*
Espérance de vie à la naissance	H 81,6 ans – F 85,4 ans
Espérance de vie en bonne santé (perçue)	H 78,8 ans – F 82,8 ans
Espérance de vie à 65 ans	H 19,8 ans – F 22,5 ans
Âge médian	42,78 ans (à fin 2021)
Suisses de l'étranger	800 041, dont 64 % vivent en Europe

P. 237 Population par canton

Au 31 mars 2023

ZH: 1 590 063 – BE: 1 057 252 – VD: 835 516 – GE: 517 310 – Valais: 359 228 – Fribourg: 336 213 – NE: 177 185 – JU: 74 101

P. 238 Population étrangère

Au 31 décembre 2022

* Femmes: 36 % – Françaises et Français: 59 %

Population résidente permanente étrangère	2 241 854
Non permanente	44 429
Pourcentage (total)	26 %
Population active étrangère	33 %
Travailleurs frontaliers*, au 1 ^{er} avril 2023	386 331
Naturalisations, en 2022	41 566

P. 240 Nombre moyen d'enfants par femme

2020: 1,46 – 2021: 1,52 – 2022: 1,39

Comme partout dans le monde, le taux de fécondité s'effondre. Pandémie, guerre en Ukraine, résurgence de l'inflation, l'heure n'est pas à la copulation reproductive...

P. 242 Structure par âge de la population

Chiffres 2022

0 à 19 ans: 19,9 % – 20 à 64 ans: 60,9 % – 65 ans et plus: 19,2 %

L'heure du croisement des courbes est pour bientôt. Dans les toutes prochaines années, et pour toujours (!), la Suisse comptera plus de seniors que de juniors.

P. 243 Ratio de dépendance

2021: 31,2 % - 2022: 31,5 % (soit un nombre d'actifs par retraité de 3,17).

Les seniors sont de plus en plus nombreux par rapport à la population active.

Controverse

Le graphique semble démontrer qu'en 1950, 6 actifs travaillaient pour financer la rente d'un retraité. Rien n'est plus faux. Le ratio de dépendance montre qu'il y avait bien 6 « adultes en âge de travailler » pour une personne de plus de 65 ans. Or, à l'époque, très peu de femmes adultes avaient un salaire permettant de cotiser à l'AVS. Il est donc erroné d'affirmer que les difficultés actuelles de financement des systèmes de retraite proviennent du fait qu'on a deux fois moins d'actifs (environ 3 actuellement) par rapport aux seniors qu'il y a septante ans. On en a moins, certes, mais pas à ce point-là.

Cas particulier du Tessin

Le Tessin est la région d'Europe où on vit le plus longtemps. D'après Eurostat, l'espérance de vie moyenne de ses résidents y est de 85,7 ans, contre une moyenne nationale de 83,5 ans. En 2025, les 65 ans et plus devraient représenter 26 % des habitants et 34 % en 2050, année où le canton comptera 64 seniors pour 100 personnes en âge de travailler, soit exactement le double de la moyenne suisse actuelle. Les défis (EMS, systèmes de soins, mobilité, logement, etc.) et les coûts s'annoncent énormes.

Nombre de centenaires	La Suisse comptait 12 centenaires (toutes des femmes!) en 1950. <i>Iels</i> étaient 1888 en 2021, dont 82% de femmes.
P. 243 Financement des systèmes de retraite	<p>La Suisse n'en finit pas (et n'en finira jamais!) d'ajuster le financement de son système de retraite à l'évolution démographique et sociale. Après avoir trouvé une solution de stabilisation provisoire du 1^{er} pilier – en contraignant les femmes à travailler jusqu'à 65 ans, notamment – il va falloir réformer un deuxième pilier très inégalitaire où les femmes sont pour l'instant les grandes perdantes. Débats houleux en vue. La France nous a montré à quel point le dossier des retraites peut être explosif... C'est la France, d'accord, mais quand même.</p> <p><i>« Pour être solidaire, il faut d'abord être solide. »</i></p> <p><small>CHRISTOPHE REYMOND, directeur du Centre patronal vaudois, 24 heures, 6 septembre 2022, au sujet de la réforme du 1^{er} pilier</small></p> <p>En matière de 2^e pilier, un peu moins de la moitié des femmes touchent une rente, contre 70% des hommes. Le montant touché par les femmes est de 47% inférieur à celui des hommes. Cette différence s'explique par des parcours professionnels plus chaotiques et des salaires plus bas durant la vie active.</p>
P. 244 Manque de population active	<p>D'après une enquête d'UBS en 2022, 80% des sociétés sondées affirment avoir des difficultés à pourvoir les postes vacants, contre 65% en 2021 et 45% en 2020. Deux tiers des entreprises estiment que les changements démographiques sont la principale cause de la pénurie de main-d'œuvre. Désormais, plus de travailleurs partent chaque année à la retraite que de nouveaux engagés n'arrivent sur le marché du travail.</p> <p>On estime qu'il manquera en Suisse 220 000 à 250 000 travailleurs d'ici à 2030. L'augmentation de l'immigration ne constituera qu'une mesure d'appoint, tant sont grandes – à certains endroits – les résistances sociales et politiques. Dans certaines campagnes de certaines régions (que nous ne nommerons pas...), on veut : 1. conserver son niveau de vie, 2. limiter au maximum l'immigration, 3. continuer à faire de moins en moins d'enfants, selon la tendance actuelle. Il va falloir une petite leçon de trigonométrie (ou d'économie politique) pour revoir les angles du triangle. Si on veut conserver le confortable niveau de vie actuel, il va falloir ouvrir les vannes de l'immigration. À défaut, il conviendra d'accepter une baisse du niveau de vie. À moins qu'un dictateur (Mao et Ceausescu l'ont fait) contraigne les couples à augmenter significativement – et rapidement – le nombre de leur progéniture. Ce n'est pas l'option la plus probable. Ni la plus souhaitable d'ailleurs.</p> <p>Il existe toutefois quelques pistes prometteuses pour pallier la pénurie de main-d'œuvre. Dans ce domaine, la Suède pourrait être un modèle à suivre: c'est le pays d'Europe qui possède le taux d'activité le plus élevé tant chez les femmes que chez les 65 ans et plus. Une meilleure intégration dans la vie professionnelle des seniors et des mamans qui retournent sur le marché du travail pourrait atténuer les effets de cette lame de fond que représentent les changements démographiques.</p>
P. 245 Augmentation des coûts de la santé	<p>En Suisse, les coûts de la santé – plus de 10 000 francs par habitant par année! – augmentent plus vite que la croissance économique. Le vieillissement de la population explique en partie cette situation. Une autre explication se profile cependant. Selon l'OCDE, deux tiers de l'augmentation des dépenses de santé des pays développés proviennent en réalité du progrès technique, des nouveaux traitements et des soins qui améliorent non seulement l'espérance de vie mais aussi le confort des patients. Dans ces conditions, seuls quelques politiciens feignent de croire (ou faire croire) qu'il est possible de stabiliser une fois pour toutes les coûts de la santé. Les experts de la santé, eux – dans les conditions actuelles – n'y croient guère. Hausse continue des primes en vue...</p>

P. 252 Climat	De plus en plus chaud... (voir chap. 7). On a relevé 20,9 °C à Delémont le 1 ^{er} janvier 2023, température la plus élevée jamais enregistrée au nord des Alpes pour un jour de janvier. Depuis cent cinquante ans, début des premières mesures précises, le thermomètre a grimpé en moyenne de 2,4 °C dans notre pays. L'agriculture, le tourisme, la santé, la construction sont parmi les secteurs les plus touchés par ces hausses de température.
Faune et flore	Environ 56 000 espèces d'animaux, de plantes et de champignons ont été répertoriées à ce jour en Suisse. Parmi elles, 39 vivent exclusivement sur notre territoire. Chiffre plus inquiétant : 35 % de l'ensemble des espèces connues sont menacés d'extinction.
P. 253 Transports	Sur les 5200 km de lignes de chemin de fer en Suisse, environ 3200 sont gérés par les CFF qui transportent chaque jour 1,16 million de passagers (1 Suisse sur 7) et 180 000 t de marchandises sur les plus de 11 300 trains qui circulent quotidiennement.
Ilya 200 ans	En 1822, pour aller de Lausanne à Genève autrement qu'à pied, il fallait compter au moins 7 heures. Une diligence à cinq chevaux était juste capable de tenir son rythme de 8 à 10 km/h de moyenne. Pour se rendre à Berne depuis Lausanne : départ de la place St-François à 7 h du soir pour une arrivée vers 10 h du matin dans la capitale fédérale. Premières choses à faire en arrivant : rassembler son ossature brisée par l'inconfort du voyage et régler sa montre sur « l'heure de Berne » – chaque ville avait sa propre heure – qui deviendra l'heure de toute la Suisse en 1853 seulement.
Logements	Entre 1980 et 2020, la surface totale des logements a augmenté de 87 % alors que la population suisse n'a progressé que de 37 %. La surface moyenne à disposition par habitant a ainsi passé de 34 à 46,3 m ² .
Spécialités suisses	On estime que 6000 personnes jouent régulièrement du cor des Alpes en Suisse. Et d'une ! Quelques milliers d'autres – ou probablement un peu les mêmes – s'adonnent au <i>hornuss</i> , essentiellement dans les cantons de BE, AG et SO. Sorte de « balle brûlée » jouée en plein champ, le jeu consiste à envoyer un genre de palet posé sur une rampe de lancement en direction du camp adverse à l'aide d'une tige flexible. Les joueurs de l'équipe opposée doivent intercepter le <i>hornuss</i> avec leur palette avant que celui-ci ne touche le sol. Inattentif à la trajectoire du palet de 80 g lancé à 300 km/h, un joueur est mort dans le canton de Berne en juin 2023.

Suisse : village de quatre-vingt-dix-huit (!) habitants, situé en Moselle, à 50 km de Metz (F)

P. 254 Dépendance	La Suisse « indépendante et neutre » est un mythe qui n'a plus rien à voir avec la réalité d'aujourd'hui. La dépendance économique de la Suisse vis-à-vis de l'étranger se traduit par les chiffres suivants : <ul style="list-style-type: none"> — dépendance à la main-d'œuvre étrangère : 33 % ; — dépendance alimentaire : environ 50 % ; — dépendance énergétique : plus de 70 % ; — dépendance en matières premières (métaux, notamment) : presque 100 %. Indépendante, la Suisse ?
--------------------------	--

« La prospérité de la Suisse dépend de la prospérité de ceux dont nous dépendons. »

REGULA RYTZ, présidente d'Helvetas

Neutralité suisse

Le principe de la neutralité suisse refait débat dans le cadre de la guerre en Ukraine. L'affaire n'est pas nouvelle. Soi-disant « neutre » durant la Seconde Guerre mondiale, on sait maintenant que la neutralité de la Suisse fut... à géométrie variable. Notre pays a fourni des armes aux Alliés (un peu) et aux nazis (un peu plus, et même beaucoup plus). Pas la peine de brûler la photo de votre arrière-grand-père durant la mob' ; face à de telles menaces, il n'est pas certain qu'on serait plus vertueux aujourd'hui...

« *On travaille six jours sur sept pour le fascisme, et le septième on prie pour la victoire des Alliés* ».

Dicton qui circulait en Suisse alémanique durant la guerre.

Innovation

La Suisse s'affiche régulièrement sur les podiums de l'innovation et de la compétitivité. Elle est en fait condamnée à y figurer. Dépourvue de ressources naturelles, elle est contrainte à l'intelligence industrielle. Et pour elle, impossible de s'endormir sur ses lauriers. En matière de produits à haute valeur ajoutée (spécialité de notre pays), la concurrence, notamment chinoise, se rapproche. Il faut continuer, encore et toujours, d'innover.

P. 255 Population active par secteur

Situation au 1^{er} juillet 2023

Primaire	111 000	2,1%
Secondaire	1 060 000	20,2%
Tertiaire	4 067 000	77,7%
Total	5 238 000	100%

P. 256 L'agriculture

Dur, dur, le métier d'agriculteur/trice : pression de la concurrence (libre-échange forcé à l'échelle internationale), bureaucratie souvent compliquée à l'excès, conditions climatiques de plus en plus difficiles (gelées tardives, manque d'eau ou inondations), prix à la production souvent ridicules face aux marges de la grande distribution. Dans ces conditions, 3 exploitations mettent la clé sous le paillason chaque jour. En 2023, on compte à peine 47 000 exploitations agricoles en Suisse. Et comme la moitié des chefs d'exploitation ont plus de 50 ans, on s'attend à une forte concentration à l'avenir (moins d'exploitants sur des domaines plus grands).

Chimie et agriculture

Encore un domaine où il sera difficile de mettre tout le monde d'accord. Les statistiques agricoles (Office fédéral de l'agriculture) font état d'un fort recul de l'usage des produits phytosanitaires conventionnels et annoncent une baisse de 37% des volumes utilisés en treize ans. Les détracteurs admettent la baisse de quantité mais parlent de l'emploi de molécules de plus en plus puissantes. Le même office se réjouit (2022) « d'une évaluation très positive de la diminution des risques liés à l'utilisation des pesticides ». Certes. En attendant, les sols, les cours d'eau et les lacs sont durablement pollués par un usage inconsideré de la chimie dans la pratique agricole. Pas facile d'arbitrer entre rentabilité économique et santé de la population...

Si pas bio local, local ou bio? Bio!

Différentes études confirment que le transport n'a qu'une faible incidence sur le volume total des émissions de gaz à effet de serre dues au commerce international de marchandises. Cinq sixièmes de la production suisse s'effectue à l'aide de produits chimiques. Ainsi, pour la planète, mieux vaut consommer « made in green » que « made in Switzerland »... si pas *green* ; le mieux, bien sûr, étant de consommer « Bio suisse », et en saison !

P. 257 Production indigène

Chiffres 2021

En % de l'apport énergétique fourni pour chaque catégorie d'aliment :

Produits laitiers	114 %	Boissons alcoolisées	12 %	Huiles et graisses	23 %
Fruits	21 %	Viande	84 %	Œufs	59 %
Légumes	39 %	Pommes de terre	65 %	Poissons	2 %
Céréales	46 %	Sucre	51 %	Moyenne	52 %

Vins suisses

Les vins suisses ont atteint une part de marché de 37% en 2022, contre 35,4% en 2021.

P. 258 L'industrie	Malgré des salaires élevés et un franc fort, la production industrielle suisse résiste bien. Un travailleur sur 5 en Suisse (plus d'un million au total) se rend tous les matins à l'usine ou sur un chantier. L'industrie suisse est considérée comme résiliente (s'adapte bien aux crises ou autres contraintes), innovatrice et performante.
Industrie automobile	En Suisse, on fait de tout... sauf des voitures. Aucune production automobile de masse dans notre pays. Ce ne fut pas toujours le cas. À Schinznach (AG), on fabriquait environ 1000 voitures Chrysler Vaillant par année avant de baisser le rideau en 1972. L'usine General Motors de Biemme, elle, ferma ses portes en 1975 après avoir monté 329 864 véhicules des marques Buick, Chevrolet, Oldsmobile, Cadillac, Vauxhall et Opel.
P. 259 L'horlogerie	Après une période Covid très compliquée, les exportations horlogères ont explosé tous les records en 2022 : 24,8 milliards de francs pour les ventes de montres suisses à l'étranger ! Et nouveau record absolu au premier semestre 2023 ! Le nombre de montres-bracelets exportées est assez stable (15,8 millions), mais le prix moyen ne cesse d'augmenter (1569 dollars). Tout le contraire de la Chine qui a exporté la quantité astronomique de 540,5 millions de pièces, mais à un prix moyen de... 4 \$!
Le tourisme	Après deux années marquées par la crise du Covid, le tourisme international s'est redressé nettement en 2022. Les recettes des visiteurs étrangers en Suisse ont atteint un niveau inespéré une année auparavant avec 16,6 milliards de francs (contre 11 milliards en 2021). Parallèlement, les dépenses des résidents suisses en voyage à l'étranger ont augmenté de 60,7 % par rapport à 2021 et se sont établies à 16,8 milliards de francs. Malgré ces bons chiffres, les volumes étaient environ 10 % inférieurs à ceux d'avant la pandémie. Par contre, les chiffres du premier semestre 2023 sont excellents ! Les hôtels helvétiques ont enregistré un bond de 13,8 % des nuitées par rapport au 1er semestre 2022. Les nuitées sont même supérieures de 3,6 % par rapport à 2019, dernière année avant la pandémie de Covid-19. Ces excellents résultats sont dus en grande partie au retour de la clientèle américaine et à la reprise, certes encore timide, du tourisme asiatique (les Chinois, par exemple, ne reviennent qu'au compte-gouttes). Le tourisme de ville tire son épingle du jeu. Si le tourisme d'affaires y fléchit – on se contente désormais de visioconférences – le tourisme de loisirs se développe dans nos grandes villes. On peut même y associer les deux : on parle de <i>bleisure</i> (<i>business & leisure</i>) pour décrire un voyage d'affaires et de loisirs.
Étymologie	C'est Thomas Cook, premier organisateur de voyages dans l'Angleterre du milieu du XIX ^e siècle qui parle de ses clients participant à ses « Tours » en les désignant sous le terme de « tourists ». Quelques dates symboliques de l'organisation des voyages : 1841 : premier voyage organisé (train + repas pour 570 personnes sur 20 km...) 1872 : premier tour du monde (avec 10 personnes sur 222 jours !)
P. 262 Les salaires	En 2022, les salaires nominaux ont progressé en Suisse de 0,9 %.
Écarts régionaux	En 2020, le salaire mensuel brut médian variait considérablement selon les régions : Zurich 7113 – Région lémanique 6731 – Moyenne suisse 6665 – Tessin 5546.

Salaires hommes-femmes

La dernière grande enquête de l'OFS sur les salaires (publiée en 2022, chiffres 2020) montre que – pour des emplois à plein temps – les femmes disposent d'un salaire *moyen* en Suisse inférieur de 18 % à celui des hommes (salaires mensuels bruts : F 6817 – H 8317, versés 12 fois). L'écart est de 19,5 % dans le secteur privé et de 15,1 % dans le secteur public. Il était en moyenne de 19 % en 2018.

Salaires moyen

L'écart de salaires moyens entre hommes et femmes est considérablement plus élevé en Suisse (18 %) qu'il ne l'est en moyenne dans les pays de l'Union européenne (13 %).

Comparaisons internationales

Écart pour certains pays de l'UE : Italie 4 % – Espagne 9 % – Portugal 11 % – France 16 % – Allemagne 18 % – Estonie 21 % – Lituanie 22 %.

L'écart très élevé de la Suisse s'explique par le fait que certains hommes gagnent des salaires mirobolants (en millions par année), ce qui est rarement le cas des femmes. Inclus dans les chiffres pour calculer la moyenne, ces salaires hors-norme faussent la perception globale en tirant la moyenne artificiellement vers le haut. Mieux vaut donc se concentrer sur le salaire médian, plus représentatif.

Salaires médian

En s'appuyant sur le salaire *médian*, la différence passe à 10,8 % (F 6211 – H 6963). L'écart médian baisse, peu, mais régulièrement (15,6 % en 2010, 11,5 % en 2018). Plus de la moitié de la différence s'explique par des facteurs objectifs tels que la formation, la position dans l'entreprise, le type d'activité, etc. Une part importante de la différence salariale (47,8 %) constitue ce qui est pudiquement appelé une « part inexpliquée », qu'on peut donc attribuer au genre et qui constitue une discrimination qui n'a pas lieu d'être. Rapportée au salaire médian, cette discrimination genrée peut donc être estimée à environ 360 francs par mois, 4300 francs par année et 180 000 francs sur une vie... pour un même travail. Il y va de l'honneur de tous de mettre fin à ces scandaleuses inégalités financières.

P. 263 Les prix

Il ne vous a pas échappé que, chez nous, ... tout est cher. Imaginez ce que doit ressentir un visiteur étranger ! Pour cela, comparez le niveau moyen des prix de son pays avec celui du nôtre. Vertigineux !

Niveau des prix en Suisse et dans le monde, chiffres 2022, UE-27 = 100

Suisse	174,3	Allemagne	108,9
Irlande	146,4	Italie	100,2
Danemark	144,5	Espagne	96,5
Norvège	142,9	Pologne	61,5
États-Unis	133,1	Bulgarie	58,7
Japon	112,1	Roumanie	57,8
France	110,1	Turquie	40,0

Source : Eurostat

Risch : jolie petite commune de bord de lac du riche canton de Zoug

Marc Rich : fondateur du géant zougois des matières premières Glencore

P. 265 Le pouvoir d'achat

Évolution récente du pouvoir d'achat, ou niveau de vie, ou salaires réels

Variation par rapport à l'année précédente

	Salaires nominaux	Inflation	Salaires réels
2020	0,8 %	- 0,7 %	+ 1,5 %
2021	- 0,2 %	0,6 %	- 0,8 %
2022	0,9 %	2,8 %	- 1,9 %

Entre mai 2020 et mai 2023, les salaires en Suisse ont globalement augmenté de 3%. Or, sur cette même période, les prix ont grimpé de 6%. La perte de pouvoir d'achat peut donc être estimée à 3%. Individuellement, chacun a intérêt à demander un rattrapage à son employeur en fin d'année. Collectivement, l'intérêt général consisterait à ne pas compenser ces hausses de prix, car les rattrapages salariaux risquent de déclencher la spirale prix-salaire, garantie d'une inflation durable... et d'une perte continue de pouvoir d'achat. Mais le jour où l'intérêt collectif primera sur les désirs individuels, les poules se brosseront les dents matin et soir.

P. 266 Performances économiques de la Suisse

L'économie suisse a bien résisté aux récentes crises. Elle se montre résiliente en encaissant mieux les chocs que ses voisins (grâce à sa très forte diversification qui joue le rôle d'amortisseur).

Variation du PIB sur 4 ans

	2020	2021	2022	2023*
Suisse	- 2,4	4,2	2,1	0,8
États-Unis	- 2,8	5,9	2,1	1,8
Allemagne	- 3,7	2,6	1,8	- 0,3
France	- 7,8	6,8	2,5	0,8
Royaume-Uni	- 11,0	7,6	4,1	0,4

* Prévisions juillet 2023
Source: FMI

P. 267 L'économie romande

Il est souvent intéressant de prendre un peu de recul. Voici les performances économiques relevées pour différentes économies entre 2001 et 2021.

Variation du PIB sur 20 ans

	Global	Annuel
Suisse romande	+ 47,0 %	+ 1,94 %
États-Unis	+ 46,6 %	+ 1,93 %
Suisse*	+ 40,0 %	+ 1,70 %
Union européenne*	+ 20,0 %	+ 0,92 %

* chiffres arrondis
Source: CREA/BCV

Ce succès remarquable de l'économie romande s'explique par la montée en gamme de nos industries au cours des vingt dernières années. Une part croissante de l'économie romande se consacre à la fabrication de produits à haute valeur ajoutée, comme des montres, des machines, des instruments médicaux, des médicaments ou même des produits dérivés du café. De nombreuses entreprises (Nespresso, Lonza, Bobst, Firmenich, par exemple) ont vu leurs exportations croître remarquablement.

« On est dans la course, mais on n'est pas tout seul, la **concurrence** est vive. »

JEAN-PASCAL BAECHLER,
conseiller économique de la BCV

P. 268 Forces et faiblesses de l'économie suisse

Si la Suisse a relativement bien traversé les récentes turbulences de l'économie mondiale (pandémie, ruptures d'approvisionnement, guerre en Ukraine, crise énergétique, résurgence de l'inflation... ça fait beaucoup en trois ans!), elle va devoir faire face – comme toujours! – à de nombreux défis. Petits éléments glanés dans l'actualité des derniers mois.

Forces

Présence Suisse (unité rattachée au DFAE, chargée de la promotion de l'image de la Suisse à l'étranger) a interrogé plus de 11 000 personnes dans 18 pays en 2022. Il en ressort que la Suisse bénéficie toujours d'une très bonne image. Les premiers éléments cités pour caractériser notre pays sont, dans l'ordre: montagne – chocolat – beauté – montres – banques – fromage – neutralité – force et stabilité économiques – qualité de vie élevée.

« En Suisse, la seule chose qui manque, c'est le manque. »

ALEXIS FAVRE,
Le Temps, 31 mars 2022

Faiblesses

Dans les médias étrangers, on est plus critique face à la Suisse. La position de la Confédération par rapport à la guerre en Ukraine est souvent mal appréciée, notamment en ce qui concerne la politique des sanctions ou de réexportation de matériel militaire. La place financière suisse fait aussi l'objet de sévères critiques. La Suisse a certes aboli le secret bancaire, introduit l'échange automatique d'informations, mais elle demeure malgré tout un paradis fiscal (au même titre que l'Irlande ou le Luxembourg, par ailleurs) où les banques continuent à admettre des biens mal acquis. En matière de gestion de fortune, l'Union européenne parle même d'« industrie de l'évasion fiscale » concernant notre pays.

« Il reste facile de cacher l'identité des véritables bénéficiaires de certains véhicules financiers en Suisse. »

PAUL TANG, président de la sous-commission du parlement européen sur les questions fiscales, novembre 2022

Risques

Ce qui a fait la force de la Suisse semble parfois s'éroder. La politique du consensus n'est souvent plus qu'un vain mot. On se déchire, on s'invective (durant la période du Covid notamment), la vie politique se polarise, les extrêmes s'extrémisent. On ne décide plus, on reporte, on tergiverse. Le triste état du dossier européen (voir chap. 13) est le reflet d'une situation dont il est grand temps de sortir.

« En 1848, la Suisse avait accouché de la plus moderne Constitution d'Europe en 51 jours. Aujourd'hui, il faut 5 ans pour la moindre réformatte! »

MICHEL GUILLAUME,
journaliste, Le Temps, 1^{er} juillet 2023

P. 272 Fête(s) nationale(s)

En 1889, le gouvernement suisse décida que le 1^{er} août serait désormais jour de fête nationale. En 1891, on célébra ainsi le 600^e anniversaire d'un événement... qu'on n'avait jamais fêté jusqu'alors. Ou comment s'inventer un joli passé.

« Le pacte de 1291, dont on pense aujourd'hui qu'il est faux, ne contient même pas l'idée de la Suisse. C'est un accord de bon voisinage entre vallées. »

DOMINIQUE DIRLEWANGER,
historien et professeur vaudois

Des propositions sont faites pour introduire la date du 12 septembre comme jour férié permettant de célébrer la « vraie » fête nationale, en plus – ou en remplacement, sacrilège! – du 1^{er} août. Le 12 septembre 1848 marque la date de la première Constitution fédérale, début de la Suisse moderne. Il se trouve qu'à l'époque plusieurs cantons avaient rejeté cette Constitution, suite à leur défaite dans la guerre civile de 1847. Pas sûr qu'ils souhaitent se remémorer cette vieille rogne.

Alors, une fête, deux fêtes, pas de fête? Un feu le 1^{er} août pour le mythe et un vol de drones lumineux le 12 septembre pour la modernité? Le débat est lancé. Étincelles en vue.

P. 281 Travail des femmes

« Les femmes ont plus de mal à accéder au marché du travail; l'écart des conditions de travail et de rémunération s'est à peine réduit entre les sexes en vingt ans. »

ONU, Journée internationale des droits des femmes, 8 mars 2023

Les dernières nouvelles en matière d'égalité de genre au travail en Suisse sont mi-figue mi-raisin. En voici quelques-unes glanées au cours des douze derniers mois :

- La Suisse a chuté de 8 rangs dans le classement annuel du Forum économique mondial (WEF) de juin 2023 sur l'égalité entre les hommes et les femmes, passant à la 21^e place.
- La Suisse est 28^e sur 30 pays européens dans le classement du *Gender Overall Earnings Gap* qui mesure la différence entre les revenus cumulés des hommes et des femmes sur l'ensemble de la vie active.
- Elle occupe aussi les dernières places du *Glass Ceiling Index*, indicateur qui montre l'épaisseur du « plafond de verre », c'est-à-dire la difficulté pour les femmes des échelons inférieurs d'accéder aux échelons supérieurs de la hiérarchie professionnelle. C'est dans le secteur encore très conservateur des banques et des assurances que la couche de verre est la plus imperméable.
- Pourtant, la proportion de femmes dans les comités de direction des entreprises du *Swiss Market Index* (SMI) est passée de 19 à 24 % en 2022. Les directives en matière de genre sont désormais ancrées dans le droit suisse des sociétés. À partir de 2026, les sociétés cotées en Suisse devront compter 30 % de femmes au sein de leur conseil d'administration et 20 % dans les directions à partir de 2031. On y est presque : 31 % et 16 % en 2023.

Travail forcé

Le rapport 2023 du *Global Slavery Index* nous montre que 27,6 millions de personnes sont soumises à une forme de travail forcé dans le monde. Plus de 3 millions de ces travailleurs sont des enfants, dont la moitié sont victimes d'une exploitation sexuelle à des fins commerciales. En ajoutant les 22 millions de femmes mariées contre leur gré dans le monde, on arrive au total de 50 millions de personnes asservies (1 sur 160), un nombre qui ne cesse d'augmenter.

La Suisse figure malheureusement dans le classement des pays pratiquant une forme de travail forcé, mais – heureusement – à la dernière place (160^e). Le rapport estime à 4000 le nombre de personnes asservies dans notre pays (réseaux de prostitution, domestiques dans les missions diplomatiques ou travailleurs détachés sous-payés).

P. 282 Durée du travail dans le monde

Semaine de travail habituelle dans l'emploi principal à plein temps

Colombie	49,1 h	États-Unis	41,4 h	France	38,7 h
Mexique	48,2 h	Suisse	41,2 h	Norvège	38,5 h
Israël	44,2 h	Autriche	39,6 h	Pays-Bas	37,8 h
Nlle-Zélande	42,3 h	Allemagne	39,5 h	Danemark	37,8 h

Source : OCDE, année 2022

P. 283 Temps de travail en Suisse

Année 2022

Contrat de travail	41,7 h
– Absences au travail	2,4 h
+ Heures supplémentaires	0,7 h
= Temps effectif hebdomadaire	40,0 h

Les travailleurs à plein temps en Suisse effectuent en moyenne une heure en moins qu'en 2017. Cette réduction s'explique par une baisse des heures supplémentaires et une hausse assez prononcée des absences.

Alors qu'un collaborateur était absent du travail en 6 et 7 jours en moyenne par année entre 2010 et 2019, l'absentéisme a atteint 9,3 jours en 2022. Cette augmentation concerne surtout les plus jeunes travailleurs : elle s'explique par un rapport au travail différent et une santé mentale, semble-t-il, plus fragile.

Mères et travail

Une publication de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) nous apprend que 82 % des mères (femmes de 25 à 54 ans avec au moins un enfant de moins de 15 ans dans le ménage) étaient actives en 2021 en Suisse (contre 59,6 % en 1991). Près des trois quarts des mamans travaillent à temps partiel. Les mères d'enfants à charge travaillent en Suisse en moyenne à 55 %, alors que les pères travaillent, eux, à 91 %.

Nouveautés

«Tracances» : contraction de travail et vacances. Moment de la vie où l'on profite d'un lieu, généralement destiné aux vacances, pour pratiquer son activité professionnelle. Par exemple : télétravail aux îles Baléares. Les «tracances» se sont considérablement développées durant la pandémie.

Congé «patte-ternité» : avantage social créé par une firme canadienne accordé sous la forme de trois jours de congé à l'arrivée dans le foyer d'un animal de compagnie !

* En référence au signe "/" qui sépare les différentes activités quand elles sont énumérées.

«Slasheur*» : individu qui exerce plusieurs activités professionnelles. Cumuler plusieurs activités n'est pas quelque chose de nouveau. Ce qui l'est, c'est le fait de valoriser ce mode de travail. Exemple : consultante en communication /web designer/coach sportive.

P. 284 Niveau de formation

En vingt ans, le niveau de formation a considérablement augmenté en Suisse.

	2000	2020	
En % de la population active	École obligatoire	16,1%	10,7%
	Secondaire II	59,7%	44,0%
	Degré tertiaire	24,2%	45,3%

P. 285 Syndicats

Selon l'Union syndicale suisse (USS), 666 176 travailleurs étaient affiliés à un syndicat en Suisse en 2022 (905 000 en 1976, année record).

Grève

«Faire la grève» tire son origine de la place de Grève (aujourd'hui place de l'Hôtel-de-Ville), située sur la rive droite de la Seine à Paris. Des ouvriers y cherchaient du travail, par exemple décharger des bateaux. C'est aussi sur cette même place qu'on protestait plus tard pour de meilleures conditions de travail. Seules les mauvaises langues relèveront que l'expression vient de France...

France

Selon l'European Trade Union Institute, le nombre de jours non travaillés pour cause de grève par milliers de salariés a été de 79 en France sur la période 2020-2021, 27 en Belgique, 13 en Allemagne, 7 au Portugal et 1 en Autriche et en Suisse.

Suisse

En 2022, on a dénombré 9 cas de grèves impliquant 16 709 travailleurs – majoritairement dans le secteur de la construction – avec un total de 25 200 journées de travail perdues.

P. 286 Révolution numérique

L'intelligence artificielle (IA) – et encore bien davantage depuis l'arrivée tonitruante de *ChatGPT* – suscite les plus grandes craintes en matière de maintien des emplois. Rien de nouveau sous le soleil. À chaque révolution technologique, on crie au loup et on annonce une vague de licenciements. Il y a dix ans, l'Université d'Oxford prédisait qu'en vingt ans 47% des emplois aux États-Unis seraient mis en danger par les avancées technologiques. La fin du travail se profilait. À mi-chemin, il n'en est rien, bien au contraire : les États-Unis ont créé des emplois et les métiers à risque sont toujours bel et bien majoritairement occupés par des humains. Et actuellement, en Suisse, en Europe et aux États-Unis, c'est plutôt la pénurie de main-d'œuvre qui inquiète.

Doutes et inquiétudes

L'intelligence artificielle interroge au-delà des seules questions liées à l'emploi. N'est-on pas en train de créer un monstre dont les capacités cognitives pourraient rejoindre celles de l'humain dans quelques années ? L'IA pourrait un jour échapper à ses créateurs et dominer ou détruire l'humanité. Aucune régulation ne semble encadrer son développement.

« Il y a une plus grande réglementation pour la préparation d'un sandwich industriel que pour un système d'intelligence artificielle. »

YOSHUA BENGIO, chercheur canadien, pionnier de l'IA, 2023

Espoirs et enthousiasme

D'autres, au contraire, voient en l'IA un formidable outil au service de l'humanité, une technologie révolutionnaire qui va permettre de progresser à pas de géant.

« En tant qu'amplificateur de l'intelligence humaine, l'IA pourrait être à l'origine d'une nouvelle Renaissance, voire d'un nouveau siècle des Lumières. »

YANN LE CUN, chercheur français, responsable IA pour le groupe Meta, 2023

Craintes récurrentes

En 1832, effrayés par les nouvelles machines installées dans l'usine textile où ils travaillent, des ouvriers tisserands – craignant pour leur emploi – se regroupent et mettent le feu à l'usine Corrodi & Pfister à Uster, près de Zurich. Ils sont condamnés à de lourdes peines. Il y eut au XIX^e siècle des centaines de révoltes de ce genre sur le continent. Elles n'ont pas arrêté le progrès technique mais sont révélatrices de nos craintes liées au remplacement de l'homme par la machine.

Situation dans le monde

Pourtant, les robots industriels arrivent bel et bien. Ils sont au nombre d'environ 3,5 millions dans le monde (pour 1 milliard de personnes actives dans le secteur industriel) et leur croissance est de 500 000 à 1 million par année.

Cas extrême

Tang Yu a été nommée directrice générale du département de l'organisation et de l'efficacité de la société chinoise NetDragon Websoft, active dans des applications pour mobiles et des jeux en ligne. Sauf que... Mme Tang Yu n'existe pas, ou du moins pas sous une forme conventionnelle, puisqu'il s'agit d'une intelligence artificielle. Un robot, qui va superviser des opérations évaluées à 10 milliards de dollars par année.

Situation en Suisse

La Suisse se situe au 11^e rang mondial de la « densité robotique », soit le nombre de robots pour 10 000 employés (218 en 2022), très loin derrière les leaders asiatiques que sont la Corée du Sud, le Japon et Singapour, dont la production de masse se prête mieux à la robotisation que la production de niche dans laquelle la Suisse s'est spécialisée.

On s'aperçoit en Suisse que l'automatisation n'a pas eu un effet destructeur sur l'emploi. Certes, à chaque étape du développement industriel, des emplois disparaissent. Mais il s'agit essentiellement de travail répétitif, comme certaines tâches administratives, de traitement de données ou certaines actions physiques répétées. Cependant, l'automatisation change progressivement le profil des travailleurs : ils deviennent plus qualifiés.

Une étude de l'EPFL publiée à fin 2022 montrait que le métier le moins à risque de se faire remplacer par un robot est celui de physicien, tandis que le plus susceptible de se faire prochainement remplacer par une machine est ouvrier d'abattoir. Pauvre vache! Après avoir été traitée toute sa vie par une machine, c'est encore une machine qui va tirer le dernier trait.

« La technologie à la mode avant l'intelligence artificielle s'appelait « un professeur ». On pouvait lui poser toutes sortes de questions. De même que pour l'intelligence artificielle, on n'était jamais très sûr des sources de ses réponses. »

STÉPHANE GARELLI,
Le Temps, 17 juin 2023

P. 288 Chômage dans le monde

Après avoir frôlé les 210 millions d'individus pendant le confinement en 2020, le nombre de personnes inscrites au chômage dans le monde est estimé par l'Organisation internationale du travail (OIT) à 191 millions pour 2023, contre 188 millions avant la pandémie. On compte environ 13 millions de chômeurs dans les 27 pays de l'Union européenne, 6 millions aux États-Unis et 200 000 en Suisse (chiffres BIT).

P. 289 Taux de chômage

Nombre de chômeurs en pourcentage de la population active

	2020	2021	2022	Mi-2023
* Selon normes BIT				
Suisse*	4,8	5,1	4,3	3,8
Allemagne	3,7	3,7	3,1	3,0
UE-27	7,2	7,1	6,2	5,9
France	8,0	7,9	7,3	7,1
Italie	9,3	9,5	8,1	7,4
Espagne	15,5	14,8	12,9	11,7
° Calculé seulement dans les zones urbaines, pas représentatif de l'ensemble du pays				
Royaume-Uni	4,6	4,5	4,7	4,0
États-Unis	8,1	5,4	3,6	3,6
Chine°	4,2	4,0	4,2	5,2
Sources : Eurostat, OIT				
Japon	2,8	2,8	2,6	2,5

Malgré les crises à répétition (pandémie, guerre en Ukraine, résurgence de l'inflation), l'emploi semble être insensible à ces secousses politico-sanitaro-économiques. Le chômage est tombé presque partout à des taux historiquement bas, et c'est plus du côté de la pénurie de main-d'œuvre que s'orientent les craintes.

L'emploi est-il devenu insensible aux crises?

Explications de M. Stéphane Garelli, prof. émérite IMD et UNIL :

- L'innovation technologique rapide favorise l'emploi : voitures électriques, intelligence artificielle, nouveaux services (Amazon, Uber, AirBnB, etc.).
- Même effet pour l'accroissement des dépenses militaires mondiales (2240 milliards de dollars en 2022, record absolu, soit env. 65 000 francs à la... seconde !!!)
- Augmentation de l'emploi dans le secteur public : 31 % des emplois en Norvège, 24 % en Suisse (contre 15 % il y a trente ans), 18 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.
- La multiplication des projets d'infrastructure dans le monde accroît considérablement les emplois dans l'économie de la maintenance, phénomène relativement nouveau.
- L'économie de la certification crée de plus en plus d'emplois : labels, audits, révisions, sécurité, là aussi phénomène en forte croissance.

À ces différentes causes, on peut ajouter l'effet du vieillissement démographique : les baby-boomers partant massivement à la retraite laissent beaucoup de postes de travail à repourvoir.

Ces trois derniers éléments agissent comme un matelas d'emplois incompressibles pendant une crise économique. La contrepartie de ces secteurs insensibles à la conjoncture est que, directement ou indirectement, ils dépendent des finances publiques. L'endettement public progresse ainsi partout (voir chap. 12). Les grandes économies ont donc acheté l'emploi et la paix sociale à travers la dette. Mais pour combien de temps ?

Certains pays restent néanmoins très touchés par le chômage. Voici les chiffres de quelques-uns d'entre eux pour lesquels existe une statistique officielle.

Chiffres FMI, estimation 2023	Afrique du Sud	34,3%	Bosnie	17,4%	Maroc	11,9%
	Jordanie	24,1%	Tunisie	16,2%	Turquie	12,0%
	Kosovo	20,8%	Macédoine	15,7%	Brésil	11,1%
	Géorgie	20,6%	Grèce	14,8%	Serbie	11,0%

P. 290 Chômage en Suisse

Chiffres du chômage

	Chômeurs inscrits	Taux de chômage	
Source: Seco, moyennes annuelles	2020	145 720	3,2%
	2021	137 614	3,0%
	2022	99 577	2,2%
* juillet	2023*	87 601	1,9%

juillet 2023

Cantons romands: GE 3,6% – JU 3,2% – VD 3,2% – NE 2,5% – FR 2,0% – VS 1,9%
Cantons alémaniques: ZH 1,7% – BE 1,3% – LU 1,1% – SZ 0,7% – GR 0,6% – UR 0,6% – OW: 0,5%

Calculé selon les normes du BIT, le taux de chômage de la Suisse en juillet 2023 était de 3,7% pour 186 000 personnes au chômage (moyenne du 2^e trimestre, résultat obtenu par sondage).

Disparités régionales

Les cantons romands affichent en général un taux de chômage deux fois supérieur à la moyenne des cantons alémaniques. Voici quelques pistes d'explication :

- La Suisse romande possède deux grands centres, Genève et Lausanne, qui attirent une population qui reste souvent plus longtemps sans emploi.
- L'économie romande dépend plus du secteur tertiaire que la Suisse alémanique qui bénéficie de syndicats puissants (notamment dans le secteur industriel), qui se battent pour le maintien des emplois. Le secteur tertiaire est plus sujet à la flexibilité (licenciements facilités).
- Les bénéficiaires romands de l'aide sociale sont plus encouragés à s'inscrire dans les ORP.
- La concurrence des travailleurs frontaliers est plus vive en Suisse romande.
- De façon générale, les Romands sollicitent plus les systèmes sociaux que les Alémaniques. « *Help!* » d'un côté et « *Wir schaffen das!* » de l'autre.

D'après l'expression d'Angela Merkel pour l'accueil des réfugiés: « On va y arriver! »

Taux de chômage incompressible

Il existe un taux de chômage dit « incompressible », sous lequel il est pratiquement impossible de descendre, et qui indique donc une situation de plein emploi. Ce socle incompressible est composé du chômage structurel et du chômage frictionnel. Pour faire simple, il y aura toujours des gens dont les compétences – ou souvent leur absence – ne correspondent pas aux besoins de l'économie (chômage structurel) et des gens qui sont momentanément au chômage suite à une petite « friction » dans leur parcours professionnel (fin d'études, déménagement, faillite de l'entreprise, etc.).

Avec moins de 2% de chômage en Suisse à mi-2023 (4% selon les normes du BIT), on peut considérer qu'on a atteint ce socle incompressible. Dans l'Union européenne, un taux de chômage inférieur à 5% correspond d'ailleurs à une situation de plein emploi.

**Modèle de travail
«schizophrénique»**

Quand la violence et la malhonnêteté auront disparu, on pourra se passer des gardiens de prison. Quand la pauvreté aura disparu, on pourra fermer les Restos du cœur. Et quand le chômage aura disparu, on fera quoi avec les employés des Offices régionaux de placement (ORP)?

« Plus nous réussissons à avoir une influence positive sur le taux de chômage, plus les collaborateurs et collaboratrices craignent de **perdre leur emploi**. »

VALÉRIE GIANOLI, cheffe de service du Département de l'emploi et de la cohésion sociale du canton de Neuchâtel, *Le Temps*, 15 juillet 2023

**Période peu
glorieuse...**

Le « statut de saisonnier » – introduit en 1934 et aboli en 2002 – permettait aux travailleurs concernés (90 % étaient des Italiens) de rester neuf mois par an en Suisse. Ils devaient rentrer au pays pour trois mois. Si l'emploi en Suisse manquait, ils restaient simplement chez eux, faisant ainsi office de variable d'ajustement. Leur statut faisait de ces saisonniers des personnes faciles à exploiter. Il n'autorisait pas le regroupement familial, sauf dans certains cantons où les enfants pouvaient venir pendant trois ou six mois. Ceux-ci devaient soit rester au pays soit... vivre cachés en Suisse. Appelés « enfants des placards », ces mineurs restaient effectivement cachés à la maison sans faire de bruit, sans aller à l'école, jusqu'à ce que leurs parents rentrent du travail. Ces enfants clandestins étaient estimés jusqu'alors entre 10 000 et 15 000.

Une étude de 2022 de Toni Ricciardi, historien des migrations à l'Université de Genève, les évalue à près de 50 000 sur une période de vingt-cinq ans. L'historien estime à environ un demi-million le nombre d'enfants affectés par ces mesures abjectes si on ajoute les frères et sœurs restés au pays, le plus souvent gardés par les grands-parents ou placés en institutions. Dénoncée chaque année dans le rapport des droits de l'homme d'Amnesty International, la Suisse a été longtemps le seul pays d'Europe interdisant le regroupement familial.

« Ils voulaient des bras et ils eurent des **hommes**. »

MAX FRISCH (1911-1991),
écrivain suisse alémanique

**P. 297 Pénurie de
main-d'œuvre**

La population active de l'Union européenne devrait passer de 263 millions de travailleurs aujourd'hui à 217 millions en 2050. Une augmentation de la productivité (numérisation et robotisation à outrance) ou une immigration massive pourraient atténuer les effets négatifs de cette inéluctable évolution démographique (voir chap. 9). À moins d'accepter une baisse du niveau de vie...

La Suisse n'échappe pas à ce phénomène. À mi-2023, on dénombrait 130 000 postes vacants et l'OFS estime qu'il manquera 430 000 personnes sur le marché du travail en Suisse en 2040.

Depuis le début des années 2020, on enregistre plus de baby-boomers qui quittent le marché du travail que de jeunes qui démarrent leur carrière professionnelle. Le pic sera atteint en 2029, où les nouveaux retraités seront 30 000 de plus que les nouveaux entrants.

La pénurie de main-d'œuvre atteint déjà tous les secteurs de notre économie. En tête des corps de métiers où les besoins sont les plus importants se trouvent les professions de santé, de l'informatique, de l'ingénierie, du bâtiment et... de la boucherie ! On veut bien acheter de la viande pour la grillade, mais s'il vous plaît pas de détails sur la manière dont l'animal s'est retrouvé dans la barquette !

Faudra-t-il dès lors se mettre à travailler plus longtemps ? Les Suisses ont commencé ! Alors que seuls 12 % des 65-74 ans conservaient une forme d'emploi en 2005, ils sont désormais 17 %, taux presque deux fois supérieur à celui de la moyenne des pays de l'Union européenne (9,5 %). Seul un quart des seniors qui travaillent affirment le faire pour des raisons financières, la majorité le font par... amour du travail. *Hop Suisse !*

Le choc de 2020 et 2021 La pandémie de Covid-19 et le confinement d'une partie de l'économie ont entraîné la plus profonde récession économique depuis des décennies, et laissé des traces profondes dans les finances publiques. On a vu ainsi s'accroître nettement les dépenses de la Confédération, des cantons, des communes et des assurances sociales (aides aux secteurs économiques et aux entreprises en difficulté, et instauration du chômage partiel à large échelle). Du côté des rentrées, la baisse d'activité économique a entraîné une chute des recettes fiscales.

La reprise de 2022 et l'essoufflement de 2023 En 2022, on assiste à une nette amélioration de la situation des finances publiques. La solide reprise économique (initiée déjà en 2021) a permis d'accroître les rentrées fiscales tout en diminuant l'aide de l'État, devenue moins nécessaire. Toutefois, de nouvelles et importantes dépenses se sont imposées aux autorités. Ainsi, la Confédération a dû faire face à des dépenses extraordinaires de 1,7 milliard de francs pour venir en aide aux réfugiés ukrainiens en 2022. En 2023, une croissance économique plus faible apportera des rentrées fiscales elles aussi plus modestes.

P. 304 Dépenses des administrations publiques

Dépenses totales pour 2020 : 252 milliards de francs (en hausse de 30,8 % sur dix ans). Les dépenses de formation (de l'école enfantine à l'université) se montent à 41 milliards de francs, en hausse de 8 milliards depuis 2010.

Structure des dépenses

Sécurité sociale	42,0 %	Ordre, sécurité publique, défense	7,2 %
Formation	16,2 %	Économie publique	3,9 %
Administration générale	8,6 %	Culture, sport et loisirs, église	3,0 %
Santé	7,3 %	Protection de l'environnement	2,6 %
Trafic et télécommunications	7,2 %	Finances et impôts	2,0 %

Source: AFF

Les dépenses de santé En 2023, les dépenses de santé en Suisse devraient avoisiner les 90 milliards de francs pour 9 millions d'habitants, soit un montant exorbitant d'environ 10 000 francs par habitant. La hausse des dépenses de santé s'explique en partie par le vieillissement de la population, mais surtout par le désir de bénéficier d'une médecine de pointe, qui se traduit par des consultations fréquentes, des analyses poussées et des interventions pas toujours justifiées. Les dépenses de santé de la Suisse ont vu leur part progresser de 7,3 % en 1990 à 11,3 % du PIB en 2023 (prévision). Elles devraient continuer de croître pour atteindre 15 % d'ici à 2050. On n'a pas fini d'entendre parler de hausse des primes.... et des déprimes.

P. 305 Dépenses de la Confédération

Dépenses totales pour 2022 : 81,5 milliards de francs, en baisse de 8,1 % par rapport à 2021 en raison de la baisse ou de l'arrêt des aides liées à la pandémie.

Structure des dépenses

Prévoyance sociale	32,7 %	Sécurité	7,9 %
Finances et impôts	14,0 %	Relations avec l'étranger	4,7 %
Trafic	13,2 %	Agriculture et alimentation	4,5 %
Formation et recherche	9,7 %	Autres tâches	13,3 %

Source: AFF

Recettes des administrations publiques

Recettes totales pour 2020 : 233 milliards de francs.

Structure des recettes

Impôts directs, personnes physiques	30,6 %	Compensations	7,4 %
Cotisations aux assurances sociales	21,1 %	Recettes financières	3,8 %
Impôts à la consommation	13,9 %	Patentes et concessions	2,5 %
Impôts directs, personnes morales	10,1 %	Autres recettes	1,5 %
Autres recettes fiscales	9,1 %		

Composition du Conseil fédéral

Président(e) de la Confédération :
2023 : Alain Berset
2024 : Viola Amherd

Quelques changements depuis la situation de 2020 relatée dans le livre :

- Au DF de l'intérieur, M. Alain Berset quittera le Conseil fédéral à fin 2023.
- Au DF des finances, Mme Karin Keller-Sutter a remplacé M. Ueli Maurer, démissionnaire à fin 2022.
- Au DF de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication, M. Albert Rösti (UDC, BE) a remplacé Mme Simonetta Sommaruga, démissionnaire à fin 2022.
- Au DF de Justice et police, Mme Elisabeth Baume-Schneider (PSS, JU) a pris ses fonctions au début de l'année 2023, suite au passage de KKS au DFF.

Les élections fédérales d'octobre 2023 pourraient rebrasser les cartes et amener quelques changements au moment de la réélection des conseillers fédéraux en décembre.

P. 306 Recettes de la Confédération

Recettes totales pour 2022 : 76,9 milliards de francs.

Structure des recettes

TVA	32,1 %	Autres recettes fiscales	9,4 %
Impôt sur les huiles minérales	5,8 %	Recettes non fiscales	5,4 %
Droit de timbre	3,2 %	Impôt anticipé	5,1 %
Impôt sur le tabac	2,7 %	Impôt fédéral direct	34,3 %
Recettes extraordinaires	2,1 %		

Manque de recettes au... Japon

Au pays du Soleil levant, la consommation de saké, bière ou autres spiritueux a chuté de 100 litres par année par personne en 2000 à 75 en 2020. Résultat : les taxes sur l'alcool qui alimentaient les caisses publiques à raison de 5 % du total des recettes fiscales en 1980 ont chuté à 1,7 %. Pour enrayer cette chute, le gouvernement japonais a lancé une campagne intitulée *Viva Saké!* sous la forme d'un concours d'idées pour tenter de relancer la consommation d'alcool ! À quand des publicités financées par le gouvernement pour inciter à fumer davantage, à consommer plus d'essence ou à dépenser sans compter dans les jeux d'argent ? Pas toujours facile à saisir la philosophie extrême-orientale... En fait, avec une dette publique à 250 % du PIB, on a soudain moins de principes.

P. 306 Péréquation financière

Les 6 contributeurs nets à la péréquation financière cantonale, soit les cantons qui donnent plus qu'ils ne reçoivent – à savoir : SZ, NW, OW, ZG, BS, GE – ont été rejoints par Appenzell Rhodes-Intérieures (AI) en 2023, dont l'économie est à l'image de la population, petite mais robuste !

La charge fiscale

Le système fédéral laisse une très large latitude aux cantons en matière de fiscalité. Globalement, on peut considérer que la charge fiscale est plus « légère » dans le canton de Zoug, alors que c'est dans les cantons de Genève et de Neuchâtel que le fisc a la main la plus lourde.

P. 307 Déficit et endettement

Après les années très déficitaires de la pandémie (15,8 mia. et 12,2 mia. de déficit en 2020 et 2021), les comptes 2022 de la Confédération ont clôturé sur un déficit moindre, mais déficit tout de même de 4,3 milliards de francs. Ce mauvais résultat s'explique par les dernières dépenses liées à la pandémie et l'accueil des réfugiés ukrainiens.

Sans connaître encore le résultat 2023, on s'attend à un budget 2024 dans le rouge, en raison de nouvelles dépenses : hausse de l'enveloppe de l'armée décidée par la majorité bourgeoise du parlement (500 à 800 millions par an), 300 millions pour les demandes d'asile « hors Ukrainiens » et 600 millions dus à l'augmentation des intérêts de la dette (taux à la hausse suite à la résurgence de l'inflation).

En 2025 et 2026, le déficit risque de se creuser encore plus en raison des aides accordées au changement des chauffages polluants et de la hausse des subventions de l'accueil extrafamilial des enfants.

À moyen terme, on s'attend à ce que le vieillissement de la population (moins de rentrées fiscales et plus de dépenses sociales) ainsi que le réchauffement climatique viennent peser sur les finances publiques.

P. 308 Déficit ou excédent

Les comptes des administrations publiques suisses – cumul des comptes de la Confédération, des cantons et des communes – pour 2020 et 2021, non encore définitifs, montrent un excédent de dépenses par rapport aux recettes (déficit) de 19 et 6 milliards de francs, situation absolument exceptionnelle pour la Suisse. Pour 2022, on est presque à l'équilibre (prévision).

Même si elles sont dans le rouge, les finances publiques de 2020 à 2022 en Suisse n'ont affiché qu'un déficit de 0,2 à 2,8 % du PIB. On se consolera en regardant le tableau ci-dessous.

Déficit ou excédent des comptes publics

	2020	2021	2022		2020	2021	2022
Danemark	0,2%	3,6%	3,3%	UE-27	-6,7%	-4,8%	-3,4%
Suisse	-2,8%	-0,7%	-0,2%	France	-9,0%	-6,5%	-4,7%
Pays-Bas	-3,7%	-2,4%	0,0%	Italie	-9,7%	-9,0%	-8,0%
Allemagne	-4,3%	-3,7%	-2,6%	Espagne	-10,1%	-6,9%	-4,8%

Chiffres provisoires pour 2022
Source: Eurostat

Entre 2013 et 2022, les 27 pays de l'Union européenne ont affiché dix années consécutives, sans une seule exception, de finances publiques globalement déficitaires. L'excédent annuel moyen des dépenses par rapport aux recettes est d'environ 2,5 %, montant qu'il faut emprunter chaque année, faisant ainsi gonfler la dette publique.

P. 309 La dette publique

Les déficits accumulés, notamment depuis 2020, ont fait exploser le niveau général d'endettement. La dette publique des 27 pays de l'UE est passée d'un niveau moyen de 78 % à 90 % en deux ans de pandémie, avant de redescendre à 84 % à fin 2022. Grâce au retour de la croissance en 2021 qui s'est poursuivi en 2022, la dette publique a en moyenne sensiblement baissé. L'inflation peut également expliquer cette baisse, puisqu'elle gonfle certaines recettes fiscales, et fait diminuer mécaniquement le ratio dette/PIB.

Situation de la dette publique au 1^{er} avril 2023

Estonie	17,2%	Allemagne	65,9%	Portugal	113,8%
Bulgarie	22,5%	Autriche	80,6%	Espagne	112,8%
Suisse*	33,0%	UE-27	83,7%	Italie	145,3%
Pays-Bas	48,3%	France	112,4%	Grèce	168,3%

* Estimation
Source: Eurostat

P. 310 La dette publique suisse

En 2023, la dette publique suisse se situe à environ 250 milliards de francs. Elle représente à peine un tiers du PIB annuel, ce qui place notre pays dans une situation particulièrement confortable. Les presque 40 milliards de francs dépensés pour faire face à la pandémie ont fait passer le taux d'endettement de 25,4 % (avant Covid) à environ 33 % au début de l'année 2023.

P. 312 Niveau de la dette publique

En raison de la pandémie et des dépenses liées à la guerre d'agression russe en Ukraine, la dette publique des pays de l'OCDE (38 pays riches) a augmenté de plus de 30 % depuis 2019, atteignant le montant stratosphérique de 51 000 milliards de dollars, représentant environ 83 % du PIB de ces États. Le coût des nouveaux emprunts pour les pays de la zone OCDE a plus que doublé depuis 2021, passant d'une moyenne de 1,4 % en 2021 à 3,3 % en 2022. La dette va coûter de plus en plus cher en intérêts.

Dette publique mondiale

La dette publique mondiale, elle, a atteint au début de l'année 2023 le niveau cosmique de 92 000 milliards de dollars (11 500 \$/hab.), ou plus d'une année de PIB mondial.

« La moitié de l'humanité vit dans des pays qui sont obligés de dépenser plus pour le service de leur dette que pour la santé et l'éducation, ce qui est une catastrophe pour le développement. »

ANTÓNIO GUTERRES,
Secrétaire général de l'ONU

Niveau de la dette publique au 1^{er} avril 2023

	Dette publique nationale	% du PIB	Dette par hab.
États-Unis	\$ 31 381 milliards	122 %	€ 85 000
Japon	¥ 1 270 000 000 000 000	260 %	€ 66 000
UE-27	€ 13 511 milliards	87,3 %	€ 30 000
France	€ 3 013 milliards	112,4 %	€ 45 000
Italie	€ 2 790 milliards	143,5 %	€ 46 500
Allemagne	€ 2 589 milliards	65,9 %	€ 31 000
Grèce	€ 355 milliards	168,3 %	€ 34 500
Suisse	CHF 250 milliards	33 %	€ 29 000*

* Env. CHF 28 000

P. 313 Les intérêts de la dette

En 2023, la charge de la dette publique française devrait atteindre 52 milliards d'euros. La France dépense donc l'équivalent d'environ 1600 francs suisses par seconde (!) uniquement pour payer les intérêts de la dette. Voilà de l'argent qui n'ira pas à la reconstruction après émeutes, à la rénovation des bâtiments, à la construction d'écoles, à l'aide aux plus nécessiteux, etc.

« La France est un pays extrêmement fertile : on y plante des fonctionnaires et on y récolte des impôts. »

GEORGES CLEMENCEAU (1841-1929),
homme politique français

En Suisse, les 250 milliards de francs de dette publique entraîneront une charge d'intérêts de 3 à 3,5 milliards de francs par année pour 2023 et 2024, selon le niveau de la hausse des taux.

Dette mondiale globale

Il n'y a pas qu'au niveau de l'environnement (empreinte écologique, voir chap. 7) que l'humanité vit à crédit. En 2023, la dette mondiale globale – qui réunit les dettes publiques des États, celles des entreprises et celles des individus – a franchi la barre intergalactique des 300 000 milliards de dollars, ce qui équivaut à environ 350 % du PIB mondial, ou presque le tour de la Terre en liasses de billets de 1000 francs suisses empilés comme dans un bancomat!!! Le niveau de cette dette globale n'a jamais été aussi élevé dans l'histoire. Avec le réveil de l'inflation et la hausse générale des taux d'emprunt, l'endettement de toute l'humanité est une véritable bombe à retardement.

P. 314 Nouvelles de Grèce

Plus de dix ans après la terrible crise financière qui a touché la Grèce, les nouvelles d'Athènes ne sont pas bonnes. Salaires bloqués (depuis quatorze ans pour certains fonctionnaires – 780 francs suisses par mois), inflation alimentaire à 12 %, un foyer sur quatre est menacé de pauvreté et d'exclusion sociale. La moitié des enfants manquent de soins et de vaccins ; les personnes âgées isolées souffrent de diabète et de maladies cardiovasculaires non soignées en raison des carences de l'hôpital public ; les services publics partent en déliquescence (57 morts dans une collision ferroviaire due à un manque de formation en février 2023). *Hellás*, tout fout l'camp, nom de Zeus!

Brève sur les impôts

En 1974, le groupe suédois *Abba* remporte le Concours eurovision de la chanson. On apprendra, quarante ans plus tard, que leurs tenues de scène très excentriques n'avaient rien à voir avec l'esprit disco de l'époque. Ils avaient opté pour ces habits, qu'on peut qualifier d'assez... improbables, parce qu'une loi suédoise permettait d'inscrire dans la rubrique « frais professionnels » de sa déclaration d'impôts les vêtements qu'on ne pouvait pas porter dans la vie de tous les jours. « *Money, Money, Money...* » 🎵

P. 322 D'où venons-nous?

Une discipline récente, la *paléogénétique*, a révolutionné les connaissances en matière d'origine des populations. En partant de l'ADN fossile, cette machine à remonter le temps a permis d'établir que l'Europe préhistorique a bien connu 3 – et non 2 – vagues migratoires :

- il y a 45 000 ans : arrivée des chasseurs-cueilleurs (originaires d'Afrique) en provenance du Moyen-Orient ;
- il y a 10 000 ans : arrivée d'agriculteurs originaires d'Anatolie (Turquie actuelle) qui s'installent dans toute l'Europe, jusqu'au Portugal et en Angleterre ;
- il y a 5 000 ans : arrivée, en provenance des steppes russes, d'une population nomade qui maîtrisait la roue et avait domestiqué le cheval.

De nos jours, tous les Européens sont issus du mélange de ces trois populations, africaine, moyen-orientale et est-européenne. À méditer ! Et à rappeler aux opportunistes et autres esprits peu éclairés qui vocifèrent des slogans prônant la supposée « pureté de la race ». Quelle race ? *Ta race!*

**P. 323 Historique
Année 1993**

En janvier 1993, la libre circulation des personnes, des marchandises, des services et des capitaux devient une réalité pour l'Union européenne, après avoir été annoncée trente-six ans auparavant, lors du Traité de Rome en 1957. Trente ans plus tard, en 2023, il est possible de dresser un bilan de cet accord historique.

Les bénéfices commerciaux sont incontestables. Un rapport du *Centre d'études prospectives et d'informations internationales* (Cepii) a estimé en 2018 que la libre circulation a gonflé le PIB annuel des pays membres de 4 à 6 % en moyenne. Une étude de la fondation *Bertelsmann* de 2019 a évalué le gain moyen à 840 euros par an pour chaque habitant de l'Union européenne.

Toutefois, ces moyennes masquent une grande hétérogénéité selon les pays et régions. On a ainsi assisté à la concentration de l'industrie européenne sur la dorsale allant de la mer Baltique au nord de l'Italie, en passant par l'Allemagne, l'Autriche et une partie des pays de l'Est, ainsi qu'autour de certaines grandes villes (Paris, Madrid, Lisbonne, etc.). Ces régions ont fortement profité de l'instauration de ce grand *marché intérieur*. Les perdants sont les régions périphériques (Europe du Sud et de l'Est, notamment) qui se sont dépeuplées et désindustrialisées sans que les fonds structurels européens parviennent à compenser ces effets négatifs.

Si la libre circulation des personnes a profité à toute une génération de travailleurs, elle a aussi encouragé la fuite des cerveaux (travailleurs qualifiés polonais partis pour l'Allemagne ou l'Angleterre, par exemple), ce qui est un frein au développement de ces régions périphériques.

Pour d'autres compléments à l'historique, voir *Addendum* 2022.

P. 326 Année 2022

À l'initiative de la France, la *Communauté politique européenne* (CPE) a été créée le 6 octobre 2022. Cette nouvelle organisation a pour but de renforcer les liens entre l'UE et les autres pays européens partageant les mêmes valeurs sans en être membres. La CPE est désormais un club de 47 membres (dont la Suisse) qui se réunit deux fois par année. Certains y voient l'occasion d'échanger avec le plus grand nombre de pays européens sur les sujets communs de la sécurité, de l'énergie, du réchauffement climatique, de la migration, autant de thèmes que le continent doit affronter uni. D'autres pensent qu'il s'agit d'une manœuvre des pays de l'Union européenne dont le but est de ralentir l'adhésion de l'Ukraine et des pays des Balkans occidentaux, tout en les maintenant dans le giron de l'UE. La Suisse s'est portée candidate pour héberger l'un des sommets de la CPE en 2025.

P. 329 Les institutions européennes

Entre le 6 et le 9 juin 2024 se tiendront les 10^e élections européennes. Il s'agira, pour les 27 pays membres, d'élire les 705 députés au Parlement européen pour un mandat de cinq ans. Le ou les parti(s) vainqueur(s) de ces élections choisiront ensuite le ou la président(e) de la Commission européenne qui, à son tour, déterminera qui seront les futurs commissaires européens. Ces élections sont donc de la plus haute importance pour tout le continent.

P. 336 L'euro

Au 1^{er} janvier 2023, la Croatie est devenue le 20^e État à rejoindre la *zone euro*, qui rassemble désormais 340 millions d'utilisateurs de la monnaie unique.

En Pologne, si l'opposition renverse l'actuel gouvernement conservateur lors des élections d'octobre 2023, il n'est pas exclu que ce grand pays (fort de ses 38 millions d'habitants) devienne un jour le 21^e pays utilisateur de l'euro.

P. 343 Relations économiques CH – UE

Commerce extérieur de marchandises en 2022 :

- importations de l'UE : 161,1 milliards de francs (68,6 % des importations totales) ;
- exportations vers l'UE : 137,6 milliards de francs (49,6 % des exportations totales).

L'Union européenne est de très loin notre plus important partenaire économique. Elle nous fournit *plus des deux tiers* des marchandises importées et nous achète *la moitié* des produits que nous exportons.

Poids de la Suisse pour l'UE

Il serait faux de croire que la Suisse est un « poids plume » pour l'Union européenne au niveau de ses relations commerciales. En 2021, la Suisse se classait au 4^e rang des principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne, à l'addition du volume des exportations et des importations.

Source : Eurostat, chiffres 2021

Principaux partenaires commerciaux de l'UE (en % des échanges totaux)

Chine	16,2 %	Suisse	6,5 %	Norvège	3,1 %
États-Unis	14,7 %	Russie	5,9 %	Japon	2,9 %
Royaume-Uni	10,0 %	Turquie	3,7 %	Corée du Sud	2,5 %

Dans ce classement, l'Inde arrive en 10^e position avec 2,1 %. On constate donc que les échanges commerciaux entre l'UE et la Suisse sont trois fois plus importants que ceux réalisés avec la première puissance démographique mondiale, et deux fois plus conséquents que ceux effectués par exemple avec la Turquie ou le Japon.

Seuls 29 000 résidents en Suisse exercent une activité professionnelle à l'étranger.

Si l'on tient compte du fait que la Suisse procure du travail à 386 000 travailleurs frontaliers européens (situation au 1^{er} avril 2023), on comprend mieux pourquoi il est aussi dans l'intérêt de l'UE d'entretenir de bonnes relations avec notre pays.

La libre circulation des personnes

Selon le 19^e rapport de *l'Observatoire sur la libre circulation des personnes* (juillet 2023), l'immigration en provenance de l'UE est considérée comme essentielle pour répondre à la demande de main-d'œuvre en Suisse. Elle a permis aussi de « freiner » le vieillissement démographique. De plus, contrairement à certaines idées véhiculées, les migrants en provenance de l'UE – depuis l'entrée en vigueur de la libre circulation en 2002 – sont essentiellement des travailleurs qui recourent très rarement à l'aide sociale.

En 2022, 54 600 personnes en provenance de l'UE et des pays de l'AELE (solde migratoire) ont immigré en Suisse, sur un solde migratoire total pour notre pays de 81 345 personnes.

P. 345 Coup de froid dans les relations

Grâce aux deux paquets d'accords bilatéraux de 1999 et 2004, la Suisse a bénéficié d'un régime taillé sur mesure dans ses rapports avec l'Union européenne : accès au marché intérieur, levée des obstacles techniques au commerce, libre circulation des personnes, accès à l'Espace Schengen, facilités pour les transports terrestres et aériens, et participations aux programmes de recherche. Et le tout avec une reprise limitée du droit européen. Joliment négocié, tout ça !

Malheureusement, depuis une quinzaine d'années, l'UE – qui s'élargit et se complexifie – fait savoir à la Suisse que cette intégration à la carte lui paraît fastidieuse. Avant d'intensifier la voie bilatérale avec de nouveaux accords, elle exige un cadre institutionnel destiné à régler d'éventuels différends, ainsi qu'une reprise « dynamique » de son droit lorsque celui-ci évolue.

Pour plus d'informations sur l'historique de l'échec de l'accord-cadre, lire *Addendum 2022*.

Après des années de négociations, la Suisse n'a pas réussi (ou pas voulu) mettre en place ce processus de stabilisation qui avait pris la forme du fameux *accord-cadre*, abandonné en mai 2021. Quels sont les motifs de cet échec ?

« L'UDC a revêtu comme de coutume son habit d'opposant ontologique [ici, par nature]. La gauche a (sur)joué la protection des salaires. Le PLR s'est déchiré, le Centre a faseyé [flotté au vent, comme une voile]. Les cantons ont aussi pris leur part à la curée, minaudant parce que les règles sur les aides d'États allaient les pousser à un peu de transparence. »

CHRISTOPHE REYMOND, directeur du Centre patronal vaudois, 24 heures, 7 mars 2023

Coût de la non-signature de l'accord-cadre

Cependant, au cœur d'une Europe qui connaît à nouveau la guerre, la Suisse ne peut pas se permettre de jouer la carte de l'isolement. Elle a besoin de conclure sans retard de nouveaux accords avec l'UE, son principal partenaire économique. Comme l'UE l'avait annoncé, la lente érosion d'une partie des accords bilatéraux s'avère coûteuse pour de nombreux secteurs de notre industrie :

- la non-participation aux programmes *Horizon Europe* a des conséquences dommageables à long terme pour la recherche, l'innovation et le développement. En tant qu'« État tiers », la Suisse est exclue de la coopération scientifique dans des domaines-clés tels que l'intelligence artificielle, le spatial ou la physique quantique ;
- la révision de la réglementation européenne sur les machines-outils et les produits pharmaceutiques fait peser un risque sur toute notre économie ;
- dans le domaine de la santé, la Suisse est exclue des organes de mise en œuvre de la nouvelle réglementation sur les dispositifs médicaux ;
- dans le domaine de l'électricité, notre pays a perdu son statut d'observateur auprès de l'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie. Faute d'accord avant 2025, nos exportations d'électricité vers l'UE pourraient être divisées par 4 et nos importations, vitales en hiver, par 3. De quoi disjoncter !

Avec toutes ces exclusions, la Suisse enregistre une érosion progressive de l'attractivité de sa place économique et scientifique. La fuite des cerveaux est un processus que de nombreuses universités constatent déjà. Les coûts financiers commencent eux aussi à se profiler : on estime à 500 millions le coût annuel de la non-reconnaissance mutuelle de l'industrie pharmaceutique ; l'institut de recherche *BAK Economics* évalue à 50 milliards de francs par an (6,5 % du PIB) le coût à long terme, sous forme de perte de croissance, d'une fin brutale des accords bilatéraux. Il faut réagir, et vite !

Nouvelle approche en matière de négociations

À la suite du rejet par la Suisse du projet d'accord-cadre en mai 2021, l'UE – bienveillante, mais bien consciente aussi que la Suisse est son 4^e partenaire économique, juste après les États-Unis, la Chine et le Royaume-Uni ! – demande à la Suisse de proposer un programme de poursuite des négociations. La Suisse suggère une approche dite « par paquet », soit une démarche qui va plus loin que les questions institutionnelles : elle couvre la révision des accords bilatéraux, ainsi que l'ajout de nouveaux accords d'accès au marché (électricité, santé, sécurité alimentaire). S'y ajoutent des questions telles que la réintégration de la Suisse dans le programme *Horizon Europe* ainsi que la contribution suisse aux efforts de cohésion de l'UE (les fameux « milliards » de cohésion). L'UE, de son côté, a admis cette nouvelle démarche mais exige que la Suisse se conforme aux règles du marché intérieur (et c'est sur ce point que la lutte est âpre !) L'UE renonce ainsi à chapeauter les accords sectoriels d'un cadre institutionnel global en faveur d'un système dit « vertical » où plusieurs accords séparés seraient conclus sur les matières traitées. Alors, au boulot !

« Nous attendons patiemment depuis 15 ans de résoudre les problèmes institutionnels ».

PETROS MAVROMICHALIS, ambassadeur
de l'UE en Suisse, septembre 2022

Discussions exploratoires

Après quinze mois de « discussions exploratoires », on relève à mi-2023 peu d'avancées concrètes. La formulation d'un texte contenant les grands axes d'un éventuel *mandat de négociation* se fait attendre. Le départ, annoncé le 10 mai, de la négociatrice en chef avec l'UE, la secrétaire d'État Mme Livia Leu, ne fait pas avancer le dossier...

Aux dernières nouvelles, la Suisse a demandé un délai supplémentaire (!) jusqu'à la fin du mois d'octobre afin :

- « d'être en mesure de parvenir à une compréhension commune de toutes les questions structurelles et de conclure les discussions exploratoires » (source diplomatique, juin 2023) ;
- « de trouver des solutions susceptibles de générer un large soutien parmi les principaux acteurs en Suisse, en vue de l'adoption d'un mandat de négociation » (Ignazio Cassis, conseiller fédéral en charge des relations avec l'UE, 18 juillet 2023).

À Bruxelles, en coulisses, l'agacement croît. Et on sait mieux là-bas que nulle part ailleurs que des frites trempées trop longtemps dans l'huile doivent être jetées...

Calendrier possible

Avec les élections fédérales en octobre, l'installation d'un nouveau Conseil fédéral en décembre ainsi que la perspective des élections européennes de juin 2024, il devient illusoire de penser qu'un accord sera conclu entre la Suisse et l'UE pendant le mandat de la Commission actuelle (qui prendra donc fin à mi-2024). Il faudra probablement reprendre tous les dossiers, avec de nouvelles équipes, dans la deuxième partie de 2024, ou en 2025... ou jamais.

« Voici que s'avance l'immobilisme et nous ne savons pas comment l'arrêter. »

EDGAR FAURE (1908-1988),
homme politique français

P. 346 L'adhésion

La Suisse : anomalie historique, politique, géographique et physique au centre d'une union de 27 pays. Qu'est-ce qui nous vaut de vivre en dehors de ce courant historique qui a traversé le continent depuis plus de septante ans ?

Un avis

« Sa [la Suisse] propre histoire est telle qu'elle ne partage aucune des motivations qui ont justifié et justifient toujours l'Union : ni le besoin de réconciliation et de paix après la guerre, ni le besoin d'importance, d'agrandissement ou de compensation. La Suisse est une entité sans blessure historique fondamentale qu'il faille guérir par une nouvelle approche avec ses voisins européens. »

Joëlle Kunz, journaliste,
Le Temps, 2 septembre 2022

P. 355 Richesse par adulte

Moyenne : Suisse 696 600 – États-Unis 579 050 – France 322 970 – Monde 87 489 – Chine 76 639 – Inde 15 535 – Afrique 8 419
 Médiane : Australie 256 336 – Suisse 167 809 – France 144 983 – États-Unis 93 271 – Chine 28 258 – Monde 8 296 (!) – Inde 3 457 – Afrique 1 113 !!!

Source :
 Credit Suisse,
 Global Wealth Report 2022

Le calcul de la moyenne est très fortement influencé par les grosses fortunes qui biaisent l'analyse. On préfère utiliser la médiane qui nous renseigne sur la fortune de celui ou celle qui se trouve au milieu de la distribution.

La fortune médiane en Suisse peut paraître « modeste ». N'oublions pas que pour obtenir ces montants, il a fallu retrancher les dettes du patrimoine. Or, les Suisses sont très endettés (crédits hypothécaires importants et gros emprunts pour la belle voiture).

La moitié de la population mondiale possède un patrimoine inférieur à 8300 dollars et la moitié des 690 millions d'adultes africains possède un patrimoine inférieur à 1000 francs suisses. On se sent soudain moins pauvres...

« *Le plus gros avantage de la richesse, c'est qu'elle permet de faire des dettes.* »

OSCAR WILDE (1854-1900),
 écrivain irlandais

P. 356 Richesse par continent

Le rapport 2022 de *Credit Suisse* sur la richesse mondiale montre que la part de la fortune mondiale détenue par l'Afrique est passée, entre 2018 et 2021 de 1,1 % à... 1,25 %. Le décollage de l'Afrique ne fait pas encore trembler le monde. Autres continents, régions ou pays : Amérique du Nord (34,1 %) – Europe (22,9 %) – Chine (18,4 %) – Asie-Pacifique (17,5 %) – Inde (3,1 %) – Amérique latine (2,7 %).

Analyse des patrimoines

Sur les 5,3 milliards d'adultes dans le monde, 62,5 millions (1,2 %) sont millionnaires en dollars et possèdent globalement 47,8 % de la fortune mondiale. À l'autre bout de l'échelle des richesses, plus de la moitié de la population mondiale (53,2 %) dispose d'une fortune inférieure à 10 000 dollars et cumule seulement 1,1 % de la valeur du patrimoine mondial.

	Nombre de personnes (en mio.)	Part de la population	Part de la fortune mondiale
Plus de 1 mio. \$	62,5	1,2 %	47,8 %
De 100 000 à 1 mio. \$	627	11,8 %	38,1 %
De 10 000 à 100 000 \$	1791	33,8 %	13,0 %
Moins de 10 000 \$	2818	53,2 %	1,1 %

Source :
 Credit Suisse

Millionnaires

Parmi les millions de millionnaires de la planète, 39 % sont américains (24,5 millions de personnes) et 1,8 % sont suisses (1,152 million de personnes). C'est la Suisse qui possède la plus grande densité de millionnaires : 16,5 % de la population adulte, loin devant l'Australie 11,5 % et les États-Unis 9,7 %. Autres pays : Allemagne 3,9 % – Chine 0,56 % – Inde 0,09 %.

Les ultrariches

Le rapport de *Credit Suisse* nous apprend que près de 3 millions d'adultes sur la planète possèdent une fortune supérieure à 10 millions de dollars (1 adulte sur 1775), et que 84 500 personnes (1 sur 63 000) bénéficient d'un patrimoine supérieur à 100 millions de dollars.

Les 10 hommes les plus riches du monde disposent d'un patrimoine supérieur à la fortune cumulée des 3,1 milliards les plus pauvres (enfants compris). Les 50 personnes les plus riches de la planète possèdent davantage (env. 4500 milliards) que la moitié la moins riche des adultes, composée de 2,65 milliards de personnes.

« *Le pauvre n'est pas celui qui a peu, mais celui qui en veut toujours plus.* »

SÉNÈQUE, philosophe, dramaturge et
 un homme d'État romain, I^{er} s. après J.-C.

Pauvreté et extrême pauvreté

En raison de l'impact cumulé des récentes crises (Covid-19, inflation, guerre en Ukraine), on estime que 75 millions de personnes sont tombées dans l'extrême pauvreté entre 2020 et 2023. Plus de 700 millions de personnes vivent dans cette situation d'extrême pauvreté (soit environ 9 % de la population), disposant de moins de 2,15 dollars par jour. Près de 2 milliards d'individus vivent dans la pauvreté, avec moins de 3,65 dollars par jour. La moitié de l'humanité vit avec moins de 7 dollars par jour.

Autres chiffres :

- 60 % des pauvres de la planète vivent en Afrique subsaharienne ;
- 60 % des personnes vivant dans l'extrême pauvreté sont des femmes ;
- dans les pays en développement, 1 enfant sur 5 vit dans une famille souffrant d'extrême pauvreté.

Pauvreté multidimensionnelle

On ne saurait réduire la pauvreté à sa seule dimension monétaire. Être pauvre, c'est aussi souffrir d'analphabétisme, de manque d'accès aux soins, d'absence d'infrastructures de base (accès à l'eau potable, à l'électricité, à la formation), etc. Par exemple, 675 millions de personnes vivent sans électricité dans le monde, dont 80 % en Afrique subsaharienne.

Les Nations unies ont ainsi développé un *Indice mondial de pauvreté multidimensionnelle* qui donne une vision plus large de ce qu'est la pauvreté dont souffrent des centaines de millions de personnes.

Un rapport de juillet 2023, portant sur 6,1 milliards de personnes vivant dans 110 pays, montre que 1,1 milliard d'entre elles (18,1 %) vivent en situation de « pauvreté multidimensionnelle aiguë », ce qui signifie qu'elles sont affectées par de multiples aspects de la pauvreté. La très grande majorité des individus concernés vivent en zone rurale (84 %) et la moitié sont des enfants.

P. 359 La faim

Changement climatique, crise de la biodiversité, désertification, érosion de sols, augmentation de la population, conflits nombreux, migrations... les défis qui menacent la sécurité alimentaire mondiale sont nombreux. Au tournant du siècle, les Nations unies annonçaient la disparition de la faim dans le monde pour 2030. Aujourd'hui, les objectifs sont révisés à la baisse et on se demande juste comment on va pouvoir nourrir 10 milliards d'habitants en 2050...

Avec le recul des livraisons de blé d'Ukraine et de Russie, et la pire sécheresse depuis quarante ans en Afrique de l'Est, nous vivons actuellement la plus grande crise alimentaire du XXI^e siècle. En Afrique, 1 habitant sur 5 ne mange pas à sa faim. Dans le monde, 3 milliards de personnes n'ont pas accès à une alimentation équilibrée.

Dans le rapport de juillet 2023 intitulé *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, les Nations unies révèlent qu'entre 691 millions et 783 millions de personnes ont souffert de la faim en 2022, dont près de la moitié ont souffert de « famine aiguë ». Si l'on considère la moyenne, qui s'établit à 735 millions (1 personne sur 11 sur la planète), cela représente une augmentation de 122 millions par rapport à 2019, avant la pandémie de Covid-19.

Toutes les 4 secondes, la faim tue une personne quelque part dans le monde. Chaque année, 8 à 10 millions de personnes meurent directement de sous-alimentation, et probablement le double indirectement (affaiblissement général dû à la faim qui favorise l'apparition d'autres maladies).

P. 361 Causes de la faim

Dans le monde, 4600 calories sont produites par jour et par personne, soit le double de ce qui est nécessaire pour nourrir l'humanité. La faim n'est donc pas un problème de quantité.

*« Si l'on a réussi à marcher sur la Lune et à soigner la calvitie masculine, on doit arriver à nourrir **correctement** tout le monde. »*

MIA MOTTLE, première ministre de la Barbade,
figure de la lutte contre la crise climatique
(et potentielle future secrétaire générale des Nations unies!)

Gaspillage alimentaire

Environ 30 % de la nourriture produite ne sera jamais mangée. La moitié des pertes se produit lors de la récolte ou de la transformation (surproduction, manque d'infrastructures de transport ou de stockage). L'autre moitié est gaspillée par les détaillants et les consommateurs (mise au rebut d'aliments imparfaits, rupture de la chaîne du froid, achats en trop grandes quantités, etc.).

Consommation de viande

Plus de la moitié des céréales cultivées dans le monde servent à nourrir le bétail (ou à produire des biocarburants). La consommation effrénée de viande entraîne un immense gâchis alimentaire et nuit considérablement à l'environnement (émissions de méthane, usage de produits chimiques, pollution des eaux et des sols).

*« Si les abattoirs avaient des parois en verre, tout le monde serait **végétarien**. »*

PAUL MCCARTNEY

Uniformisation des céréales

L'alimentation mondiale provient à 75 % de 12 plantes et de 5 espèces animales. La plante la plus cultivée dans le monde est la canne à sucre, dont le produit transformé rend obèse une partie croissante des plus pauvres. Sur les 6000 denrées végétales que l'homme a consommées durant son histoire, le monde n'en mange plus que quelques-unes, dont 3 (riz, blé, maïs) fournissent la moitié de l'ensemble des calories consommées dans le monde. Cette situation est dangereuse car, en cas de défaillance logistique ou de guerre – cas actuel de l'Ukraine qui, avant la guerre, nourrissait... 400 millions de personnes dans le monde! – ce sont des pays entiers qui peuvent se retrouver en insécurité alimentaire.

Bio ou chimique? Polémique

Au printemps 2023, le directeur de *Syngenta* (société suisse spécialisée dans la chimie et l'agroalimentaire) annonçait qu'il serait sage de renoncer à la production biologique – rendements inférieurs de 20 à 30 % à l'agriculture conventionnelle, chimiquement dopée – sous prétexte que celle-ci mettrait en péril la sécurité alimentaire mondiale. Le bio certifié ne représente actuellement que 2 % de la production alimentaire mondiale (env. 17 % en Suisse).

Certains ont vu dans cette déclaration une manière d'essayer d'accroître les ventes déjà considérables de produits phytosanitaires, insecticides, herbicides et autre « saletés » qui procurent de juteux bénéfices à une industrie florissante (30 milliards de chiffre d'affaires et 5 milliards de bénéfices en 2022 pour la société bâloise). D'autres ont profité de l'occasion pour rappeler qu'en réduisant de moitié la consommation de viande et en divisant également par deux le gaspillage alimentaire, on pourrait produire 60 % de l'alimentation mondiale en bio sans menacer notre approvisionnement alimentaire.

P. 367 L'Afrique

Quelques compléments d'information, en vrac, sur le « continent de tous les possibles ». *Long is the road...*

Population

1900 : 100 millions d'habitants
2000 : 1 milliard
2023 : 1,42 milliard, dont 60 % ont moins de 24 ans
2050 : 2,3 milliards

Contrairement aux idées reçues, l'Afrique est plutôt un continent « vide ». Avec 66 hab./km² (hors Sahara), contre plus de 400 sur le Plateau suisse, l'Afrique est loin d'être un continent surpeuplé, pour l'instant. Beaucoup d'Africains considèrent que la fécondité élevée n'est pas un problème, mais bien une force.

Agriculture

L'agriculture occupe 50 % de la population active et contribue à 25 % du PIB. 48 % de la population africaine vivent d'une agriculture familiale ; 80 % des exploitations ont une surface inférieure à 2 ha (surface moyenne en Suisse : env. 25 ha).

Monocultures dévastatrices

Le cacao représente la moitié des exportations de la Côte d'Ivoire ; idem, et même plus avec le coton pour le Bénin. Résultat : déforestation et misère chez les cultivateurs. L'Éthiopie est le 4^e producteur mondial de fleurs ; cette activité très mécanisée occupe peu de monde, profite à une petite élite et contribue surtout à assécher les nappes phréatiques du pays.

Sécheresse

L'Afrique de l'Est est frappée par la pire sécheresse depuis des décennies. Plus de 33 millions de personnes en Somalie, en Éthiopie et au Kenya souffrent d'un grave manque d'eau et de nourriture.

Industrie

L'industrie (à peine plus de 10 % du PIB) est le gros point faible de l'Afrique, dont l'économie reste trop dépendante du cours des matières premières. Trop peu de ces matières sont transformées sur place.

Métaux

Le continent africain possède les principales réserves mondiales connues de nombreux minerais et métaux, notamment le Congo RDC et l'Afrique du Sud (mais pas seulement) ; le sous-sol africain est un véritable trésor sous-terrain.

« Les Africains sont les riches les plus pauvres du monde et les pauvres les plus riches du monde. »

LIONEL ZINSOU, économiste et
ancien premier ministre du Bénin

Inégalités

Au Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique, 60 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, alors que la fortune cumulée des 5 Nigériens les plus riches s'élève à plus de 30 milliards de dollars, soit environ le budget du pays !

Chômage des jeunes

L'emploi salarié est rare en Afrique subsaharienne (10 à 15 % de l'emploi total seulement). Pour les jeunes, l'emploi en soi est rare : polyactivité, emploi saisonnier et travail non rémunéré sont la norme. Calculé selon nos standards, on peut estimer que le taux de chômage des jeunes avoisine les 50 %.

Graves maux politiques et sociaux

Violences, instabilité, droits bafoués des minorités et des femmes, institutions démocratiques de façade, clientélisme, corruption sont monnaie courante en Afrique. Une bonne gouvernance est une condition essentielle au développement.

Urbanisation

En début de la décolonisation, vers 1950, 14 % seulement des Africains vivaient dans des villes et aucune n'atteignait le million d'habitants. Aujourd'hui, le taux d'urbanisation est presque de 50 %, 60 agglomérations ont plus d'un million d'habitants et 3 mégapoles enregistrent largement plus de 10 millions d'habitants (Le Caire, Lagos et Kinshasa). Avec ses 18 millions d'habitants (!), la capitale du Congo RDC est devenue la plus grande ville francophone du monde !

P. 370 Dette du tiers-monde

Dans un monde où les nations, les entreprises et les individus vivent à crédit (voir chap. 12), il n'est pas étonnant de constater qu'il en est de même pour les pays en développement. Leur dette n'a jamais été aussi élevée depuis cinquante ans puisqu'elle représente environ 70 % du PIB des pays en développement et émergents (85 % pour les pays de l'UE, à titre de comparaison). Avec la hausse récente des taux d'intérêt, le service de la dette (intérêts et remboursement) devient exorbitant pour un nombre croissant de pays, dont une part démesurée des recettes d'exportation ne sert qu'à éponger les dettes du passé. Difficile, dans ces conditions, de mettre en place une véritable politique de développement.

« En moyenne, les **coûts d'emprunt** sont quatre fois plus élevés pour les pays africains que pour les États-Unis et huit fois plus élevés que pour les économies européennes les plus riches. »

ANTONIO GUTERRES,
secrétaire général de l'ONU, juillet 2023

Avec des finances déjà fortement mises à l'épreuve par les dépenses publiques liées à la crise du Covid, la Banque mondiale (juillet 2023) considère que 54 pays en développement sont désormais en situation de surendettement. Les 25 pays les plus endettés consacrent en moyenne 20 % de leur budget au service de la dette, argent qu'ils ne peuvent pas allouer à l'achat de nourriture, au développement du système de santé ou à la lutte contre le réchauffement climatique (dont ils sont les premières victimes et les derniers responsables, rappelons-le!) Un cinquième du budget, c'est comme si la Confédération devait faire une croix sur l'argent consacré aux transports routier et ferroviaire, à l'armée et à la protection civile (21,1 % des dépenses fédérales en 2022, voir chap. 12)!

P. 371 Aide au développement

L'aide publique au développement a atteint un nouveau record en 2022 avec un montant de 204 milliards de dollars accordés par les gouvernements donateurs en faveur des pays nécessiteux. Ce « sursaut de générosité » ne profitera cependant pas aux pays africains, asiatiques ou latino-américains, puisqu'il est surtout venu aider l'Ukraine à faire face à l'agression russe. L'aide accordée à Kiev est passée de 1 milliard de dollars en 2021 à 16 milliards en 2022.

* CAD : Comité d'aide au développement de l'OCDE

Aide en pourcentage du PIB en 2022 (moyenne des 30 pays du CAD* : 0,36 %) :

- les plus généreux : Luxembourg 1,0 % – Suède 0,90 % – Norvège 0,86 %
- les « moyens » : Suisse 0,56 % – France 0,56 % – Royaume-Uni 0,51 %
- les peu généreux : Japon 0,39 % – Italie 0,32 % – Espagne 0,30 %
- les plus pingres : États-Unis 0,22 % – Corée du Sud 0,17 % – Slovaquie 0,15 %

Aide publique au développement en milliards de dollars

États-Unis	55,3	France	15,9	Suisse	4,5
Allemagne	35,0	Italie	6,5	Australie	3,0
Japon	17,5	Norvège	5,2	Autriche	1,9

En 2022, la Suisse a donc consacré environ 4 milliards de francs à l'aide publique au développement.

P. 379 Histoire

En 1582, la marine marchande anglaise comptait près de 16 000 marins sur ses centaines de bateaux, qui pouvaient transporter 68 000 tonnes de marchandises. Le *OOCL Hong Kong*, un cargo porte-conteneurs sorti des chantiers navals en 2017, peut transporter à lui seul 200 000 tonnes de biens, avec un équipage de... 22 personnes. On est passé de 1 marin anglais pour 4,25 t de marchandises à 1 marin chinois (ou philippin) pour 9000 t, soit une efficacité multipliée par plus de 2000. Les conditions de travail, elles, n'ont malheureusement pas suivi le même multiplicateur de confort...

P. 381 L'anglais, au top!

Selon les estimations publiées sur le site spécialisé *Ethnologue*, plus de 7100 langues sont actuellement parlées sur la planète, mais près de la moitié sont considérées comme étant en voie de disparition. Au classement des langues les plus parlées dans le monde en 2022 (langue maternelle et langue seconde), l'anglais occupait la première place, avec 1,45 milliard de locuteurs. Suivent : le chinois mandarin (1,12 mia.), l'hindi (602 mio.), l'espagnol (548 mio.), et loin derrière le français (274 mio.), à égalité avec l'arabe et le bengali.

Dans le domaine scientifique, 90 % des publications majeures sont en anglais ; un ratio qui se situait autour des 50 % vers 1950.

Évolution de la mondialisation

Depuis la chute du communisme, au début des années 1990, jusqu'au milieu des années 2010, un doux vent d'optimisme soufflait sur le commerce mondial. Le *multilatéralisme* ambiant (je commerce avec tout le monde selon les mêmes règles) avait multiplié les échanges internationaux, fait tripler le PIB mondial et extrait 500 millions de personnes de la pauvreté, l'extrême pauvreté ayant été réduite des deux tiers, phénomène sans précédent. La mondialisation était à son apogée.

« D'un point de vue économique, la **mondialisation** arrange tout le monde : elle sort un pan du globe de la pauvreté et nous payons moins cher pour nos téléphones. »

CHARLES WYPLOSZ,
prof. honoraire au Graduate Institute, Genève

Premières fissures

La mécanique du commerce international a commencé à se fissurer au milieu des années 2010. Le *Global South* ou « Sud global » – expression qui remplace celle de « tiers-monde » – s'insurge contre les règles souvent imposées par le *global North* (pays développés) : marre de disposer des ressources et d'en profiter à peine (cours des matières premières imposés par les pays riches), marre de payer le prix fort du réchauffement climatique en n'étant que très peu responsables de la situation. La Chine et la Russie profitent de cette rivalité entre anciens pays colonisateurs et anciens pays colonisés pour « offrir leurs services » logistiques, commerciaux, militaires à un « Global South » prêt à tout pour changer les règles du jeu.

Augmentation des interventions étatiques

Avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2013, la Chine montre un visage beaucoup plus agressif et conquérant. La présidence Trump, de 2016 à 2020, a vu croître les tensions entre la Chine et les États-Unis. Les ruptures de chaînes d'approvisionnement provoquées par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine ont planté les derniers clous dans le cercueil de la mondialisation « classique ».

Interventionnisme

De nombreux États ont tendance à intervenir de plus en plus dans le commerce extérieur : renforcement du contrôle des exportations (éviter les transferts de technologie), idem pour les importations (refus du gaz russe ou de la technologie TikTok), aides d'États à des secteurs définis comme stratégiques (véhicules électriques aux États-Unis, notamment). Alors que ces actions concernaient jusqu'à maintenant quelques pays traditionnellement protectionnistes, elles s'étendent aux États-Unis, pays pourtant attaché depuis longtemps au libre-échange, ainsi qu'à l'Europe, dans une moindre mesure.

Écologie La protection des entreprises nationales n'est pas le seul argument pour se tourner vers une protection plus locale. La prise de conscience écologique amène à se procurer des produits qui n'ont pas fait deux fois le tour de la planète avant d'arriver dans nos rayons.

Shein
* mode ultra éphémère La marque chinoise d'*ultra fast fashion** Shein – prononcez « chi-inn » – symbolise à elle seule la dérive écologique véhiculée par un commerce mondial sans conscience environnementale. Avec son million de vêtements produits chaque jour (!), et ses 7200 nouveaux modèles quotidiens, elle est la marque préférée de la jeunesse consumériste. Une étude publiée en 2022 par *Teenage Lab by Pixpay* montre que Shein est responsable de 22 % des émissions de CO₂ des adolescentes françaises. On interdit bien certains pesticides, fongicides ou herbicides jugés dangereux pour l'environnement ou la santé des gens, alors Shein... retourne en Chine!

Reglobalisation Les barrières tarifaires prennent d'année en année plus d'ampleur, on rapatrie (*reshoring* ou « relocalisation ») désormais certaines activités stratégiques sur son propre territoire, on commerce en priorité avec des pays amis (*friendshoring*) ou proches (*nearshoring*). On parle d'un scénario de *découplage*, qui est une sorte de dérivé du protectionnisme, basé sur des considérations géopolitiques. Un monde fragmenté, pluri-latéral ou multipolaire, composé de plusieurs blocs, apparaît. C'est ce nouveau multilatéralisme, cette reconfiguration de la mondialisation qu'on appelle « reglobalisation » ou *nouvelle mondialisation*. Trois blocs se livrent désormais une guerre commerciale en défendant leur souveraineté commerciale: la Chine (avec l'initiative des Routes de la soie*), les Amériques (du Canada au Chili) et l'Europe.

* Les nouvelles Routes de la soie sont un projet stratégique chinois visant à relier économiquement la Chine à l'Europe, par un vaste réseau de corridors routiers et ferroviaires.

« Si le monde devait à terme se diviser en deux **blocs**, nos économistes à l'OMC ont estimé que le PIB mondial serait amputé de 5 % par an, ce qui est énorme. »

NGOZI OKONJO-IWEALA, directrice de l'OMC, octobre 2022

La mondialisation n'est pas morte, elle vit une nouvelle phase dans laquelle libre-échange et protectionnisme continuent de rythmer les échanges internationaux. Tantôt l'un donne le *la*, tantôt l'autre tombe au *sol*, parfois ils se retrouvent *do à do* 🎵. Ainsi va la musique du commerce international.

P. 384 La Suisse et la mondialisation

L'*indice de la mondialisation* du KOF – Centre de recherches conjoncturelles, à Zurich – mesure les dimensions économiques, sociales et politiques de la globalisation. En 2022, c'est la Suisse qui arrive en tête des 201 pays et territoires observés. Notre pays est donc le plus dépendant et le plus impliqué dans le processus de mondialisation. Il en profite, il l'influence, il le subit aussi.

P. 385 ONU

Rappelons que la Suisse est membre non permanent du *Conseil de sécurité* pour 2023 et 2024.

La guerre en Ukraine a mis en évidence de façon criante les graves déficiences du Conseil de sécurité des Nations unies et surtout son incapacité à « maintenir la paix et la sécurité internationale », en vertu de l'art. 1 de la *Charte des Nations unies*. En fait, on s'aperçoit que dès qu'un conflit touche aux intérêts d'une grande puissance, les droits de veto fusent et le Conseil est paralysé.

Il devient urgent de modifier la composition et le fonctionnement du Conseil de sécurité. Certains proposent depuis longtemps de lever le droit de veto des 5 membres permanents. En 2005 déjà, l'Inde, le Brésil, le Japon et l'Allemagne – les grands pays absents – formaient le « Groupe des quatre » et revendiquaient un siège permanent. Sans succès. Réformer les Nations unies ? Entre les *travaux d'Hercule* et le *rocher de Sisyphe* (qui avance... et r'cule!)

« La **réforme** de l'institution n'aura jamais lieu, parce que les pays qui disposent du droit de veto ne vont pas y renoncer. »

FRANÇOIS HOLLANDE,
ancien président français, 2023

Si l'organe exécutif de l'Organisation des Nations unies – le Conseil de sécurité – souffre de blocages, le travail de l'ONU reste précieux. Il s'effectue par l'intermédiaire de ces agences (OMC, OIT, OMS, FAO, HCR, etc.) qui permettent de faire entendre la voix du multilatéralisme sur des questions comme le climat, les pandémies, l'alimentation, la régulation du numérique, etc. Dans ces domaines, il reste heureusement une place pour la coopération et la constitution de grandes alliances internationales.

L'OMC

Le secrétariat de l'OMC à Genève emploie plus de 600 fonctionnaires internationaux. À l'OMC, chaque État membre contribue au budget en fonction de sa part dans les échanges commerciaux mondiaux.

Depuis la 12^e *Conférence ministérielle de l'OMC* tenue à Genève en juin 2022, l'OMC fait du surplace et ne peut que constater que ses membres ont multiplié les décisions protectionnistes. Ils ont mis en œuvre 3800 mesures : 3000 d'entre elles étaient nuisibles aux échanges internationaux et 800 seulement ont permis de réduire les obstacles au commerce.

P. 389 G8

Toujours réduit... à 7. Par les temps qui courent, on imagine mal la Russie retrouver sa place dans ce sommet informel.

G2

Il y a une dizaine d'années, les États-Unis se relevaient plus vite que l'Europe de la crise financière et la Chine accélérât son rattrapage économique sur l'Occident. On pensait que si les deux pays s'accordaient, ils pourraient changer le monde. Plus efficace que le G7 (qui n'inclut ni la Chine ni l'Inde) ou le G20 (aux intérêts très divergents) on voyait ce nouveau «G2», gagnant de la mondialisation, dicter le nouvel agenda international. Ce fut le cas notamment avec la signature de l'accord de Paris sur le climat en 2015, fruit d'un consensus sino-américain en amont de la réunion.

La bonne entente n'a pas duré. Dans un monde désormais fracturé, les deux puissances économiques s'épient, s'espionnent, se défient et maintiennent tout au plus un dialogue minimum visant à éviter l'escalade. On ne pense plus à changer le monde à deux, mais juste à ne pas le détruire en s'affrontant. Désormais, les États-Unis cherchent à se rapprocher de l'Inde, grande puissance économique en devenir, première puissance démographique mondiale, et seule puissance régionale capable de contrecarrer les plans de la Chine.

P. 390 Commerce mondial

En dépit de plusieurs crises économiques, le volume du commerce international a été multiplié par plus de trois depuis le début du siècle, passant de 8000 à 25 000 milliards de dollars. Ces dernières années, les échanges internationaux continuent certes à croître, mais à un rythme inférieur à celui des décennies précédentes. Après une augmentation des échanges de 2,7% en 2022, l'OMC s'attend à une croissance de 1% à 1,5% pour 2023. Des mesures protectionnistes, surtout américaines et chinoises, puis la guerre en Ukraine, ont freiné la croissance des échanges.

Commerce mondial des marchandises en 2022 (en milliards de dollars)

Exportations				Importations			
1	Chine	3594	14,4%	1	États-Unis	3376	13,0%
2	États-Unis	2065	8,3%	2	Chine	2716	10,6%
3	Allemagne	1655	6,6%	3	Allemagne	1571	6,1%
4	Pays-Bas	966	3,9%	4	Pays-Bas	899	3,5%
5	Japon	745	3,0%	5	Japon	897	3,5%
6	Corée du Sud	684	2,7%	6	Royaume-Uni	824	3,2%
7	Italie	657	2,6%	7	France	818	3,2%
8	Belgique	633	2,5%	8	Corée du Sud	731	2,9%
9	France	618	2,5%	9	Inde	723	2,8%
10	Hong Kong	610	2,5%	10	Italie	689	2,7%
21	Suisse	402	1,6%	22	Suisse	356	1,4%
	Monde	24 904	100%		Monde	25 621	100%

Pour les plus perspicaces qui se demandent pourquoi le montant des exportations mondiales n'égale pas le montant des importations, rappelons qu'il s'agit d'une différence due aux statistiques. Aucune importation de Mars pour l'instant.

P. 392 La Suisse et le commerce extérieur

La Suisse gagne plus d'un franc sur trois à l'étranger ; le commerce extérieur contribue à hauteur de 40 % au PIB de notre économie. Pays le plus « mondialisé » de la planète, la Suisse cherche à diversifier son commerce extérieur depuis le début du XXI^e siècle. Les 33 ALE (accords de libre-échange) signés avec ses partenaires économiques lui ont permis, en 2021, d'économiser 2,4 milliards de francs de droits de douane. Une aubaine pour notre industrie d'exportation, dont les produits sont déjà onéreux, et également pour le consommateur suisse qui bénéficie de produits étrangers moins ou pas taxés.

Projet de nouvel ALE

En mai 2023, des négociations pour un accord de libre-échange avec le Royaume-Uni ont débuté, notre quatrième partenaire commercial, après l'UE, les USA et la Chine (10^e place de la Suisse pour le Royaume de Sa Gracieuse Majesté*). Objectif : simplifier les relations commerciales, les accroître et améliorer la collaboration dans différents secteurs.

* Même moins gracieuse, l'expression demeure...

Les chiffres du commerce extérieur de 2022

	Total	Nominal	Réel
Exportations	278,6 mia.	+ 7,2%	+ 0,1%
Importations	235,2 mia.	+ 16,8%	+ 0,7%

Les exportations et importations de la Suisse en 2022 ont considérablement crû en valeur nominale. Pourtant, après correction de l'effet des prix (forte inflation partout dans le monde), les volumes sont restés à peu près les mêmes qu'en 2021. Cette stagnation est à mettre en relation avec le ralentissement de la croissance des échanges internationaux en 2022.

Commerce extérieur par habitant

Les exportations (31 506) et les importations (26 644) par habitant se sont montées à 58 150 francs en 2022. Elles placent la Suisse dans le trio de tête mondial pour l'importance du commerce extérieur *par habitant*.

En dollars, année 2022, chiffres OMC qui comprennent le commerce de l'or

Belgique	106 000	États-Unis	16 000
Pays-Bas	105 000	Japon	13 200
Suisse	87 000	Chine	6 700
Allemagne	39 000	Inde	830

Les premières places de la Belgique et des Pays-Bas s'expliquent par les importants achats de pétrole brut qui, une fois raffiné, sont exportés ailleurs en Europe.

P. 393 Exportations et importations en 2022

Quelques catégories de produits

	Exportations		Importations	
Chimie et produits pharmaceutiques	134,6 mia.	48,3 %	65,1 mia.	27,7 %
Machines, appareils, électronique	33,1 mia.	11,9 %	36,3 mia.	15,4 %
Horlogerie	24,9 mia.	9,0 %	3,6 mia.	1,5 %
Véhicules	5,3 mia.	1,9 %	18,7 mia.	8,0 %
Produits énergétiques	9,3 mia.	3,3 %	22,3 mia.	9,5 %

En matière d'exportations, les chiffres de 2022 confirment la « pharmacodépendance » de notre pays. Les produits chimiques, mais surtout pharmaceutiques, représentent presque la moitié du total de nos exportations. Après des années plus difficiles, l'horlogerie réalise un record en matière d'exportations de montres.

Les importations de produits énergétiques se montaient à 10 milliards de francs en 2021. La facture 2022 a plus que doublé en raison de l'explosion des coûts des carburants fossiles (pétrole et gaz), et ce malgré une baisse des importations en volume de 1,4 %. Les exportations de produits énergétiques ont, elles aussi, considérablement augmenté grâce à un prix de l'électricité en nette hausse.

P. 394 Partenaires économiques en 2022

Exportations			Importations		
États-Unis	50,7 mia.	18,1 %	Allemagne	64,2 mia.	27,4 %
Allemagne	43,7 mia.	15,7 %	Chine et HK	21,4 mia.	9,1 %
Italie	20,6 mia.	7,4 %	Italie	21,3 mia.	9,1 %
Chine et HK	20,1 mia.	7,2 %	France	20,2 mia.	8,6 %
France	16,1 mia.	5,8 %	États-Unis	15,2 mia.	6,5 %
Slovénie	11,5 mia.	4,1 %	Autriche	11,0 mia.	4,7 %
Russie	3,0 mia.	1,1 %	Russie	0,1 mia.	0,1 %

Conquis en 2021, les États-Unis confirment leur statut de meilleur client de l'économie suisse. L'Allemagne reste de très loin notre meilleur fournisseur, et aussi notre meilleur partenaire commercial (cumul des exportations et des importations).

Ensemble, les pays de l'Union européenne ont acquis 68,7 % de nos exportations et nous ont fourni 49,8 % de nos importations. L'UE achète donc plus des deux tiers de nos produits exportés et nous livre la moitié des produits achetés à l'étranger.

Depuis l'agression de la Russie sur l'Ukraine, et les sanctions commerciales sur lesquelles la Suisse s'est alignée, le commerce extérieur avec la Russie est réduit à néant, du moins en matière d'importations.

Le commerce extérieur est aussi souvent une affaire locale: 40 % du total de nos échanges ont lieu avec les pays limitrophes que sont l'Allemagne, l'Italie, La France et l'Autriche.

A contrario, les relations commerciales nouées avec les pays d'Afrique et d'Amérique du Sud sont quasiment négligeables, puisque ces régions ne représentent que 3 % du commerce suisse de marchandises, chiffre qui tombe à 2 % (pour plus de 80 pays!) si on enlève le Brésil et le Mexique.

P. 394 Poids de la Suisse pour l'UE

En 2021, la Suisse se classait au 4^e rang des principaux partenaires commerciaux de l'Union européenne, au niveau des échanges de marchandises. Représentant 6,5 % du commerce extérieur (exportations et importations) de l'UE, elle n'était devancée que par la Chine 16,2 % – les États-Unis 14,7 % – le Royaume-Uni 10,0 %. Elle laisse derrière elle: Russie 5,9 % – Turquie 3,7 % – Norvège 3,1 % – Japon 2,9 % – Corée du Sud 2,5 % et Inde 2,1 %. Qu'on cesse donc de dire ou de penser que la Suisse est un nain face au géant européen!

P. 395 Le fromage

En novembre 2022, le jury des *World Cheese Awards*, réuni à Newport au Pays de Galles, a décerné le titre de « meilleur fromage du monde » à un gruyère AOP fabriqué par Urs Leuenberger dans sa fromagerie de Vorderfultigen (BE). Aux yeux des 250 juges internationaux présents, ce gruyère d'exception s'est distingué par « ses notes de foin, d'herbes et de prairies en fleurs, de cuir, une longueur et un fondant en bouche remarquables ». Ça fait pas envie ça ?

Petit coup de moins bien...

Les exportations de fromages suisses ont diminué en 2022 de 6,7 % en quantité et de 3 % en volume. Ce coup d'arrêt à la croissance des exportations s'explique par la baisse du pouvoir d'achat généralisée dans le monde (forte inflation) et par le franc fort. Déjà considéré comme un produit de luxe (le gruyère AOP se vend entre 50 et 80 francs le kilo aux États-Unis!), le fromage suisse souffre de cette conjoncture défavorable. Et le premier semestre de 2023 confirme la tendance...

Le tabac

Les premiers champs de tabac sont apparus en Suisse au XVII^e siècle. Le secteur a connu son âge d'or au sortir de la Seconde Guerre mondiale, avec plus de 6000 planteurs pour une surface de 1450 ha. Aujourd'hui, seuls 120 cultivateurs ont planté du tabac en 2023 sur quelque 370 ha.

Les producteurs de tabac en Suisse bénéficient d'une subvention de 14 millions de francs par année, financée par une taxe prélevée sur chaque paquet de cigarettes.

En Afghanistan, les talibans détruisent à la machette les champs d'opium qui font des ravages terribles au sein de la population. En Suisse, alors que près de 10 000 personnes meurent prématurément des conséquences du tabagisme chaque année, on aide les cultivateurs de tabac. Et on traite de talibans ceux qui dénoncent ces aberrations.

Les armes

Bonne nouvelle! Quoique... Les exportations de matériel de guerre ont bondi en 2022 de 29 % par rapport à 2021 pour s'afficher au niveau record de 955 millions de francs. Elles ne représentent cependant que 0,34 % de l'ensemble des exportations de marchandise.

Un quart des ventes a concerné des véhicules blindés, un autre quart des munitions ; le reste est constitué d'armes légères et d'autre matériel de combat.

Record en Suisse

La Suisse a exporté du matériel de guerre vers 60 pays. Avec un quart du total des ventes, c'est le Qatar qui s'est affirmé comme meilleur client: environ 200 millions d'achats de matériel de défense aérienne pour protéger des stades de football... devenus désormais inutiles.

Record dans le monde

Avec le déclenchement de la guerre en Ukraine, les dépenses militaires mondiales ont battu un nouveau record en 2022 (8^e année consécutive de hausse...) avec un total de 2240 milliards de dollars, soit environ 65 000 francs... à la seconde! *Olé!*

Record aux États-Unis

Avec plus d'armes que d'habitants, les États-Unis affichent le taux de mortalité par armes à feu le plus élevé de tous les pays développés: 49 000 en 2021, contre 45 000 en 2020. La probabilité de mourir par arme à feu aux États-Unis est 1 sur 7000 par année, donc 1 sur 700 sur dix ans et 1 sur 100 sur une vie, risque considérablement plus élevé que la probabilité de gagner à la loterie nationale. Rapporté à la population de la Suisse, la mortalité par armes à feu aux États-Unis équivaut à 3 Suisses tués par jour. *Pan! Pan! et re-Pan!*

Le café

Le café suisse cartonne à l'exportation! Enfin, surtout les capsules de café... Les exportations totales de produits suisses à base de café se sont montées en 2022 à 3,26 milliards de francs (1,17 % des exportations totales), soit l'équivalent des ventes cumulées de chocolat, de fromage, de cigarettes et d'armes de guerre. *Un p'tit café?*
